

TABLE DES MATIERES

ANNEXES	I
Annexe 1 : Le Règlement (CE) N° 116/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels.....	I
Annexe 2 : La segmentation du marché.....	VIII
Annexe 3 : La typologie des galeries en région.....	IX
Annexe 4 : Tableau comparatif des définitions de biens culturels en France.....	X
Annexe 5 : Entretien avec Pierre-Yves Kairis.....	XII
Annexe 6 : Entretien avec Vincent Geerling.....	XXXI
Annexe 7 : Convention de l'UNESCO de 1970	XLIV
Annexe 8 : Statistiques du comité chargé des exportations de biens culturels en Grande-Bretagne	LVI
Annexe 9 : Le « <i>Kulturgutschutzgesetz</i> ».....	LVII
Annexe 10 : Bilans des Trésors nationaux ayant fait l'objet d'un refus de certificat en France	LXXX

ANNEXES

ANNEXE 1 : LE RÈGLEMENT (CE) N° 116/2009 DU CONSEIL DU 18 DÉCEMBRE 2008 CONCERNANT L'EXPORTATION DE BIENS CULTURELS

10.2.2009

FR

Journal officiel de l'Union européenne

L 39/1

I

(Actes pris en application des traités CE/Euratom dont la publication est obligatoire)

RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT (CE) N° 116/2009 DU CONSEIL du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels (version codifiée)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 133,

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CEE) n° 3911/92 du Conseil du 9 décembre 1992 concernant l'exportation de biens culturels ⁽¹⁾ a été modifié à plusieurs reprises et de façon substantielle ⁽²⁾. Il convient, dans un souci de clarté et de rationalité, de procéder à la codification dudit règlement.
- (2) Afin d'entretenir le marché intérieur, il est nécessaire d'avoir des règles concernant les échanges avec les pays tiers pour assurer la protection des biens culturels.
- (3) Il est nécessaire de prendre des mesures, notamment pour assurer un contrôle uniforme des exportations de biens culturels aux frontières extérieures de la Communauté.
- (4) Un tel système devrait exiger la présentation d'une autorisation délivrée par l'État membre compétent préalablement à l'exportation de biens culturels relevant du présent règlement. À cet effet, il est nécessaire d'avoir une définition claire du champ d'application desdites mesures et de leurs modalités d'application. La mise en œuvre du système devrait être aussi simple et efficace que possible.
- (5) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du présent règlement en conformité avec la

décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités d'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission ⁽³⁾.

- (6) Compte tenu de l'expérience considérable des autorités des États membres dans l'application du règlement (CE) n° 515/97 du Conseil du 13 mars 1997 relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des États membres et à la collaboration entre celles-ci et la Commission en vue d'assurer la bonne application des réglementations douanière et agricole ⁽⁴⁾, il y a lieu d'appliquer ledit règlement au présent domaine.
- (7) L'annexe I du présent règlement vise à préciser les catégories de biens culturels qui doivent faire l'objet d'une protection particulière lors des échanges avec les pays tiers, sans préjuger de la définition, par les États membres, des trésors nationaux au sens de l'article 30 du traité,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Définition

Sans préjudice des pouvoirs des États membres au titre de l'article 30 du traité, on entend par «biens culturels», aux fins du présent règlement, les biens figurant à l'annexe I.

Article 2

Autorisation d'exportation

1. L'exportation de biens culturels hors du territoire douanier de la Communauté est subordonnée à la présentation d'une autorisation d'exportation.

⁽¹⁾ JO L 395 du 31.12.1992, p. 1.

⁽²⁾ Voir l'annexe II.

⁽³⁾ JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

⁽⁴⁾ JO L 82 du 22.3.1997, p. 1.

2. L'autorisation d'exportation est délivrée sur demande de l'intéressé:

- a) par une autorité compétente de l'État membre sur le territoire duquel le bien culturel en question se trouvait, légalement et à titre définitif, au 1^{er} janvier 1993;
- b) ou, après cette date, par une autorité compétente de l'État membre sur le territoire duquel il se trouve après envoi légal et définitif d'un autre État membre, ou importation d'un pays tiers, ou réimportation d'un pays tiers après envoi légal d'un État membre audit pays tiers.

Toutefois, sans préjudice du paragraphe 4, l'État membre qui est compétent conformément au premier alinéa, point a) ou point b), peut ne pas exiger d'autorisation d'exportation pour les biens culturels visés aux premier et deuxième tirets de la catégorie A.1 de l'annexe I, lorsqu'ils offrent un intérêt archéologique ou scientifique limité, et à condition qu'ils ne soient pas le produit direct de fouilles, de découvertes ou de sites archéologiques dans un État membre et que leur présence sur le marché soit légale.

L'autorisation d'exportation peut être refusée, aux fins du présent règlement, lorsque les biens culturels en question sont couverts par une législation protégeant des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique dans l'État membre concerné.

Si nécessaire, l'autorité visée au premier alinéa, point b), entre en contact avec les autorités compétentes de l'État membre d'où provient le bien culturel en question, notamment les autorités compétentes au sens de la directive 93/7/CEE du Conseil du 15 mars 1993 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre ⁽¹⁾.

3. L'autorisation d'exportation est valable dans toute la Communauté.

4. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1, 2 et 3, les exportations directes en provenance du territoire douanier de la Communauté de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, qui ne sont pas des biens culturels au sens du présent règlement sont régies par la législation nationale de l'État membre d'exportation.

Article 3

Autorités compétentes

1. Les États membres communiquent à la Commission la liste des autorités compétentes pour la délivrance des autorisations d'exportation de biens culturels.

⁽¹⁾ JO L 74 du 27.3.1993, p. 74.

2. La Commission publie la liste des autorités, ainsi que toute modification de cette liste, au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C.

Article 4

Présentation de l'autorisation

L'autorisation d'exportation est présentée, à l'appui de la déclaration d'exportation, lors de l'accomplissement des formalités douanières d'exportation, auprès du bureau de douane compétent pour l'acceptation de ladite déclaration.

Article 5

Limitation des bureaux de douane compétents

1. Les États membres peuvent limiter le nombre des bureaux de douane compétents pour l'accomplissement des formalités d'exportation des biens culturels.

2. Les États membres qui font usage de la possibilité offerte au paragraphe 1 informent la Commission des bureaux de douane dûment habilités.

La Commission publie ces informations au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C.

Article 6

Coopération administrative

Aux fins de l'application du présent règlement, les dispositions du règlement (CE) n° 515/97, notamment les dispositions relatives à la confidentialité des informations, sont applicables mutatis mutandis.

Outre la coopération prévue au premier alinéa, les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour établir, dans le cadre de leurs relations mutuelles, une coopération entre les administrations douanières et les autorités compétentes visées à l'article 4 de la directive 93/7/CEE.

Article 7

Mesures d'application

Les mesures nécessaires à l'application du présent règlement, notamment celles concernant le formulaire à utiliser (par exemple, le modèle et les caractéristiques techniques), sont arrêtées selon la procédure visée à l'article 8, paragraphe 2.

Article 8

Comité

1. La Commission est assistée par un comité.

2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 3 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent.

*Article 9***Sanctions**

Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions du présent règlement et prennent toute mesure nécessaire pour assurer la mise en œuvre de celles-ci. Les sanctions ainsi prévues doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

*Article 10***Rapports**

1. Chaque État membre informe la Commission des mesures qu'il prend en application du présent règlement.

La Commission communique ces informations aux autres États membres.

2. La Commission adresse tous les trois ans au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen un rapport concernant l'application du présent règlement.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, procède tous les trois ans à l'examen et, le cas échéant, à l'actualisation des montants visés à l'annexe I, en fonction des indices économiques et monétaires dans la Communauté.

*Article 11***Abrogation**

Le règlement (CEE) n° 3911/92, tel que modifié par les règlements visés à l'annexe II, est abrogé.

Les références faites au règlement abrogé s'entendent comme faites au présent règlement et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe III.

*Article 12***Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2008.

Par le Conseil

Le président

M. BARNIER

ANNEXE I

Catégories de biens culturels visés à l'article 1^{er}

A. 1. Objets archéologiques ayant plus de cent ans d'âge et provenant:	
— de fouilles ou de découvertes terrestres ou sous-marines	9705 00 00
— de sites archéologiques	9706 00 00
— de collections archéologiques	
2. Éléments faisant partie intégrante de monuments artistiques, historiques ou religieux et provenant du démembrement de ceux-ci, ayant plus de cent ans d'âge	9705 00 00 9706 00 00
3. Tableaux et peintures, autres que ceux des catégories 4 ou 5, faits entièrement à la main, sur tout support et en toutes matières ⁽¹⁾	9701
4. Aquarelles, gouaches et pastels faits entièrement à la main, sur tout support ⁽¹⁾	9701
5. Mosaïques, autres que celles classées dans les catégories 1 ou 2, réalisées entièrement à la main, en toutes matières, et dessins faits entièrement à la main, sur tout support et en toutes matières ⁽¹⁾	6914 9701
6. Gravures, estampes, sérigraphies et lithographies originales et leurs matrices respectives, ainsi que les affiches originales ⁽¹⁾	Chapitre 49 9702 00 00 8442 50 99
7. Productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture et copies obtenues par le même procédé que l'original ⁽¹⁾ , autres que celles qui entrent dans la catégorie 1	9703 00 00
8. Photographies, films et leurs négatifs ⁽¹⁾	3704 3705 3706 4911 91 80
9. Incunables et manuscrits, y compris les cartes géographiques et les partitions musicales, isolés ou en collections ⁽¹⁾	9702 00 00 9706 00 00 4901 10 00 4901 99 00 4904 00 00 4905 91 00 4905 99 00 4906 00 00
10. Livres ayant plus de cent ans d'âge, isolés ou en collection	9705 00 00 9706 00 00
11. Cartes géographiques imprimées ayant plus de deux cents ans d'âge	9706 00 00
12. Archives de toute nature comportant des éléments de plus de cinquante ans d'âge, quel que soit leur support	3704 3705 3706 4901 4906 9705 00 00 9706 00 00
13. a) Collections ⁽²⁾ et spécimens provenant de collections de zoologie, de botanique, de minéralogie, ou d'anatomie	9705 00 00
b) Collections ⁽²⁾ présentant un intérêt historique, paléontologique, ethnographique ou numismatique	9705 00 00

⁽¹⁾ Ayant plus de cinquante ans d'âge et n'appartenant pas à leurs auteurs.

⁽²⁾ Telles que définies par la Cour de justice dans son arrêt 252/84, comme suit: «Les objets pour collections au sens de la position 97.05 du tarif douanier commun sont ceux qui présentent les qualités requises pour être admis au sein d'une collection, c'est-à-dire les objets qui sont relativement rares, ne sont pas normalement utilisés conformément à leur destination initiale, font l'objet de transactions spéciales en dehors du commerce habituel des objets similaires utilisables et ont une valeur élevée.»

14. Moyens de transport ayant plus de soixante-quinze ans d'âge	9705 00 00 Chapitres 86 à 89
15. Tout autre objet d'antiquité non compris dans les catégories A.1 à A. 14:	
a) ayant entre cinquante et cent ans d'âge:	
jouets, jeux	Chapitre 95
verrerie	7013
articles d'orfèvrerie	7114
meubles et objets d'ameublement	Chapitre 94
instruments d'optique, de photographie ou de cinématographie	Chapitre 90
instruments de musique	Chapitre 92
horlogerie	Chapitre 91
ouvrages en bois	Chapitre 44
poteries	Chapitre 69
tapisseries	5805 00 00
tapis	Chapitre 57
papiers peints	4814
armes	Chapitre 93
b) de plus de cent ans d'âge	9706 00 00

Les biens culturels visés aux catégories A.1 à A. 15 ne sont couverts par le présent règlement que si leur valeur est égale ou supérieure aux seuils financiers figurant au point B.

B. Seuils financiers applicables à certaines catégories visées au point A (en EUR)

Valeur:

quelle que soit la valeur

- 1 (objets archéologiques)
- 2 (démembrement de monuments)
- 9 (incunables et manuscrits)
- 12 (archives)

15 000

- 5 (mosaïques et dessins)
- 6 (gravures)
- 8 (photographies)
- 11 (cartes géographiques imprimées)

30 000

- 4 (aquarelles, gouaches et pastels)

50 000

— 7 (statuaire)

— 10 (livres)

— 13 (collections)

— 14 (moyens de transport)

— 15 (tout autre objet)

150 000

— 3 (tableaux)

Le respect des conditions relatives aux valeurs financières doit être jugé au moment où la demande d'autorisation d'exportation est introduite. La valeur financière est celle du bien culturel dans l'État membre visé à l'article 2, paragraphe 2.

Pour les États membres dont la monnaie n'est pas l'euro, les valeurs exprimées en euros dans l'annexe I sont converties et exprimées en monnaies nationales au taux de change du 31 décembre 2001 publié au *Journal officiel des Communautés européennes*. Cette contre-valeur en monnaie nationale est révisée tous les deux ans avec effet au 31 décembre 2001. Le calcul de cette contre-valeur est fondé sur la moyenne de la valeur quotidienne de ces monnaies, exprimée en euros, durant les vingt-quatre mois qui se terminent le dernier jour du mois d'août qui précède la révision prenant effet le 31 décembre. Cette méthode de calcul est réexaminée, sur proposition de la Commission, par le comité consultatif des biens culturels, en principe deux ans après la première application. Pour chaque révision, les valeurs exprimées en euros et leurs contre-valeurs en monnaie nationale sont périodiquement publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*, dès les premiers jours du mois de novembre précédant la date à laquelle la révision prend effet.

ANNEXE II

Règlement abrogé avec ses modifications successives

Règlement (CEE) n° 3911/92 du Conseil
(JO L 395 du 31.12.1992, p. 1)

Règlement (CE) n° 2469/96 du Conseil
(JO L 335 du 24.12.1996, p. 9)

Règlement (CE) n° 974/2001 du Conseil
(JO L 137 du 19.5.2001, p. 10)

Règlement (CE) n° 806/2003 du Conseil
(JO L 122 du 16.5.2003, p. 1)

Uniquement le point 2) de
l'annexe I

ANNEXE III

TABLEAU DE CORRESPONDANCE

Règlement (CEE) n° 3911/92	Présent règlement
Article 1	Article 1
Article 2, paragraphe 1	Article 2, paragraphe 1
Article 2, paragraphe 2, premier alinéa, phrase introductive	Article 2, paragraphe 2, premier alinéa, phrase introductive
Article 2, paragraphe 2, premier alinéa, premier tiret	Article 2, paragraphe 2, premier alinéa point a)
Article 2, paragraphe 2, premier alinéa, second tiret	Article 2, paragraphe 2, premier alinéa point b)
Article 2, paragraphe 2, deuxième alinéa,	Article 2, paragraphe 2, deuxième alinéa
Article 2, paragraphe 2, troisième alinéa	Article 2, paragraphe 2, troisième alinéa
Article 2, paragraphe 2, quatrième alinéa	Article 2, paragraphe 2, quatrième alinéa
Article 2, paragraphe 3	Article 2, paragraphe 3
Article 2, paragraphe 4	Article 2, paragraphe 4
Articles 3 à 9	Articles 3 à 9
Article 10, premier alinéa	Article 10, paragraphe 1, premier alinéa
Article 10, deuxième alinéa	Article 10, paragraphe 1, deuxième alinéa
Article 10, troisième alinéa	Article 10, paragraphe 2, premier alinéa
Article 10, quatrième alinéa	—
Article 10, cinquième alinéa	Article 10, paragraphe 2, deuxième alinéa
—	Article 11
Article 11	Article 12
Annexe, points A.1, A.2 et A.3	Annexe I, points A.1, A.2 et A.3
Annexe, point A.3A	Annexe I, point A.4
Annexe, point A.4	Annexe I, point A.5
Annexe, point A.5	Annexe I, point A.6
Annexe, point A.6	Annexe I, point A.7
Annexe, point A.7	Annexe I, point A.8
Annexe, point A.8	Annexe I, point A.9
Annexe, point A.9	Annexe I, point A.10
Annexe, point A.10	Annexe I, point A.11
Annexe, point A.11	Annexe I, point A.12
Annexe, point A.12	Annexe I, point A.13
Annexe, point A.13	Annexe I, point A.14
Annexe, point A.14	Annexe I, point A.15
Annexe, point B	Annexe I, point B
—	Annexe II
—	Annexe III

ANNEXE 2 : LA SEGMENTATION DU MARCHÉ

Table 3.2 Market segmentation

Budget Market	Very high (> 100,000)	High (50,000–100,000)	Low (25,000–50,000)	Very low (0–25,000)
Junk market				Teomondo Scrofalo
Avant-Garde market	Maurizio Cattelan	Matthew Barney	Ellen Gallagher	Chris Ofili
	Jeff Koons	Takashi Murakami	Anish Kapoor	Gordon Douglas
	Damien Hirst	Andreas Gursky	Vanessa Beecroft	Grayson Perry
	David Altmejd	Robert Gober	Gregory Crewdson	Julian Opie
	Bill Viola	Barbara Kruger	Thomas Ruff	Shirin Neshat
	Yinka Shonibare	Thomas Demand	Tony Oursler	Jim Lambie
		Franz Ackermann		Daniel Richter
Classic contemporary market		Francesco Vezzoli		
	Frank Stella	James Rosenquist	Richard Artschwager	John Baldessari
	Gerhard Richter	Sigmar Polke	Jannis Kounellis	Lucas Samaras
	Close Chuck	Edward Ruscha	Alighiero Boetti	Vito Acconci
	Bruce Nauman	Louise Bourgeois	Peter Halley	Giulio Paolini
	Robert Rauschenberg		Francesco Clemente	Nabuyoshi Araki
			Christian Boltanski	
Alternative market			Fabrizio Plessi	Federico Guida
				Maurizio Galimberti
				Matteo Basile
				Francesca Galliani

Source : Zorloni, 2013, p. 39

ANNEXE 3 : LA TYPOLOGIE DES GALERIES EN RÉGION

	Galerie point de vente	Galerie de promotion	Galerie tremplin
Localisation géographique	Centre-ville et centre historique	Centre-ville et <i>centre historique*</i>	Plutôt périphérie, <i>centre-ville et historique*</i>
Choix des artistes (genres représentés)	Valeur émotionnelle et décorative. Qualité de la facture, sujet. Artistes reconnus (genre classique et moderne).	Originalité de la démarche au regard de l'histoire de l'art, <i>scène émergente*</i> (genre moderne et contemporain).	Originalité de la démarche au regard de l'histoire de l'art (genre contemporain).
Mode de recrutement	Salons, internet, conseils d'autres artistes, revues, galeries, écoles d'art.	Repérages par les institutions et les galeries tremplins, écoles d'art, autres galeries.	École des beaux-arts, ateliers, autres galeries.
Formation du directeur	Commerciale, marketing. Plus rarement artistique.	Variée. Souvent études histoire de l'art, <i>marchand d'art*</i> .	Souvent issu de l'école des beaux-arts de la région, professeur aux beaux-arts, formation culturelle.
Contrat	Moral et local (dans un rayon de 50 km environ). Parfois participation des artistes aux frais d'exposition (surtout s'il n'y a pas vente). Pas de participation de la galerie à la production mais modification du partage du prix de vente si sculpture.	Exclusivité, partage avec des galeries parisiennes (sauf à Rouen) et étrangères. Pas de participation des artistes aux frais de fonctionnement de la galerie. Participation de la galerie à la production des œuvres.	Exclusivité. Pas de participation des artistes aux frais de fonctionnement de la galerie. Participation de la galerie à la production des œuvres dans la mesure de la capacité financière de la galerie.
Relais vers d'autres structures	Artistes ou collectionneurs, institutions disposant de collections d'art régional.	Relations du directeur dans la sphère artistique et marchande. Quelques achats par le Frac et la Drac. <i>Relations avec des entreprises*</i> .	Liens avec les institutions, projets européens.
Formation des artistes	Souvent autodidacte (sauf les plus anciens qui peuvent sortir de l'école des beaux-arts), arts plastiques (université).	En majorité formation artistique, école des beaux-arts.	En majorité école des beaux-arts.
Type de galeries	Privées, associatives.	Majoritairement privées.	Majoritairement associatives.
Subventions	Non	Rarement	Oui
Durée de la relation avec l'artiste	Longue	Moyenne à longue	Courte
Édition	Dépliants, affiches, catalogues.	Catalogue	Catalogue (quelquefois et selon les moyens de la galerie).
Relations avec d'autres structures	Mêmes artistes présentés dans plusieurs galeries.	Coédition et partage d'exclusivité avec des galeries étrangères principalement.	Coédition et exposition commune avec d'autres galeries tremplins et les institutions.
Rapport au second marché	Peu d'activités sur le second marché, mais ventes des œuvres des artistes aux enchères et parfois sur eBay.	Ne s'en sortent que si elles sont sur le second marché (construction d'une cote).	Pas d'activités sur le second marché.

*NB: les libellés en italique suivis d'un * ne concernent que l'agglomération lyonnaise.*

Source : De Vrièse et *al.*, 2011, p. 11

ANNEXE 4 : TABLEAU COMPARATIF DES DEFINITIONS DE BIENS CULTURELS EN FRANCE

au regard du droit communautaire et au regard du droit national après le 1^{er} juillet 2011

Catégories R(CE)/CP	Annexe du règlement (CE) n°116/2009 du 18 /12/2008 (licence)			Annexe 1 de la partie réglementaire du code du patrimoine (CP) (certificat)			
	Définition	Seuil d'ancienneté	Seuil de valeur	Définition	Seuil d'ancienneté	Seuil de valeur pour l'exportation vers un Etat membre	Seuil de valeur pour l'exportation vers un pays tiers
1	Objets archéologiques ayant plus de 100 ans d'âge et provenant de : – fouilles ou découvertes terrestres ou sous-marines – sites archéologiques – collections archéologiques La France a souhaité bénéficier de la mesure d'assouplissement proposée par le règlement n° 3911/92 (2ème alinéa du 2ème tiret du 2. de l'article 2) codifié par le R(CE) n°116/2009. En conséquence, les conditions réglementaires applicables en France pour exporter les biens culturels de la catégorie 1 vers un pays tiers sont celles requises pour la délivrance d'un certificat (colonne de droite du tableau)	100 ans	Quelle que soit la valeur	1A. Antiquités nationales, à l'exclusion des monnaies, quelle que soit leur provenance, et objets archéologiques, ayant plus de cent ans d'âge, y compris les monnaies provenant directement de fouilles, de découvertes terrestres et sous-marines ou de sites archéologiques	100 ans	Quelle que soit la valeur	Quelle que soit la valeur
				1B. Objets archéologiques ayant plus de cent ans d'âge et monnaies antérieures à 1500, ne provenant pas directement de fouilles, découvertes ou de sites archéologiques	100 ans	1 500	
				1C. Monnaies postérieures au 1 ^{er} janvier 1500 ne provenant pas directement de fouilles, découvertes ou de sites archéologiques	100 ans	15 000	

Catégories R(CE)/CP	Annexe du règlement (CE) n°116/2009 du 18 /12/2008 (licence)			Annexe 1 de la partie réglementaire du code du patrimoine (CP) (certificat)			
	Définition	Seuil d'ancienneté	Seuil de valeur	Définition	Seuil d'ancienneté	Seuil de valeur pour l'exportation vers un Etat membre	Seuil de valeur pour l'exportation vers un pays tiers
2	Eléments faisant partie intégrante de monuments artistiques, historiques ou religieux et provenant du démembrement de ceux-ci, ayant plus de 100 ans d'âge	100 ans	Quelle que soit la valeur	Eléments et fragments de décors d'immeubles par nature ou par destination, à caractère civil ou religieux et immeubles démantelés, ayant plus de 100 ans d'âge	100 ans	Quelle que soit la valeur	
3	Tableaux et peintures, autres que ceux de la catégorie 3A. ou 4, faits entièrement à la main, sur tout support	50 ans	150 000	Tableaux et peintures autres que ceux entrant dans les catégories 3A et 4 ayant plus de 50 ans d'âge	50 ans	150 000	
4	Aquarelles, gouaches et pastels faits entièrement à la main, sur tout support et en toutes matières	50 ans	30 000	Aquarelles, gouaches et pastels ayant plus de 50 ans d'âge	50 ans	30 000	
5	Mosaïques, autres que celles classées dans les catégories 1 ou 2, réalisées entièrement à la main, en toutes matières, et dessins faits entièrement à la main, sur tout support et en toutes matières	50 ans	15 000	Dessins ayant plus de 50 ans d'âge	50 ans	15 000	

Catégories R(CE)/CP	Annexe du règlement (CE) n°116/2009 du 18/12/2008 (licence)			Annexe 1 de la partie réglementaire du code du patrimoine (CP) (certificat)			
	Définition	Seuil d'ancienneté	Seuil de valeur	Définition	Seuil d'ancienneté	Seuil de valeur pour l'exportation vers un Etat membre	Seuil de valeur pour l'exportation vers un pays tiers
6	Gravures, estampes, sérigraphies et lithographies originales et leurs matrices respectives, ainsi que les affiches originales	50 ans	15 000	6. a) gravures, estampes, sérigraphies et lithographies originales et leurs matrices respectives, isolées et ayant plus de 50 ans d'âge ou en collection comportant des éléments de plus de 50 ans d'âge 6. b) affiches originales et cartes postales, isolées et ayant plus de 50 ans d'âge ou en collection comportant des éléments de plus de 50 ans d'âge	50 ans	15 000	
7	Productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture et copies obtenues par le même procédé que l'original, autres que celles qui entrent dans la catégorie 1	50 ans	50 000	Productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture et copies obtenues par le même procédé que l'original ayant plus de 50 ans d'âge, autres que celles qui entrent dans la catégorie 1	50 ans	50 000	
8	Photographies, films et leurs négatifs	50 ans	15 000	- photographies, isolées et ayant plus de 50 ans d'âge ou en collection comportant des éléments de plus de 50 ans d'âge. - films et leurs négatifs isolés et ayant plus de 50 ans d'âge ou en collection comportant des éléments de plus de 50 ans d'âge	50 ans	15 000	

ANNEXE 5 : ENTRETIEN AVEC PIERRE-YVES KAIRIS

Entretien avec Dr. Pierre-Yves Kairis, le jeudi 2 juin 2016.

Chef De Département A.I., Chef de travaux principal à l'Institut Royal Du Patrimoine Artistique.

« Tout classement est une atteinte à un droit fondamental dans nos sociétés qui est le droit de la propriété privée. La propriété privée c'est quelque chose d'assez fondamental dans notre culture. Ce droit figure même dans le texte pour les droits de l'Homme. Ça remonte à la révolution française. La propriété privée, c'est quelque chose de sacré et donc dès qu'on parle de classement, et ça vaut tout aussi bien pour le mobilier que de l'immobilier, on est dans une forme d'atteinte à ce droit fondamental. Il faut que cette atteinte soit très clairement déterminée pour savoir jusqu'où on peut aller. Est-ce que vous avez déjà entendu parler de l'arrêt Walter en France ? »

C'est cette loi en France très similaire de projet de loi allemand qui par la suite a été abrogée ?

« En France, quand vous vouliez exporter une œuvre d'art avant l'introduction du grand marché européen donc, avant le 1^{er} janvier 1993, il existait déjà des procédures qui permettaient de contrôler l'exportation des œuvres d'art. J'entends par exportation, la sortie d'un objet du pays car je ne me rappelle plus de la terminologie exacte en termes d'expédition et d'exportation. Donc dès qu'on voulait faire sortir une œuvre d'art, il fallait passer par un système de douane et quand c'était un tableau assez important, les conservateurs du Louvres allaient l'examiner et ils accordaient ou non un droit de sortie. Si l'œuvre leur paraissait trop importante, elle était classée monument historique. Par conséquent, vous pouviez la vendre en France mais vous ne pouviez plus la sortir du territoire. Tout ce qui était classé devait rester sur le territoire français. Plus tard, un certain monsieur Walter a introduit un recours contre cette loi. Ce monsieur Walter était une grande fortune possédant un tableau de Van Gogh. Son tableau a été classé et il a donc décidé de porter plainte contre l'État français en affirmant que son tableau valait, par exemple, 25 millions d'euros. Une fois classé, il ne peut plus apparaître sur le marché international et est donc limité au marché français. Au lieu de 25 millions qu'il valait sur le marché international, il n'en valait plus que 10. Après avoir effectué toutes les étapes juridiques, il a obtenu gain de cause aux tribunaux. Ces derniers ont décrété que l'État français devait verser à monsieur Walter la différence de valeur, soit 15 millions de dédommagement selon notre exemple. L'État français a décidé d'arrêter les classements sans consentement suite à cette affaire. Par la suite, on aurait pu

se retrouver dans un cas de figure où une personne a toujours son tableau accroché au mur de son salon et reçoit en plus 15 millions d'euros de dédommagement. C'est ce qu'on a appelé l'arrêt Walter. Ça a été une révolution dans la façon de classer des monuments historiques. C'est pour ça que votre histoire m'interpelle ».

En effet, ils veulent introduire un système très similaire en Allemagne. Les collectionneurs allemands craignent exactement les mêmes conséquences. Je pense que Mme Francine Mariani-Ducray, ancienne directrice des Musées de France aborde l'arrêt Walter dans son article sur « les Eléments de témoignage sur les principes publics en France » dans les actes du colloque tenu au Musée royal de Mariemont du 28 avril 2009 que vous m'aviez conseillé de lire avant de vous rencontrer. J'ai par ailleurs aussi lu votre article sur le « Syndrome de Picasso » que j'ai trouvé fort intéressant...

« Cette histoire a été un véritable traumatisme, ça ne s'était jamais passé en Belgique : vendre une pièce majeure des collections pour financer des musées, c'est gravissime. On rêvait de temps en temps de vendre des réserves. Ce genre d'histoires revient régulièrement : « les réserves, comme on peut pas montrer les œuvres d'art autant les vendre », on entend ça très souvent dans la bouche des politiciens. En effet, les œuvres dans les réserves n'ont pas souvent de grande valeur marchande tandis que le chef-d'œuvre des collections, c'est évidemment autre chose. L'estimation du Picasso il y a 26 ans était de un milliard de francs belges (environ 25 millions €). Un tel chiffre impressionne beaucoup de monde surtout lorsqu'une ville, comme Liège, est en faillite. Ce qui a été très passionnant dans cette histoire, c'est la mobilisation citoyenne qui a dissuadé les politiciens de vendre l'œuvre. En tout cas, c'est un très beau cas pour la Belgique, ne serait-ce justement pour montrer ce qu'il ne faut pas faire.

Il faut savoir que ce colloque a été organisé suite à un projet de loi fédéral qui visait à permettre la vente de réserves de musées fédéraux. Les musées fédéraux sont le Musée des Sciences Naturelles, le Musée d'Afrique Centrale à Tervuren, le Musée de l'Armée, les Musées royaux d'Art et d'Histoire, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique... Il y a évidemment la bibliothèque royale mais c'est un cas un peu particulier. Le projet de loi, proprement dit, ne contenait pratiquement pas de garde-fou. Le directeur pouvait avec l'avis d'une commission spécifique créée par le directeur du musée, vendre ses réserves. Le directeur peut donc piocher parmi ses connaissances pour constituer la commission.

Je suis contre l'aliénabilité des collections de musées parce que je connais bien le milieu politique belge. Généralement, ce sont les politiques qui décident et les conservateurs n'ont rien à dire. Je donne un très bon exemple dans mon article. En 1985, Le musée de Huy a mis en vente à Amsterdam un paysage du XVIIème siècle montrant une vue de Huy. La bourgmestre de Huy, Marie Lizin, voulait acheter ce tableau pour les collections communales. Pour acheter ce tableau, elle a dû vendre 15 tableaux des collections du musée communal. On n'a pas demandé son avis au conservateur. Un spécialiste m'a dit il y a quelques années qu'aujourd'hui l'estimation des 15 tableaux qui ont été vendus est bien plus importante que celle du tableau qui a été acheté. Ce n'est donc pas une gestion de bon père de famille. Il y a aussi l'histoire du Nicolas Poussin, qui a été vendu par le Musée des Beaux-Arts de Bruxelles au XIXème siècle sans que l'on sache qu'il s'agissait une œuvre majeure de Nicolas Poussin.

Enfin et heureusement, ce projet n'a jamais abouti.

Vous savez s'il y a déjà eu des cas de Deaccessioning en Allemagne ?

« Le Monet de Krefeld. Le conseil communal voulait lui aussi vendre un tableau pour refinancer la commune. Ça n'a pas abouti. Je me rappelle qu'il y a eu toute une polémique à ce sujet. Sur ces questions-là je vous renvoie à la Tribune de l'Art. Didier Rykner est un des grands opposants en France sur ces questions-là. Il poste régulièrement des articles sur le *Deaccessioning*. Il n'y a pas de mot équivalent en français. Enfin, ventes de musée. Il reprend la plupart des ventes opérées par des musées ».

Comment expliquez-vous que ce phénomène ait pris autant d'envergure aux Pays-Bas et aux États-Unis ?

« Il y a une autre culture du côté nord-américain. Les musées privés ont une autre logique. Mais il ne faut pas oublier qu'ils doivent aussi respecter le code de déontologie de l'ICOM, le Conseil International des Musées, qui dit bien que si un musée vend un objet, le produit de la vente doit servir à acheter d'autres œuvres. Ce qui correspond davantage à une forme d'échange de collections. Ces normes sont évidemment parfois un peu plus subtiles pour, par exemple des spécimens d'histoire naturelle. Dans le musée de l'institut des sciences naturelles à Bruxelles, ils possèdent des milliers, voire des centaines de milliers de bocaux avec des spécimens de serpents et de temps en temps, certains spécimens pourrissent. Il y a donc des conditions à remplir pour pouvoir vendre un objet d'une collection de musée. C'est du cas par cas.

Le musée doit suivre une certaine déontologie sous peine d'être mis au banc de la société comme ça a été le cas pour le musée de Détroit. C'est le seul cas aux États-Unis que je connaisse où il y a eu une pression politique, communale. La ville de Détroit était en faillite et cherchait de nouveaux moyens financiers via la vente des collections du musée. Les autres musées américains, même ceux qui vendent, ont décidé de ne plus collaborer avec ce musée car cela va l'encontre de la déontologie de l'ICOM.

A l'époque de ce débat à Liège autour du Picasso, beaucoup ont aussi utilisé l'argument que les musées américains vendaient leur collection. J'ai souvent dû rappeler que ce n'était jamais sous la pression communale.

Après il y a l'autre cas comme celui du *Metropolitan Museum* qui a vendu des œuvres sans se rendre compte de leur importance pour acheter des œuvres d'art qui aujourd'hui n'ont aucune valeur du point de vue de l'histoire de l'art.

Je préfère parler en termes de « valeur » d'histoire de l'art que de valeur marchande car les deux ne sont pas liées. Par exemple, une œuvre peut avoir une très grande valeur du point de vue de l'histoire de l'art parce que c'est le seul tableau connu d'un artiste mais elle ne vaut pas pour autant des sommes colossales sur le marché.

L'inaliénabilité des collections est un rempart contre les changements de goût. On dit aussi qu'un musée doit pouvoir avoir des œuvres qui ne rentrent pas dans sa mission. Mais peu de gens le voient ainsi : ils pensent qu'un musée d'art contemporain peut vendre, s'il en a, des primitifs flamands et c'est ce que les politiciens ont avancé à Liège. A cause d'une décision politique, on a décidé que le musée des « Beaux-Arts » ne s'appellerait plus le musée des Beaux-Arts mais le « Musée d'Art moderne et d'Art contemporain ». Tout ce qui était antérieur à 1850, s'est alors retrouvé en réserve. Après un court laps de temps, il a été proposé de les vendre comme les œuvres ne pouvaient plus être exposées. Sauf que depuis lors on a abandonné le « Musée d'Art moderne et d'Art contemporain » et on est revenu à un musée des beaux-arts. Depuis 2010 ces œuvres anciennes ont retrouvé les cimaises.

La mission est circonstancielle tandis que les collections sont permanentes. Le cas du « Musée des Beaux-Arts » de Bruxelles est similaire. Ce dernier a été fondé en 1801 et avait comme point de départ des envois révolutionnaires. Nous étions français à l'époque. Les musées du Louvres envoyaient des tableaux saisis un peu partout. Notamment des tableaux italiens, espagnols et français. Or, à l'époque nous nous intéressions seulement à la peinture flamande. Les

magnifiques tableaux italiens et français que le Louvres nous avait envoyés à l'époque, ont été mis en réserve. La possibilité de les vendre a été avancée car ils ne rentraient pas dans la mission du « Musée des Beaux-Arts » de l'époque. En 1990, il a enfin été décidé de les sortir des réserves.

Mais revenons en à ce projet de loi allemand. Ce qui me surprend c'est qu'ils veulent introduire une loi similaire à ce qui existait déjà en France et qui a fonctionné pendant des décennies (au moins 50 ans). Or, j'ai l'impression que la législation européenne est quand même plus stricte aujourd'hui ».

J'ai l'impression que les règlements européens vont plutôt dans le sens de la protection du patrimoine culturel. La plupart des pays européens ont suivi les seuils proposés dans le règlement du Conseil de l'Union Européenne n°116/2009 du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels comme nous par exemple, les Belges...

« Je vous interromps ici, parce que lorsque vous dites nous les Belges, d'un point de vue juridique dans ce domaine ça ne veut pas dire grand chose. Les décrets flamands et francophones sont relativement différents, pas au niveau des valeurs mais ils prennent des risques avec le système qu'ils ont introduit. Lorsque vous regardez le décret sur le patrimoine culturel de juillet 2002 de la Communauté française qui permet de classer des œuvres mobilières, ce décret est différent du décret flamand sur un point fondamental : le décret flamand dit qu'on ne peut pas classer un objet sans l'accord des propriétaires alors que le décret francophone le permet.

En Belgique, on classe des monuments depuis 1835 et on classe des œuvres d'art, du côté francophone en tout cas, depuis 2010. C'est issu de cette législation de 2002 pour la Communauté française. Cette législation de 2002 a seulement été appliquée à partir de 2010. La législation flamande est peut-être de 2003 ou 2004 et a été appliquée en 2006 ou en 2007.

Ces législations découlent du grand marché européen de janvier 1993. On considère qu'il n'y a plus de frontière au sein de l'Union et que donc tous les biens peuvent circuler sur le territoire européen. Certains pays ont manifesté leurs inquiétudes, en particulier la France et l'Italie, car ces deux pays disposaient déjà de législations strictes sur la libre circulation des œuvres d'art. Le contrôle en Italie est encore plus strict qu'en France. Ils ont donc accepté de faire partie du grand marché à condition qu'il y ait une exception pour les œuvres d'art et les biens culturels. De là, sont nées toutes les directives datant du 31 décembre 1992, c'est-à-dire de la veille de l'ouverture du grand marché. L'Union européenne avait pour objectif premier de réduire les frontières entre

pays membres d'un point de vue économique tout comme sur le plan culturel. C'est alors qu'est née la directive sur les « trésors nationaux ». C'est cette directive qui a dû être transposée dans la législation de chaque pays. En Belgique, comme on n'est pas toujours pressé, il y a eu un décret en 2002, finalement mis en application en 2010. J'étais vice-président de la première commission de classement, on a dû créer notre propre jurisprudence. Nous n'avons pas osé nous attaquer à des œuvres privées et je crois qu'ils ne l'ont toujours pas fait. Ils l'ont fait pour quelques-unes mais avec l'accord du propriétaire ».

Lors de la dernière réunion au sujet du Kulturgutschutzgesetz au Bundesrat en avril, la ministre de la Culture a émis l'hypothèse d'introduire des attestations négatives : chaque Bundesland aurait la possibilité de donner des autorisation de sortie du territoire aux objets répondant aux critères d'ancienneté mais pas considérés comme « significatifs » pour le patrimoine culturel allemand.

« Ça devient donc l'exception. Il faudrait voir à quel point cela va à l'encontre des principes européens. Vous devriez peut-être prendre contact avec madame de Romainville. L'Allemagne n'a pas ce principe de domanialité publique ».

L'Allemagne n'a pas de droit de préemption aussi. Pour la Communauté française, si un propriétaire d'un bien classé veut le vendre, il doit en notifier la Communauté française pour savoir si elle veut utiliser son droit de préemption.

« Oui c'est écrit dans le décret mais je pense que ça n'a jamais été utilisé ».

En même temps, la Communauté française n'a que 140 trésors...

« Un livre au sujet des trésors de la Communauté française a été publié récemment. Il se trouve ici à l'IRPA. Il reprend les premiers classements qui ont été effectués en Communauté française. Par contre, le droit de préemption existe depuis très longtemps en France et continue à être appliqué très régulièrement. Ils ont une tradition dans la préemption qui n'existe pas du tout chez nous. Nous, nous l'avons seulement dans la législation ».

Il n'a encore jamais été utilisé ?

« A ma connaissance non. Pour la Flandre, je n'en sais rien. Pour la Communauté française, je suis presque sûr que non. Vous pourriez contacter un ami à moi, Claude Vandewattyne, secrétaire de la commission du patrimoine mobilier. Demandez lui si ce droit a déjà été utilisé ».

En Allemagne, certains commerçants s'inquiètent car ils trouvent que la définition de ce qu'est un bien culturel est trop « floue » et ils ne pensent pas que ça soit du ressort de l'État de décider si un bien est important pour le patrimoine national.

« Il ne faut pas oublier une chose. Cela ne fait pas très longtemps qu'il y a un ministre de la Culture. Pourquoi ? Parce que la culture, comme chez nous, est du ressort des entités fédérées, donc des *Länder*, et donc il n'y avait pas de ministre de la culture en Allemagne. Toute cette législation influera avant tout les *Länder* ».

J'ai lu que les Länder sont très favorables au projet de loi. Ils voudraient même que le projet soit renforcé.

« C'est intéressant que le projet allemand soit un projet fédéral. J'attire votre attention sur une spécificité de la législation allemande que j'ai apprise il y a quelques années. Il n'y a pas de principe de domanialité publique comme chez nous. Donc par exemple, chez nous, tout bien public est considéré comme inaliénable et imprescriptible. Vous avez un beau tableau chez vous, quelqu'un vous le vole et vous le retrouvez quelques années après chez quelqu'un qui l'a acheté en toute bonne foi. Vous ne pouvez le récupérer que si vous remboursez le prix que l'acheteur a payé, si l'acheteur peut vous prouver qu'il était de bonne foi lors de l'achat. C'est un principe de base de toute législation. En revanche, si le tableau provient d'un musée ou d'une église (dans le cas de la Belgique), ce sont des biens publics. Dans ce cas, si on le retrouve chez un particulier 8 ans après, l'église ou le musée le récupère sans compensation. Donc si c'est à un bien privé, le privé doit le racheter, si c'est un bien public, inaliénable et imprescriptible, il n'y a pas de compensation. Ce principe n'existe pas en Allemagne.

J'ai publié il y a quelques années un compte-rendu sur un colloque à Paris concernant les questions d'inaliénabilité. On y a parlé de la question de la domanialité dans le droit allemand. Les orateurs avaient bien expliqué qu'il y avait un système très différent en Allemagne et que la conception du bien public y diffèrent fortement des pays par exemples latins, de droit napoléonien.

Les critiques principales du projet de loi concernent justement la définition d'un bien culturel.

« Qu'est-ce qu'une œuvre d'art ? Vous connaissez l'histoire de l'« Oiseau dans l'espace » de Brancusi ? La définition des douaniers était alors : une œuvre d'art est ce qu'on considère comme une œuvre d'art. Donc l'« Oiseau dans l'espace » n'était pas une œuvre d'art, c'était

seulement 25kg de métal. Les œuvres d'art ne sont pas taxées mais on paie pour le poids du métal. Ce fût le procès de l'art.

La plupart des pays européens lorsqu'ils ont ratifié la Convention de l'UNESCO se sont référés à la définition donnée par le Conseil de l'Union européenne en 1992 pour établir ce qu'ils considèrent comme un bien culturel.

« La Belgique a d'ailleurs mis 40 ans pour la ratifier ».

Oui, comment ça se fait ?

« Il se fait qu'au moment où commence le débat sur la ratification, on décide de communautariser la culture et c'est évidemment ce qui a posé problème. En Belgique par exemple, c'est comme au conseil international, les neuf parlements devaient approuver la ratification. Donc il fallait que les neuf soient d'accord. Les antiquaires ont fait un lobby très fort car la Belgique est la plaque tournante du trafic des œuvres d'art en Europe à cause de sa législation sur le recel. C'est le lobby flamand qui domine en Belgique. Ils ont fait un lobby énorme auprès du parlement flamand qui a été le dernier à approuver la ratification. La convention de 70 c'était surtout pour les pays sources.

Dans tous les pays de l'Europe, on a donc eu l'intelligence de concilier que le recel, qui est la conservation d'un bien volé, est un délit permanent. Il ne peut pas être prescrit vu que c'est un délit permanent et chez nous, le recel est un délit ponctuel donc dans 5 ans le recel est prescrit. Par conséquent, c'est la Belgique qui fait le plus de recel. On a la meilleure législation pour ».

Comment ça se fait que cette loi sur le recel n'ait pas encore été abrogée ?

« Ça fait des années qu'on en parle. Je pense que ça n'intéresse pas assez notre gouvernement. Monsieur Jambon vient de dissoudre la cellule *Art Research Team*, la cellule de recherche de la police fédérale spécialisée dans le trafic illégal des œuvres d'art alors que nous sommes la plaque tournante européenne du trafic des œuvres d'art.

En 1992, j'ai travaillé à Paris, j'avais un mandat de maître de conférence au collège de France et j'ai appris à cette époque-là que le sénat français préparait un rapport secret sur la Belgique, plaque tournante du trafic des œuvres d'art. Et c'était ce qui motivait le plus les Français à mettre des barrières à la libre-circulation des œuvres d'art. De ce fait, nos églises et nos musées se vident. Il y a des vols en permanence parce que la Belgique n'a pas de législation adéquate et adaptée à ces questions. Je me souviens dans un documentaire il y a une dizaine d'années, il y avait un reportage à la télévision française sur les questions concernant le trafic des œuvres d'art en

Europe. Une bonne partie du reportage a été tournée à Tongres. Après le trafic de drogue et le trafic d'armes, c'est quand même le trafic d'œuvres d'art qui rapporte le plus dans le monde.

Revenons-en à la convention de l'UNESCO 1970, c'est le lobby des antiquaires flamands qui faisait pression parce que la convention de 70 c'est un premier pas. Le véritable bras armé de cette convention, c'est la convention d'UNIDROIT de 1985 si je me souviens bien qui est en fait la mise en œuvre un peu plus ferme des principes de la convention de l'UNESCO de 1970 et que beaucoup de pays refusent d'appliquer cette convention parce qu'elle va très loin dans le contrôle. Les antiquaires ne veulent pas vraiment être contrôlés. Ils doivent alors tenir un registre reprenant exactement à qui ou où ils ont acheté une œuvre et à qui ils la revendent

Je pense qu'il y a aussi un très fort lobbying aux Pays-Bas. Le marché de l'art y est très important, plus important qu'en Belgique en tout cas. Le marché de l'art en Belgique est relativement limité. Il y a, par exemple, des ventes Sotheby's et Christie's à Amsterdam mais pas en Belgique.

Les Pays-Bas sont un pays calviniste. Toutes ces lois relatives au marché de l'art sont des contraintes par rapport au marché. Un pays comme les Pays-Bas défend le capitalisme depuis le XVIème siècle.

En tout cas, il serait intéressant dans votre étude de comparer les différentes législations. Je pense que les pays de droit napoléonien ont des réactions différentes en comparaison avec des pays anglo-saxons ou germaniques. Je suppose que les Anglais ont un système tout à fait différent. Votre étude tire tout son intérêt de la comparaison. Il faudrait d'ailleurs examiner les termes du décret du patrimoine wallon et évidemment flamand. Enfin, le flamand et le francophone.

Ça a même posé des problèmes pour Bruxelles. Je vous explique : on classe des œuvres d'art en Belgique depuis 2010-2012 du côté francophone, depuis 2006-2007 du côté flamand mais toujours pas du côté bruxellois. Pourquoi ? Les deux décrets flamands et francophones sont en vigueur sur le territoire exclusif de chaque communauté. Bruxelles est une région bilingue : la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Bruxelles n'est donc du ressort d'aucune des deux Communautés mais Bruxelles dépend des deux Communautés selon la langue parlée. Le décret du patrimoine mobilier ne s'applique qu'au territoire exclusif de la Communauté française et aux institutions bruxelloises qui sont du ressort exclusif de cette Communauté par exemple, l'Université Libre de Bruxelles, les écoles, les théâtres etc. Ils sont du ressort de la Communauté

française. Par contre, les écoles flamandes sont du ressort de la Communauté flamande. Au titre des compétences résiduelles, le fédéral était en charge de la gestion du patrimoine mobilier à Bruxelles. Le fédéral était donc chargé du patrimoine qui n'est pas du ressort exclusif des Communautés. Mais Bruxelles n'a pas de législation propre au classement des œuvres d'art car elle ne fait partie d'aucune Communauté, sauf pour les quelques exceptions communautaires. Jusqu'à il y a deux ans, avant la 6^{ème} réforme de l'État, la loi prévoyait que c'était le fédéral qui était compétent pour Bruxelles pour toutes ces matières et notamment, pour les classements. La politique scientifique fédérale était chargée de toutes ses questions. Elle est d'ailleurs le ministère de tutelle de l'IRPA. Aucune loi pour Bruxelles n'a été adoptée et on était un peu gêné parce que nous sommes chargés de la protection du patrimoine. C'est notre ministère qui était chargé d'appliquer cette législation et il ne le faisait pas.

Pourquoi ? Le chef du service juridique de la politique scientifique qui devait faire une réglementation pour appliquer cette législation au niveau bruxellois m'a un jour expliqué que si le fédéral doit faire une réglementation, il y a deux possibilités en termes de classement. Soit il y a la possibilité flamande en disant qu'on ne peut pas classer un objet sans l'accord du propriétaire soit il y a l'option francophone qui dit qu'on peut le faire sans l'accord du propriétaire. Il n'y a pas d'entre les deux, c'est l'un ou l'autre et il ne pouvait pas choisir entre les deux sans être accusé par la suite.

C'est seulement maintenant depuis la 6^{ème} réforme de l'État que la compétence a été transférée à la région de Bruxelles-Capitale, qui est en train de préparer toute une réflexion et une propre législation en la matière mais ils ne sont encore nulle part. Ils seraient en train de recruter un juriste et ils vont faire un inventaire du patrimoine dont l'IRPA a la sous-traitance.

Donc pour le moment, on a parlé des communautés mais c'est encore un peu plus compliqué, il y a aussi Bruxelles qui s'y met. Les compétences résiduelles c'est toujours très délicat. On est un peu au cœur de votre problématique, le choix devant lequel on se trouve : peut-on imposer ou ne pas imposer ? Donc coercitif ou non. En Belgique, deux options différentes ont été choisies par les deux communautés et le Fédéral n'a su que faire. Par conséquent, il n'y a toujours pas un seul objet classé à Bruxelles, sauf dans les institutions qui sont du ressort exclusif des Communautés donc par exemple, il y a un tableau symboliste qui a été classé à l'ULB, dans les 100 trésors repris dans ce livre, et les archives Vandervelde qui sont à la Cambre. Il y a donc deux objets

dans l'ensemble qui ont été classés à Bruxelles en tout cas pour la Communauté française. Il y en a peut-être l'un ou l'autre pour la Flandres. »

D'après vous, quelle option vont-ils favoriser ?

« Ce commentaire est à-propos car nous avons assisté à une conférence il y a trois semaines à ce sujet, donnée par le responsable de la Région de Bruxelles-Capitale. Je lui ai d'ailleurs demandé ce qu'ils prévoyaient pour les classements de manière générale. Il a répondu qu'ils y réfléchissaient encore. Bien sûr, moi la législation, je ne m'y connais pas tellement, je suis historien d'art, pas juriste.

Je m'intéresse avant toute chose aux œuvres d'art qui sont derrière mais je pense que c'est intéressant de prévoir des protections et des classements. Donc l'objectif premier c'est d'avancer dans la législation et alors d'éventuellement proposer à la Région bruxelloise des objets à classer. Il faut aussi faire une sélection et se demander quels critères prendre en compte. Et peut-être créer des commissions de spécialistes, comme la commission pour les monuments historiques. Pour les monuments, il y a une commission consultative avec des professeurs d'université, des conservateurs de musées et on met 15 personnes autour de la table et puis on discute sur le besoin de classer ou non tel ou tel bâtiment. Pour les œuvres d'art, il faut faire la même chose comme partout ailleurs... »

C'est une autre question qui se pose actuellement en Allemagne : qui aura la compétence de décider si une œuvre doit être classée ou non. Ce point ne semble pas encore très clair dans le projet.

« Il faudrait voir leur législation sur le patrimoine immobilier puisque je rappelle qu'en Belgique, nous classons des monuments depuis 1835. Je ne sais pas du tout comment ça se passe en Allemagne. Il faut absolument que vous intéressiez à la législation sur l'immobilier. Je me demande s'il n'y a pas un système de classement qui existe en Allemagne. Je crois me souvenir qu'en Allemagne, toute œuvre qui est reprise dans un inventaire officiel du patrimoine est considérée *de facto* comme classé.

Il y a par exemple en Belgique, par région, un inventaire du patrimoine monumental par ville qui reprend les monuments importants. Le fait qu'un monument soit repris dans cet inventaire ne signifie pas pour autant que le monument soit classé. Le classement c'est une démarche supplémentaire avec une signature ministérielle affirmant que tel monument est considéré

comme patrimoine. Donc par exemple, si on fait l'inventaire de Bruxelles, toutes les églises sont reprises or toutes les églises ne sont pas classées.

Et je crois qu'en Allemagne, peut-être que je confonds avec l'Autriche mais je pense que c'est en Allemagne. On a parlé de ça lors d'un colloque auquel j'ai assisté en 1989. Le classement vient en Allemagne de l'inscription, donc selon la reprise dans des inventaires. Ils ne se fatiguent pas à classer avec des signatures et des ministères. Tout bâtiment figuré dans l'inventaire est *de facto* classé ».

Je pense qu'en ce qui concerne les musées, c'est la même chose non ?

« Ça, c'est le système français. Ce sont les Belges qui ont fait une erreur monumentale en classant des œuvres dans des musées. En France, on classe des œuvres d'art qui sont importantes en collections privées, on en parlait tout à l'heure avec les réserves etc... Mais aussi celles qui sont dans des bâtiments publics, et surtout dans des églises parce qu'il y a la loi sur la séparation de l'Église et l'État.

Les œuvres peuvent être classées ou inscrites. Il existe deux niveaux de classements différents. Classer, c'est un classement au niveau national et inscrire, c'est un classement au niveau départemental, ce qui assure plus ou moins une protection similaire. Je crois que c'est plutôt au niveau des financements pour des restaurations, par exemple, que les classements diffèrent. Ils classent des œuvres qui proviennent essentiellement d'églises mais ils ne classent pas les œuvres qui sont dans les musées. Ils considèrent que *de facto* toute œuvre, tout objet qui est inscrit officiellement à l'inventaire du musée, est *de facto* protégé et donc il n'y a pas de raison de le classer. L'inscription à l'inventaire le protège automatiquement. Je suis resté abasourdi quand j'ai lu la proposition de la Communauté française. Ils m'avaient consulté pour ce qu'il fallait classer et quand j'ai découvert qu'ils voulaient classer des œuvres dans des musées, je me suis dit que ça n'avait pas de sens. Pire que ça, on risque un contrecoup. Je me souviens, un jour, ma directrice et moi-même avons été consultés par deux sénateurs sur ces problèmes de classement et de protection du patrimoine. Je me souviens qu'un des deux sénateurs m'a demandé s'il serait possible de vendre des œuvres de musées maintenant qu'il existe un classement. Pour les œuvres qui sont dans des musées, si elles ne sont pas classées, c'est qu'elles ne sont pas de grande importance et qu'on pourrait peut-être les vendre. C'est aberrant !

Vous voyez l'effet pervers de cette législation sur les classements en Communauté française : à partir du moment où on classe des objets qui sont dans des musées, les objets qui n'y sont pas

classés, sont considérés comme des œuvres secondaires or comme vous verrez en consultant le livre reprenant les Trésors de la Communauté française pour le moment la Communauté classe la crème de la crème, les chefs-d'œuvre.

On ne peut pas classer tous les chefs-d'œuvre qui sont dans les musées parce que toute œuvre classée bénéficie d'une surveillance permanente de la ministre de la Culture. Quand un musée ou une église a une œuvre classée et que le musée ou l'église veut déplacer l'œuvre, la pendre sur le mur de l'autre côté de la salle, il est nécessaire de demander une autorisation à la ministre pour traverser la salle. Les musées sont vraiment coincés par rapport par exemple, aux prêts, ce qui est une bonne chose parce qu'il y a des musées qui prêtent beaucoup trop leurs œuvres d'art et bien maintenant ils ne peuvent plus prêter sans l'accord du ministre de la Culture.

En fait, il y a deux réactions, il y a des musées qui sont très contents d'avoir des œuvres classées, c'est une publicité pour eux. Et il y a ceux que ça ennue parce qu'ils ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent, ce qui permet de protéger ces œuvres de conservateurs incompetents, c'est une bonne chose de contrôler. Mais sur le principe, classer des œuvres qui sont déjà dans musées, ça n'a pas de sens.

C'est là que l'exposé de madame Romainville m'a beaucoup intéressé parce qu'elle n'a fait que confirmer quelque chose que j'avais découvert pendant l'affaire Picasso. En Belgique, on est tellement marqué par la France parce qu'on regarde tout le temps les médias français et donc on a parfois tendance à considérer que des choses qui se passent en France, se passent de la même manière en Belgique. Et non, j'ai découvert pendant la fameuse affaire Picasso à Liège en 1989-90 que l'inaliénabilité des œuvres d'art en Belgique restait un mythe : une œuvre est officiellement inaliénable et imprescriptible sauf si elle est déclassée dans ce cas-ci par l'autorité communale. Contrairement à ce que je pensais, le Conseil communal de Liège pouvait décréter la vente du Picasso sans autre forme de procès ou autre démarche auprès des ministres. Ce qui n'est pas possible en France. Donc il n'y a pas de véritable protection pour les œuvres dans des musées. Si un musée communal veut vendre un objet et que le Conseil communal est d'accord, le musée fait ce qu'il veut. Ce qui est toujours d'application aujourd'hui, en tout cas du côté francophone ».

Mais la culture est une compétence des Communautés non ? Comment se fait-il qu'une commune puisse faire ça ?

« C'est parce que c'est un musée communal. Le Picasso appartient toujours au musée de Liège, le musée d'art moderne, aujourd'hui c'est le musée des beaux-arts de Liège, qui est un musée communal et c'est la ville de Liège qui en est propriétaire. Donc si la ville de Liège décide de vendre le tableau, il suffit d'une majorité au Conseil communal. Ce n'est plus le cas maintenant car depuis lors, ils l'ont classé. J'ai pris un malin plaisir lorsque j'étais membre de la commission de classement à pousser pour que le Picasso de Liège soit dans les toutes premières œuvres classées en Communauté française ».

Picasso n'était pas belge, comment justifie-t-on son classement ?

« Je vais vous renvoyer à la législation sur la dation. Ce système a été introduit je pense, en France en premier lieu et en Belgique, à la fin des années 80. C'est un système de paiement des impôts en œuvres d'art. Le cas le plus célèbre de la dation c'est ce qu'on appelle la succession Picasso. Picasso décède en 1973 et ses héritiers se retrouvent avec des centaines d'œuvres d'art. Ils héritent de centaines d'œuvres et doivent payer les droits de succession dessus, ce qui est impossible car c'est une somme colossale. L'État français a donc marqué son accord pour qu'ils puissent payer en tableaux, dessins et sculptures. Le musée Picasso à Paris a été constitué avec ces œuvres que les héritiers ont payées en dation.

La Belgique a donc fait une législation semblable mais elle avait mis dans la législation initiale que ça devait être des œuvres importantes du patrimoine belge. Des critiques se sont alors élevées parce que le système ne fonctionnait pas. En Belgique, une œuvre d'art d'un petit peintre anversois non connu du XVIII^{ème} siècle pouvait être utilisée, mais pas un codex de Leonard de Vinci car ça ne rentrait pas le patrimoine public.

On a aussi discuté au sein de la commission du patrimoine mobilier au sujet du classement du Picasso. Certains ont aussi dit que Picasso n'était pas belge mais ça reste un chef-d'œuvre, une œuvre majeure de la production de Picasso qui fait partie du patrimoine belge. Ce repli identitaire de la part des Allemands est à mon avis un peu dépassé. Je suis surpris de le constater en Allemagne. C'est très intéressant parce que ça veut dire que c'est une certaine forme de résurgence du nationalisme allemand et que la question de valoriser les œuvres allemandes revient. Par exemple, dans l'Histoire de la peinture, il y a incontestablement quelques grands maîtres allemands mais globalement, en termes de peintures anciennes, l'Allemagne n'a pas été un pays central.

Ils ont un principe d'universalité dans les grands musées de peintures de Berlin, de Munich,... Ils ne sont pas renfermés sur l'art allemand. Par exemple, ils ont créé à Neubourg, à 100km de Munich, un musée d'art flamand. Mais ils ont également des musées plus centrés sur l'art allemand, tels que le *Germanisches Nationalmuseum* à Nuremberg et le musée de la Bavière à Munich.

Dans les grands musées de peintures d'Allemagne, on ne montre pas que de la peinture allemande, ils ont des œuvres de toutes les écoles, ce qui est propre à ces pays de grande tradition culturelle. Chez nous, un historien d'art qui étudie la peinture italienne, c'est rarissime. Ici les historiens d'art étudient l'art flamand. Or en France, en Allemagne et en Angleterre, il y a de grands spécialistes de la peinture italienne et également des spécialistes de l'art flamand. Les primitifs flamands c'est un des grands courants de la peinture occidentale et donc les grands pays qui ont cette tradition d'universalité s'y intéressent aussi. On peut donc constater un repli identitaire sous-jacent en Allemagne ».

Cependant, je comprends que les collectionneurs allemands préfèrent qu'un Warhol ou un Picasso ne soit pas considéré comme un bien culturel « allemand ».

« L'objectif des collectionneurs n'est pas que ça soit allemand ou pas, c'est qu'il y ait le moins d'interventions possibles de l'autorité publiques sur leur propre collection. Celui qui possède un Kiefer, n'a pas spécialement envie qu'il soit classé pour qu'il puisse en faire ce qu'il veut. Ils essaient à chaque fois de limiter la portée des lois, comme les antiquaires avec la convention de l'UNESCO de 1970. On essaie de retarder le plus possible pour pouvoir continuer à faire ce qu'on veut ».

Mais il y a quand même un problème en ce qui concerne la propriété privée. Un collectionneur qui aimerait déménager, ne peut plus emporter son œuvre avec lui.

« En France comme en Grande-Bretagne, lorsqu'on refuse un permis d'exportation, le pays a un an pour acquérir l'œuvre. Avant le fameux arrêt « Walter » et la législation européenne concernant les exportations d'œuvres d'art, on classait point final. Aujourd'hui si la France ou la Grande-Bretagne veut classer un objet, et que le pays veut empêcher sa sortie du territoire, le pays est obligé de l'acheter. Donc maintenant, en France et en Grande-Bretagne, c'est beaucoup plus simple pour le collectionneur. Selon le délai prévu dans le pays et si l'État ne réussit pas à acquérir l'œuvre, le collectionneur peut redemander un permis d'exportation ».

Est-ce que c'est similaire au droit de préemption ?

« Ce n'est pas exactement la même chose, il faut faire attention au terme. En principe, le droit de préemption c'est dans une enchère publique, je prends l'exemple de la France parce que là ça se pratique régulièrement. L'État peut acheter à la dernière enchère. Par exemple, chez Drouot, une œuvre passe en vente et les enchères montent, l'œuvre est adjugée pour 1 millions d'euros et là, un conservateur d'un musée de France se lève et dit qu'il préempte au nom de l'État français. Il préempte au prix final de l'enchère. Le vendeur et le commissaire-priseur ne sont alors pas lésés, c'est celui qui croyait avoir mis la dernière enchère sur l'œuvre d'art qui est lésé ».

Le conservateur de musée n'a pas à nouveau un délai à respecter ?

« Si. Il y a deux-trois ans, un musée de Liège a voulu acheter une œuvre d'art en France dans une petite vente à Fontainebleau. Il s'agissait d'une œuvre qui ne valait pas énormément. Quelque chose comme 2000 €. Une gravure qui montrait Napoléon à Liège. Le musée de Liège obtient la gravure en question et puis apprend que l'État français a préempté la gravure. Généralement, le conservateur du musée qui préempte, a une quinzaine de jours pour confirmer la préemption... Donc le musée de Liège a essayé de contacter le musée français pour convaincre le conservateur de ne pas user de son droit de préemption par solidarité expliquant pourquoi la gravure avait sa place dans les collections à Liège. Je ne sais pas comment ça a abouti et si le conservateur a renoncé à utiliser son droit de préemption.

Donc pour en revenir à cette histoire sur l'Allemagne, philosophiquement, ça me surprend ce que vous dites. Je pensais que c'était des matières qui relevaient plutôt des *Länder* ».

Êtes-vous plutôt favorable ou non à ce type de projets de loi?

« Honnêtement, c'est vous qui m'apprenez les intentions du gouvernement allemand. Mais en général, en tant qu'historien d'art, quand je vois le genre d'excès commis, comme dans le cas du Picasso à Liège, j'ai tendance à dire qu'il faut protéger les œuvres d'art. Par contre, je suis totalement conscient que la propriété c'est aussi une chose absolument fondamentale qu'il faut également respecter. Il s'agit de trouver un bon compromis ».

Lorsque le projet de loi est devenu sujet à controverse, il me semble que les arguments avancés par la ministre de la Culture n'ont pas réussi à apaiser les craintes des collectionneurs...

« Il faut toujours faire très attentions aux mesures qui pourraient décourager les collectionneurs et le marché de l'art. Par exemple, un débat qui revient régulièrement en France, c'est de faire rentrer les œuvres d'art dans l'impôt sur la fortune mais ça pourrait décourager les collectionneurs d'acquérir de nouvelles œuvres ».

La France semble être à un autre niveau dans le domaine de la protection du patrimoine culturel. Ils essaient aujourd'hui d'inciter les collectionneurs à acheter.

« Une partie des œuvres d'un collectionneur résidant en France risque toujours de finir dans les musées nationaux. Pour un pays, c'est toujours bon d'avoir des collectionneurs prospères qui ont de belles collections. Il faut donc éviter de leur mettre trop de bâtons dans les roues parce que ça pourrait les décourager d'agrandir leurs collections. Il faut donc trouver un compromis. Il faut également éviter que le contraire se produise : un individu mal intentionné pourrait décider d'agrandir sa collection dans le but de diminuer ses impôts. Je suis de l'avis qu'il faut respecter le marché à partir du moment où celui-ci est honnête. En effet, il faut aussi permettre aux collectionneurs d'investir.

D'ailleurs, lorsque l'on dit qu'une œuvre d'art ne doit pas être vendue parce que celle-ci est classée, ce n'est pas tout à fait vrai puisque la seule véritable contrainte est qu'elle ne peut quitter le territoire. Pour la Communauté française, l'œuvre d'art peut être vendue sur le territoire de la Communauté française. Rappelez vous qu'il n'y a plus de Belgique dans cette matière. Je vous épargne la Communauté germanophone qui n'a encore rien fait dans cette matière. Malgré les différences fondamentales dans la loi sur les classements entre le Nord et le Sud, on ne peut pas affirmer qu'un système est mieux que l'autre ».

Ce projet de loi inquiète donc beaucoup d'acteurs allemands présents sur le marché de l'art mais ne semble pas inquiéter outre mesure les pays limitrophes. Comment expliquez-vous que vous n'avez pas encore entendu parler de ce projet ?

« En Belgique francophone, nous nous intéresserons généralement davantage à ce qu'il se passe en France plutôt que chez nos autres voisins. Les Flamands, quant à eux, suivent beaucoup plus ce qu'il se passe aux Pays-Bas.

Il est probable que le projet de loi ait été mentionné dans l'une ou l'autre revue spécialisée en art comme « le Journal des arts » ou « la Tribune de l'Art ». « La Tribune de l'Art » s'efforce de répertorier les cas de *deaccessioning* et de restitution en France et en Belgique. Les restitutions aux familles juives, c'est une forme de *deaccessioning*. Je travaille maintenant sur l'inventaire des œuvres que les Français ont spolié à la révolution française en Belgique. Il n'y a évidemment pas de restitution dans ce cas-là étant donné qu'il y a prescription ».

Les familles juives doivent-elles aussi payer une contrepartie s'ils découvrent une œuvre d'art qui leur a été confisquée durant la guerre et veulent la récupérer ?

« Non. Ils récupèrent l'œuvre sans devoir payer de contrepartie, ce qui m'embarrasse un peu. Il y a une différence au niveau légal, les biens spoliés, c'est un point tout à fait particulier. Il y a six mois, la Belgique a rendu à une famille juive un dessin qui avait été acheté par la bibliothèque royale dans les années 1970. On avait découvert qu'il appartenait à cette famille juive. Elle l'a réclamé et la bibliothèque lui a rendu le dessin. Ça ne me choque pas qu'on ait rendu le dessin à une famille qui a été spoliée mais ce n'est pas au contribuable belge de le payer. Dans ce cas-là, ce serait plutôt à l'Allemagne de rembourser le prix d'achat avec les intérêts. Les Allemands essaient surtout de récupérer les centaines de milliers d'œuvres qui leur ont été volées et qui se trouvent en Russie.

C'est d'ailleurs ce qui explique la frénésie actuelle de demandes de restitutions. Si je travaille sur les biens spoliés par les Français pendant la révolution c'est parce qu'il y a de plus en plus d'interpellations parlementaires auprès des différents gouvernements du pays disant qu'on devrait réclamer les tableaux que les Français nous ont pris en 1794. Cette affaire était enterrée depuis plus de deux siècles et maintenant on en parle sans arrêt. J'ai dû faire un rapport pour la ministre madame Sleurs pour expliquer qu'on n'a pas de fondement légal pour revendiquer ces tableaux. Elle va subventionner un inventaire de ces œuvres car on ne sait pas exactement ce que les Français nous ont pris chez nous. Mais ça ne servira comme base de revendication.

Comment expliquez-vous cette résurgence ?

« À mon avis c'est lié à un double phénomène. Un phénomène lié d'une part, à la restitution des biens aux juifs spoliés et d'autre part, à la forte pression de l'UNESCO en faveur de la restitution d'œuvres prélevées dans des pays qui ont été colonisés. Ce double phénomène fait que tout le monde revendique ses œuvres spoliées et il y a tellement de demandes qu'on ne s'en sort plus. Toute œuvre d'art antérieure à la fin du XVIIIème siècle qui se trouve dans un musée, par définition, n'a été pas faite pour un musée, donc elle a une provenance autre. Donc on fait quoi ? on supprime les musées ? Par définition, tous les tableaux du XVème, XVIème, XVIIème siècle n'ont pas été faites pour un musée. Certains diront qu'il faut restituer l'œuvre au propriétaire d'origine. Il y a une évolution assez surprenante dans la conception de la propriété de l'œuvre d'art et je suis curieux de savoir comment ça va se développer : les saisies révolutionnaires, ce projet de loi en Allemagne,... ».

Pourquoi l'Allemagne n'avait-elle pas déjà une loi empêchant l'exportation d'œuvres d'art, comme la Grande-Bretagne, l'Italie et la France ?

« Peut-être que qu'ils se sont rendus compte d'une hémorragie qui n'existe pas dans les pays où il existe un contrôle plus rigoureux. Peut-être que l'Allemagne se vide de ses collections. Il faudrait s'intéresser aux objectifs et aux attentes de ce projet de loi ».

En tout cas, je n'ai pas l'impression qu'ils ne prennent en compte toutes les possibles répercussions économiques liées à l'introduction de nouvelle loi.

« Ils se sont peut-être trop concentrés sur l'aspect économique ces dernières années et veulent trouver un juste milieu. Les objectifs poursuivis par la loi ne sont peut-être pas mauvais mais elle ne semble pas assez précise.

La politique du 31 décembre 1992 a réussi à définir les grandes lignes de la gestion du patrimoine national en Europe mais il existe beaucoup d'exceptions et d'interprétations différentes. Mais il y a un canevas commun ».

Merci beaucoup pour cet entretien !

ANNEXE 6 : ENTRETIEN AVEC VINCENT GEERLING

Le vendredi 10 juin 2016.

Président de l'International Association of Dealers in Ancient Art/IADAA

Ich weiß, daß Sie an der Diskussion über das Kulturgutschutzgesetz beteiligt sind. Wie steht's zurzeit mit der Debatte?

„Es ist gerade bekannt gemacht worden, daß die Debatte um 14 Tage vertagt wird. Das steht in einem Artikel, der in der *Süddeutschen Zeitung* erschienen ist. Darin wird auch eine anonyme Quelle erwähnt, die behauptet, daß wir, nachdem wir über den Text gestritten haben, das Gesetz ins Wasser schmeißen sollten und zuschauen, wie es dahintreibt. Es geht aber grundsätzlich um die Verfassungskonformität des Gesetzesentwurfes. Es gibt mehrere Gutachten von Verfassungsrechtlern. Viele vertreten die Ansicht, daß das geplante Gesetz verfassungswidrig ist, wie z. B. Professor Sophie Lenski aus Konstanz. In Deutschland ist es zuweilen so, daß Gesetze verabschiedet werden, bevor nachgeprüft worden ist, ob sie verfassungskonform sind. Also stimmen die Abgeordneten erst über das Gesetz ab und dann schauen sie, welche Wirkung es entwickelt. Wenn die Wirkung negativ ist, kann man es immer noch abschaffen. Aber das nimmt viele Jahre in Anspruch und inzwischen ist dann der Kunsthandel kaputt. Das ist nun das große Problem und das ist auch der Grund warum wir versuchen, alles zu tun um die Abstimmung weiter zu verschieben, was uns bisher gelungen ist. Nächstes Jahr gibt es Bundestagswahlen in Deutschland und der Wahlkampf fängt gleich nach dem Sommer an. Ministerin Grütters ist von der CDU. Die SPD wird wahrscheinlich diesen Gesetzesentwurf, der dem bisher meist kritisierten Gesetz der Nachkriegszeit gilt, negativ bewerten und anführen, daß er nicht von der SPD herrühre. Unser Ziel ist, die Diskussion über den Sommer hinaus zu verlängern. Wir versuchen, die Abstimmung bis nach den Sommerferien zu verschieben und hoffen, daß das Gesetz dann aufgegeben wird. Hinter dieser Strategie steckt eine zwei Jahre lange Arbeit. Ich arbeite nämlich über das Thema seit dem 6. August 2014 und habe an mehrere Treffen teilgenommen.“

Lässt sich Frau Grütters beeinflussen?

„Das ist auch das Problem. Man sagt auch in Deutschland, daß Frau Grütters ‚beratungsresistent‘ sei: Sie will nichts hören! Sie geht auf unsere Einwände gar nicht ein. Seit August 2014 arbeiten wir deshalb mit einer Kunstrechtspezialistin zusammen: Frau Dr. Astrid Müller-Katzenburg aus Berlin, die international anerkannt ist. Sie vertritt auch die Auffassung, daß das Gesetz

verfassungswidrig ist. Wenn ich dem Eigentümer eines wichtigen Gemäldes den Export verbiete, muß er es billiger verkaufen und so kann der Staat es für weniger Geld haben! Frau Grütters hat es gerade in diesem Sinn angedeutet. Und so etwas verstößt eben gegen die Menschenrechte und Grundgesetze der Bundesrepublik Deutschland: Artikel 14 Eigentumsrecht¹. Deshalb haben wir uns über diesen Gesetzentwurf enorm geärgert.“

Verstößt das Gesetz auch gegen europäisches Recht?

„Ja, verschiedene Punkte im Gesetzentwurf stehen im Widerstreit mit Artikel 36 des Vertrages von Rom. Wie Sie wissen, sind der freie Handel und der freie Warenverkehr zum heiligen Gral der EU geworden und da gibt es nur ganz wenige Ausnahmen: nukleares Material, hochgiftige und toxische Stoffe und *National Treasures*. Wenn man *National Treasures* sagt, denkt jeder an die Venus von Milo oder an die Mona Lisa... Das, was aber unter ‚National wertvollem Kulturgut‘ zu verstehen ist, ist schwieriger zu definieren als *National Treasures*. *National Treasures* gehören also zu den wenigen Ausnahmen, die das europäische Recht bezüglich des freien Warenverkehrs zulässt. Die Maßnahmen, um *National Treasures* in einem Land zu behalten, dürfen keine verschleierte Handelsbehinderungen sein. Das steht im schon erwähnten Artikel 36². Da sehen Sie es: mit dem ‚National wertvollem Kulturgut‘ bewegen wir uns auf gefährlichem Terrain. Die Deutschen sagen, daß es natürlich auch Länder gibt, die schon seit langem solche Gesetze verabschiedet haben... “

Meinen Sie darunter z. B. Italien?

¹ Article 14 du „Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland“ :

„(1) Das Eigentum und das Erbrecht werden gewährleistet. Inhalt und Schranken werden durch die Gesetze bestimmt.

(2) Eigentum verpflichtet. Sein Gebrauch soll zugleich dem Wohle der Allgemeinheit dienen.

(3) Eine Enteignung ist nur zum Wohle der Allgemeinheit zulässig. Sie darf nur durch Gesetz oder auf Grund eines Gesetzes erfolgen, das Art und Ausmaß der Entschädigung regelt. Die Entschädigung ist unter gerechter Abwägung der Interessen der Allgemeinheit und der Beteiligten zu bestimmen. Wegen der Höhe der Entschädigung steht im Streitfalle der Rechtsweg vor den ordentlichen Gerichten offen.“

² Article 36 (ex-article 30 TCE) du *Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* (2008):

« Les dispositions des articles 34 et 35 ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres ».

„Ja, in Italien gibt es ein ziemlich altes Gesetz, das besagt: alles, was aus dem italienischen Boden kommt, gehört automatisch dem Staat. Es darf nichts ohne Genehmigung exportiert werden. Die Italiener hatten schon vor 1993 ein solches Gesetz und es sind diejenigen, die immer wieder gesagt haben, daß es für sie die einzige Möglichkeit ist, ihre *National Treasures* zu schützen. Alle Diskussionen drehen sich aber immer um Definitionen: die Italiener sagen, daß alles was älter als 100 Jahre ist, dem Staat gehört. Dieser Standpunkt wird aber nicht international anerkannt. Man sollte viel spezifischer vorgehen. So haben z. B. die Deutschen eine Liste von Objekten zusammengestellt, die nicht ausgeführt werden dürfen. Auch Holland und Frankreich haben solche Listen zusammengestellt. Dort gibt es auch entsprechende Gesetze, die erlauben, für ganz wichtige Objekte, die man noch nicht kennt, den Export zu unterbinden, ähnlich wie es in England durch Ankauf durch den Staat geschieht.“

Meinen Sie damit das Vorkaufsrecht?

„Nein, das ist ein bisschen etwas anderes. So funktioniert das englische System: eine Exportgenehmigung darf verweigert werden, wenn das Objekt einem der *Waverley Criteria* entspricht. Nach dem *Waverley Criteria* muß das Objekt entweder einmalig sein oder sich durch eine besondere ästhetische Qualität auszeichnen oder etwas mit Englands Geschichte zu tun haben. Dann darf es im Prinzip als *National Treasure* bezeichnet werden. England ist in der Diskussion ein wichtiger Fall, weil Frau Grütters sagt, daß sie das englische System nicht übernehmen will. Der Markt ist aber nicht prinzipiell gegen das englische System und wenn schon Ausfuhrbeschränkungen in dem Kunstmarkt eingeführt werden sollten, dann lieber nach dem englischen System. Das englische System ist grundsätzlich fair: pro Jahr werden in England 12 000 bis 13 000 Exportgenehmigungen innerhalb von Europa angefragt und nur wenige werden vom zuständigen Expertenkomitee abgeblockt.“

Wie will Frau Grütters konkret das Kulturgutschutzgesetz funktionieren lassen? Wird Sie vom englischen Vorbild ausgehen?

„Nicht unbedingt! In Deutschland ist Kultur eine Sache der Länder. Es ist völlig anders als in Großbritannien. Deshalb hat man die Zuständigkeit der Ministerin in Frage gestellt: Darf sie überhaupt so ein Gesetz einführen? Das Problem besteht eindeutig. Wir haben auch darauf hingewiesen, daß die Bundesländer die Kosten für das neue Gesetz tragen werden. Frau Grütters schätzt die anfallenden Kosten auf 400 000 € im Jahre für das ganze Bundesgebiet. Sie geht von 2000 Ausfuhrgenehmigungen pro Jahr aus. Unsere Organisation, die IADAA, ist aber zu ganz

anderen Ziffern bekommen. Wir kamen zu der Schlussfolgerung daß, das neue Gesetz jährlich ungefähr 43 Millionen kosten wird, eine Summe, die unter den Ländern verteilt werden sollte. Andere meinen sogar, daß die Kosten noch viel höher, bis zu 80 Millionen Euro steigen werden. Die Kosten, die wir errechnet haben, rühren von der Bearbeitung der Exportanträge her. Diese müssen von kompetenten Beamten erteilt werden und so etwas kostet einfach Geld: Neues Personal muß angestellt werden. Hinzu kommt, daß die Eigentümer von Kunstwerken wahrscheinlich vor Gericht gehen werden. Zusätzliche Justizkosten werden dann von den Ländern getragen werden müssen.“

Muß man damit rechnen, daß jedes Bundesland ein eigenes Expertenkomitee ins Leben rufen wird?

„Ja, es müssen 16 Komitees zusammengestellt werden, die existieren noch nicht. In ganz Deutschland findet man auch schwer Spezialisten auf allen Gebieten. Wer soll nun über Münzen, Tafelgemälde oder Mumien entscheiden... In England müssen die Experten nur über Objekte urteilen, die für England identitätstiftend sind. Bodenfunde, die nicht vom englischen Territorium stammen brauchen keine Exportgenehmigung. Das gilt auch für Münzen, solange sie in den allgemeinen Handbüchern zu finden sind. In Deutschland würden nach dem neuen Gesetz alle Münzen ab 100 € eine Ausfuhrgenehmigung benötigen.“

Ich habe gehört, daß der Fall der Münzen doch nicht in den Gesetzentwurf aufgenommen werden würde.

„Ja, bisher steht es offiziell noch nicht im Gesetz. Aber wir können nicht ausschließen, daß die Münzen doch noch eingeschlossen werden.

Beim englischen Gesetz ist es wichtig, daß, wenn eine Ausfuhrgenehmigung verweigert wird, der englische Staat dafür sorgen muß, daß das Stück entweder von einem privaten Sammler oder von einem Museum erworben wird. Wenn das Stück innerhalb von 6 Monaten nicht angekauft wird, wird automatisch die Exporterlaubnis erteilt. Die Zeit kann eventuell verlängert werden aber es ist bisher noch kaum vorgekommen.“

In Belgien, zumindest in der Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles), gibt es ein ähnliches System das aber bisher noch nie zur Anwendung gekommen ist.

„In England geschah das schon. Bei den Ausfuhrgenehmigungen, die verweigert wurden fand ungefähr die Hälfte der Objekte einen Käufer in dem Land. Bei der anderen Hälfte der Objekte konnte die Kaufsumme nicht aufgetrieben werden und dies, obwohl das Komitee auf ihre

Bedeutung hingewiesen hatte. Dieses System stimmt mit dem internationalen Recht überein, jedoch dieses System interessiert Frau Grütters nicht. Bei der Lesung ihres Entwurfes haben wir übrigens auch festgestellt, daß der Eigentümer eines Objektes, das Deutschland prinzipiell nicht verlassen dürfte, es straflos vernichten oder für immer in einem Safe verschwinden lassen könnte. Wenn ein Stück als *National Treasure* anerkannt werden sollte, sollte es auch unbedingt öffentlich ausgestellt werden, damit alle Deutschen es bewundern können. Der Gesetzentwurf sagt aber überhaupt nichts darüber. In dem Text geht es nur darum, wie die Ausfuhr verhindert werden sollte, nicht wie wertvolle Objekte geschützt und dem Publikum zugänglich gemacht werden könnten.“

Was halten Sie vom Fall des Van Gogh von Herr Walter in Frankreich ?

„Ja, der französische Staat hatte beschlossen, daß das Bild Frankreich Grenzen nicht verlassen durfte. Der Eigentümer hat dann das Bild in Frankreich versteigern lassen und anschließend den französischen Staat verklagt, weil er sich wegen des Ausfuhrverbotes benachteiligt fühlte. Das Gericht hat beschlossen, daß der französische Staat den Fehlbetrag nachzahlen mußte. Das Lustige an dieser ganzen Geschichte ist, daß ein paar Jahre später das Gemälde wieder versteigert wurde. Es hat sich aber herausgestellt, daß es sich um eine Fälschung handelte. Wir haben der Frau Grütters darauf aufmerksam gemacht, daß, wenn das Gesetz einführt werden sollte, viele Eigentümer von Kunstwerken den Staat auf Schadenersatz verklagen werden. Ein Vertreter der CDU hat vorgeschlagen, ein Fonds ins Leben zu rufen, das mit 100 Millionen € pro Jahr gespeist werden sollte. Mit diesem Fonds könnte man die Werke erwerben, deren Ausfuhr verboten worden ist.

Ein anderes Problem betrifft die Sorgfaltspflicht bei Kauf und Verkauf von Kunstgegenständen. Für jedes Objekt, auch wenn es nur 100 € wert ist, muß man enorme Recherchen anstellen, um es richtig zeitlich und räumlich einzuordnen. Und dann hat Herr Hilgert verlangt, daß für archäologische Objekte die Grenze auf null gesetzt werden sollte. Er hat wahrscheinlich noch nie mit privaten Sammlern gesprochen und weiß nicht, wie sorgfältig sie mit ihren Sachen umgehen. Er denkt vielleicht, daß die Grenze auf null gesetzt werden sollte, damit die Sammler ihre Sachen nicht beschädigen, um unter den Wert von 100 € zu gelangen. Er scheint zu glauben, daß Sammler bereit sind, ihre Sachen zu zerschlagen, um sie als wertlose Scherben zu verkaufen. Und dann könnte der neue Eigentümer sie wieder zusammenkleben und auf diese Weise das Gesetz umgehen. Solche Sammler, wenn es sie gäbe, sollten psychiatrisch behandelt werden!

Es stimmt schon, daß in den 20er und 30er Jahren des letzten Jahrhunderts italienische Tombaroli dahinter gekommen sind, daß wenn sie eine große Vase mit wunderbaren Bemalungen in drei Stücke aufteilen, die drei Stücke mehr wert haben als die ganze Vase. Aber so geht heute kein Privatsammler vor.

Die größte Gefahr geht von Artikel 32³ aus. Grundsätzlich dürfen Gesetze nicht rückwirkend eingesetzt werden, man darf auch nicht die Beweislast umkehren. Die Leute die dieses Gesetz verfasst haben, haben es absichtlich so kompliziert gemacht, daß es doch eine indirekte Beweislastumkehr und eine indirekte Rückwirkung gibt. Das gilt vor allem für Objekte, für die man beweisen kann, daß sie schon früher auf dem Markt waren.

Der Besitzer muß plötzlich beweisen und zwar rückwirkend, daß das Werk, das er erworben hat legal ausgeführt worden ist. Früher mußte der Staat beweisen, daß das bewusste Werk illegal ausgeführt wurde. Wir sind der Ansicht, daß guter Glaube weiterhin beim Sammler vorausgesetzt werden muß und daß das Gegenteil erst bewiesen werden muß. Sonst haben wir eine totale Umkehr der traditionellen Rechtslage. Was haben Sie noch für Fragen zu diesem Gesetz?“

Können Sie mir erklären, wie das mit den Negativattesten funktionieren sollte?

„Das gehört zu dem Bereich Exportlizenzen. Es ist nicht abzusehen, wie viele gemacht werden müssen und wie viel Leute man einstellen muß, um die auszufüllen. Wir kennen die Art Beamte, die das schließlich entscheiden müssen und das sieht für die Sammler nicht gut aus. Die Beamten haben Angst davor, Fehler zu machen und wenn man schon Angst hat, entscheidet man sich prinzipiell gegen die Exportgenehmigung. Dann muß eine Expertenkommission über die Sache

³ § 32 *Unrechtmäßige Einfuhr von Kulturgut vom Kulturschutzgesetzentwurf vom 14. September 2015* : „(1) Die Einfuhr von Kulturgut ist unrechtmäßig,

1. wenn das Kulturgut bei der Ausfuhr aus einem anderen Staat entgegen den in diesem Staat geltenden Rechtsvorschriften zum Schutz nationalen Kulturgutes verbracht worden ist

a) nach dem 31. Dezember 1992 aus dem Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaates oder

b) nach dem 26. April 2007 aus dem Hoheitsgebiet eines Vertragsstaates oder

2. wenn die Einfuhr gegen § 28 oder sonstige in der Bundesrepublik Deutschland geltenden Rechtsvorschriften verstößt.

(2) Kann die Herkunft von Kulturgut in mehreren heutigen Staaten liegen und lässt sich keine eindeutige Zuordnung vornehmen, so ist das Kulturgut unrechtmäßig eingeführt, wenn nach dem Recht jedes in Frage kommenden Staates das Kulturgut nicht ohne Ausfuhrgenehmigung hätte ausgeführt werden dürfen und eine solche nicht vorliegt.“

urteilen. Das es lange dauert, ist klar. Während den ersten Verhandlungen über das Gesetz in Berlin hatte ich gefragt, wie lange das ganze Verfahren dauern sollte, zwischen dem Zeitpunkt, wo man den Antrag stellt bis man eine Antwort bekommt. Er wurde damals geantwortet, daß es mindestens drei Monate, eventuell noch länger dauern könnte. Da haben sich die Auktionatoren beschwert. Im verbesserten Entwurf steht nun daß die Ausfuhrgenehmigung innerhalb von 10 Tagen erteilt werden sollte. Jetzt sagen wir, daß wir den Behörden gar nicht glauben, wenn sie sagen, daß sie in der Lage wären, so was zu tun. Sie haben behauptet, daß sie es schaffen können. Wir haben dann verlangt, daß , wenn der Antrag gestellt wird und die Genehmigung nicht innerhalb von 10 Tagen kommt die Ausfuhr dann als bewilligt gelten darf. Wir haben das verlangt, weil wir ganz genau wissen, daß es innerhalb von 10 Tage gar nicht geht. Solche Klauseln gibt es häufig in Ausfuhrgesetzen. Das haben jedoch wir bisher nicht erreicht.

Das Auktionswesen hat dann nach sogenannten Negativattesten verlangt, damit es dann in seinen Katalogen schreiben kann, daß ein Gemälde kein nationales wertvolles Kulturgut ist. Aber wie schnell wird man solche Negativatteste erhalten können? auch innerhalb von 10 Tage? Das ist noch nicht beschlossen worden. Wahrscheinlich kommt das Prinzip des Negativattestes ins Gesetz. So was gibt es schon in Italien. Dort kann man *attestato di libera circolazione* bekommen. Man geht einfach zu den *carabinieri* und man erhält ein solches Dokument. Es ist keine richtige Exportgenehmigung aber es ist ein Papier das beweist, daß das Stück exportiert werden darf. Was wenige Menschen über Italien wissen und ich denke, daß ich nicht der einzige bin, der davon überzeugt ist, ist, daß die italienischen Exportbeschränkungen mit dem Europäischen Recht nicht vereinbar sind. Jemand sollte den Mut haben vor Gericht zu gehen und dann durch die Instanzen bis zum Europäischen Gerichtshof nach Straßburg. Die meisten Leute in Italien glauben, daß man kein römisches Öllämpchen besitzen darf, ohne es bei den Behörden anzumelden. Dabei gibt es viele Italiener, die auf ihrem Grundstück etruskische Vasen gefunden haben und sie durften sie jahrelang *alongside the road* verkaufen und es war kein Problem. In Italien hat der Staat zwischen 1947 und 1974 20 Prozesse gegen Sammler geführt, jedes Mal wenn die Polizei Antiquitäten bei ihnen gefunden hatte. Die Stücke wurden beschlagnahmt und Anklage wurde erhoben. Der Staat hat aber keinen von diesen Prozessen gewonnen. Jedes Mal hat der Richter gesagt, daß es nicht um den Ausverkauf Italiens ginge, die Museen hätten schon Tausende davon. Es seien einfach Gebrauchsgegenstände, die ruhig exportiert werden sollten.

De facto ist aber der Kunsthandel in Italien tot. Dort habe ich einmal etwas gekauft mit diesem *attestato di circolazione*, aber es ist erst 6 Monate später angekommen mit dem Negativattest.

Das Problem bei Grütters erstem Gesetzentwurf war, daß er keine Definition enthält von dem was ein national wertvolles Kulturgut ist. Beim neuen Entwurf wurde schon eine Definition gegeben aber viele Leute finden, daß man sie noch genauer machen sollte. National wertvolles Kulturgut sollte einmalig, von außerordentlicher Qualität (*outstanding quality*) und identitätsstiftend für Deutschland sein. Das steht mehr oder weniger im Gesetz aber scheint noch nicht den ganzen Text beeinflusst zu haben. Die Probleme bleiben offen: muß man eine Exportlizenz beantragen nur für die potentiellen national wertvollen Kulturgüter? Dann braucht man sie nicht für solche Sachen (Monsieur Geerling montre alors un magasin rempli d'antiquités égyptiennes).“

Aber jetzt verstehe ich Frau Grütters' Motive nicht mehr genau. Ihr Ausgangspunkt war schließlich der Versuch, den Verkauf von zwei Warhols durch eine Deutsche Bank zu verhindern.

„Aber so was geht nicht mehr, denn die Warhol Bilder entsprechen den neu aufgestellten Kriterien nicht. Frau Grütters hat auch behauptet, daß Ausführen nur in Ausnahmefällen verhindert werden, höchstens 5%. In England werden pro Jahr von insgesamt 50 000 Objekten, die ausgeführt werden sollten auf der Grundlage von 12 000 Anträgen gerade 10 Objekte abgeblockt. Das ist 0,2 pro Tausend. Die Frage ist natürlich, ob man diesen enormen Aufwand treiben muß, nur um so wenig Objekte schließlich im Land zu halten. Es wäre viel einfacher, daß der Staat sich direkt an den Eigentümer richtet und ihn fragt ob, er etwas national wertvolles besitze. Die Eigentümer sollten selber ihre national wertvollen Güter anmelden und, im Falle einer Anerkennung, würden sie z. B. eine Steuerermäßigung bekommen. Was jetzt passiert zeigt, wie katastrophal die Folgen des Gesetzes für Deutschlands Kunstbesitz ausfallen würden. Deutsche Sammler schaffen lastwagenweise ihren Besitz ins Ausland nach Belgien, nach Luxemburg aber vor allem nach London. Voriges Jahr war kaum noch ein kompetenter Kunsttransport zu bekommen, weil alles schon ausgebucht war. Mittlerweile hat ein Journalist vom *Handelsblatt*, Herr Herchenröder, eine englische Auktion untersucht und festgestellt, daß sämtliche deutsche Gemälde, die dort angeboten wurden, ganz frisch von deutschen Sammlungen kamen. Man spürt, wie groß die Unsicherheit geworden ist. Und es gibt jetzt ein anderes Problem: Die Deutschen kaufen nichts mehr, weil sie nicht wissen, unter welchen

Bedingungen sie ihre Sammlung weiter verkaufen dürfen. Im ersten Gesetzentwurf war es noch viel schlimmer: da hätte der Nachbar die Polizei darüber informieren können, daß jemand wertvolles Kulturgut besitzt und die Polizei hätte das Recht gehabt, dessen Haus zu durchsuchen. Da hat man wirklich den Eindruck von einem *copy-paste* von ein anderes Gesetz von 1933.

Wenn das Gesetz angenommen wird, könnte es vorkommen, daß ich z. B. eine ägyptische Antike in Frankreich völlig legal erwerbe. Ich möchte dabei betonen die IADAA Mitglieder schon längst nicht mehr in Ägypten sondern in Europa oder Amerika ägyptische Antiken kaufen. Wenn ich also eine ägyptische Antike in Frankreich legal erwerbe, darf ich sie nach Deutschland nur unter der Bedingung einführen, daß ich über eine ägyptische Exporterlaubnis verfüge. Illegale Händler und Privatleute wird so was natürlich nicht stören. Aber für Händler, die im Rahmen der strikten Legalität arbeiten, ist es ein enormes Problem.

Wenn ich ein privater Sammler wäre, würde ich einfach meine ägyptische Büste in einen Koffer tun und nach Paris fahren. Dort würde ich eine Exporterlaubnis beantragen und so werden meine Erben in 20 Jahren merken, daß ich für das Stück über eine französische Ausfuhrgenehmigung verfüge.“

Es wird dann auch für Messen sehr kompliziert werden habe ich gelesen.

„Jetzt wird da so geregelt: wenn ein Objekt seit weniger als zwei Jahren in Deutschland ist, darf man es ohne Genehmigung ausführen. Aber wieder ist die Frage: Wie kann man das beweisen?“

Wissen Sie welche Wirkung das neue Gesetz auf Kunstobjekte in Museen haben wird?

„Dazu gibt es einen interessanten Artikel im *Handelsblatt* von Suzanne Schreiber. Vor drei Wochen hat sie geschrieben: *Deutschland misst mit zwei Maßen*. Sie zeigt, daß wenn das Gesetz angenommen wird, die Konsequenzen für die Privatsammler ganz anders ausfallen werden als für die Museen. Für die Museen ändert sich eigentlich kaum etwas. Aber der Privatsammler wird nun schikaniert: auf ihn fällt jetzt der ganze Papierkram.“

Und wie steht's nun mit dem Münzenhandel?

„In Deutschland wird offiziell darauf beharrt, daß auch die Münzen, wenn sie älter als 100 Jahre sind, potentiell als national wertvolle Kulturgüter in Frage kommen. Deutschland besitzt einen sehr großen Münzenhandel. Ist es vorstellbar, daß man nun für jede ältere Münze, die man ausführen möchte, eine Exportgenehmigung beantragen muß? In Jahre 2011 hat es angefangen: Münzenhändler haben es ganz absichtlich zu einem richterlichen Urteil kommen lassen. Sie haben versucht, einen ganzen Koffer voll antiker Münzen aus Europa zu exportieren, ohne

vorher eine Exportlizenz anzufragen. Sie wurden beim Zoll gestoppt. Die Zollbehörden haben behauptet, daß eine Exportlizenz nötig war, weil es sich um griechische Münzen handelte, also um archäologische Objekte. Und für solche Objekte braucht man eine Ausfuhrgenehmigung ab Wert 0, wenn man sie aus der EU ausführen will. Nach einem langen richterlichen Streit ist die Sache schließlich beim Bundesfinanzhof gelandet. In Dezember 2012 ist das Endurteil gefallen. Der Richter hat sich zuerst angeschaut, was archäologische Objekte im Sinne der EU Richtlinien über Exportlizenzen bedeuten sollten. Die Archäologie will Erkenntnisse über die Art gewinnen, wie früher Menschen gelebt haben. Wie bekommt man diese Erkenntnisse? Die erhält man bei Ausgrabungen. Aber ein Objekt, das man schon in hundert oder tausend Exemplaren besitzt, bringt keinen neuen Erkenntniswert. Es handelt sich also um kein archäologisches Objekt im Sinne der Gesetzgebung. Es fügt unserem Wissen über ältere Kulturen nichts hinzu. Deshalb hat der Richter gesagt, daß die Münzenhändler, die schon bekannte Münzentypen ohne Ausfuhrlizenz exportieren wollten, im Sinne des Rechtes gehandelt haben. Dieser Urteilspruch ist für uns natürlich sehr wichtig denn es handelt sich dabei nicht nur um die Münzen sondern um archäologische Objekte im Allgemeinen. Wenn diese Objekte etwas veranschaulichen, was man schon weiß, dürfte man sie frei ausführen lassen.

Allem Anschein nach ist diese Urteilspruch auch durch das Ministerium zu Kenntnis genommen worden. Nun werden die Münzen aus dem Gesetzentwurf herausgenommen. Ich hoffe jedoch, daß nicht nur sie herausgenommen werden sondern auch alle archäologischen Objekte. Schließlich macht der Urteilspruch von 2012 so was möglich.“

Ich würde gerne eine Frage über die IADAA: wie viel Prozent der Kunsthändler sind Mitglieder der Organisation?

„Bei uns geht es um die Antiquitäten im engen Sinne des Wortes und zwar um die Antiquitäten vom Mittelmeerraum. Also mit asiatischer oder präkolumbianischer Kunst haben wir nichts zu tun. Wir vertreten die wichtigsten Antiquitätenhändler aus allen Ländern und alle Anständigen sind Mitglied der IADAA. In Deutschland zählten wir fünf Mitglieder aber zwei haben mittlerweile wegen dieses Gesetzes ihre Mitgliedschaft beendet. Wenn man als Antiquitätenhändler an der TEFAF in Maastricht teilnehmen will muß man Mitglied der IADAA sein. Das ist eine Art ungeschriebenes Gesetz. Das gleiche gilt für die BAAF.“

Und wie steht es in der Niederlanden? Gibt es auch dort so ein Gesetz?

„Ja und wir haben ziemlich gute Gesetze, alles in allem. Was vor allem wichtig ist, ist daß die Niederlande den UNESCO Vertrag in die eigene Gesetzgebung umgesetzt haben. Dies im Unterschied zu den meisten Staaten, die den Text zwar ratifiziert haben, die aber die notwendigen Maßnahmen nicht ergriffen haben, um ihn in die eigene Gesetzgebung einzubauen. Dieser Schritt ist aber notwendig, weil der Vertrag *not self-executing* ist, *owing to the nature of its subject matter*. Das, was an diesem Vertrag wichtig ist, ist die Art, wie bedeutende Kulturgüter definiert werden. Es geht ausschließlich um Kulturgüter, die *specifically designated by the State as being of importance for Archeology* sind. Der archäologische Wert des Objektes steht also eindeutig im Mittelpunkt: wenn man mehrere von der Sorte hat, stellt der Export keinen wesentlichen Verlust für das Herkunftsland dar.

Im Jahr 2007 hat die Bundesrepublik Deutschland auch aus dem UNESCO Vertrag ein Gesetz abgeleitet, das Rückgabe von archäologischen Objekten an die Herkunftsländer möglich machen sollte. Frau Grütters behauptet, daß dieses Gesetz überhaupt keine Wirkung gehabt hätte. Es lässt sich aber zeigen, daß seit 2007 schon 11 Mal Objekte aus Deutschland an die Herkunftsländer zurückgegeben worden sind. Das deutsche Gesetz hat natürlich Erwartungen ausgelöst, die nicht immer zu erfüllen waren. So hat z. B. Peru versucht, eine Auktion in Deutschland zu verhindern, weil dort Scherben versteigern werden sollten, die schon seit 50 Jahren in deutschem Besitz lagen. Das gelang schließlich nicht, weil Peru den UNESCO Vertrag gar nicht in die eigene Gesetzgebung aufgenommen hat.“

Ist das deutsche Gesetz zu weich?

„Ich vergleiche es immer so: wenn man ein Gesetz über Geschwindigkeit auf den Autobahnen verabschiedet, das bestimmt, daß man nicht über 350km pro Stunde fahren darf, wird man wahrscheinlich niemand erwischen. Das ist natürlich enttäuschend. Aber sollte man auf diesem Grund ein neues Gesetz verabschieden, das nun 100km pro Stunde zu Norm erhebt? Vielleicht ist das Rückgabe Gesetz von 2007 nicht perfekt aber man sollte zuerst seine Wirkung richtig bewerten. Wie gesagt, es hat schon mehrere Fälle von Rückgaben gegeben, die Frau Grütters gar nicht zu Erkenntnis nehmen will. Keine Zeitung hat es herausgebracht, auch wenn ich es einigen Journalisten geschickt habe.“

Es scheint dabei mehr um einen Medienkrieg zu gehen als um eine juristische Schlacht...

„Ich denke, daß es primär um, das Ego der Ministerien geht. Ich habe den Eindruck, daß sie das Gesetz gar nicht gelesen hat und nur sagt, daß sie dieses oder jenes in Zukunft besser machen

möchte. Sie will gar nichts hören. Und so haben wir jetzt das meist umstrittene Gesetz nach dem zweiten Weltkrieg in Deutschland vor der Tür, obwohl normale Leute sich in der Regel kaum für Kunst interessieren.“

Ich habe eigentlich den Eindruck, daß bei solchen Gesetzen die Definitionen weiterhin der Stein des Anstoßes bleiben. Hat sich ein internationales Komitee mit dieser Dimension der Problematik schon auseinandergesetzt?

„Es gibt einen sehr ganz interessanten Aufsatz, der von der Hand von einem international anerkannten Juristen, Jia Min Cheng stammt. Der Titel ist: *The Problem of National Treasure in International Law* (Oregon Review of International Law, 2010). In diesem Aufsatz wird gezeigt, wie widersprüchlich die Gesetzgebung innerhalb von der EU ist. Über *National Treasures* denken die Deutschen anders als die Franzosen. Je nach kultureller Tradition werden *National Treasures* anders definiert. Am deutlichsten und tragfähigsten ist die UNESCO Definition aber sie wurde in Europa nur selten ohne Änderungen übernommen. Es gibt viele grau Zonen.“

Was halten Sie vom „Règlement du Conseil de l’Union européenne“ vom 18. Dezember 2008 die vom „Règlement“ von 1992 ausgeht?

„Es gibt in der Anlage zu diesem *Règlement* eine Ausführliche Liste von Objekten, die nur mit einer Lizenz innerhalb und außerhalb von der EU ausgeführt werden dürfen. Das Problem ist, daß dies alles nur in einem Anhang steht. Frau Grütters möchte da Klarheit bringen: ein national wertvolles Kulturgut muß einmalig, von herausragende Qualität und identitätsstiftend sein, es muß irgendetwas mit dem Land zu tun haben. Deshalb ist die Frage, ob zwei Gemälde Rembrandts in Frankreich wirklich als *Trésors nationaux* zu bezeichnen waren. Sie befanden sich zwar in Frankreich, waren aber in Privatbesitz und nie öffentlich zu sehen.“

Und Rembrandt ist schließlich ein holländischer und kein französischer Maler. Wie der Fall vom Picasso in Lüttich und den Warhols in Deutschland... Die Warhols waren auch in privaten Händen.

„Frau Grütters meint eben, daß sie durch den neuen deutschen Gesetzentwurf die Aufmerksamkeit der Gesellschaft auf die Bedeutung der deutschen Privatsammlungen gelenkt hat. Das ist natürlich totaler Unsinn. Es ist schwer zu behaupten, daß Werke von Picasso und Warhol für Belgier und Deutsche identitätsstiftend sind. Der UNESCO Vertrag behauptet so etwas nicht.“

Ich hätte noch eine Frage: in der Fédération Wallonie-Bruxelles haben wir jetzt auch ein Kulturschutzgesetz verabschiedet. Es sind Listen zusammengestellt worden, in die vor allem Werke aus Museen aufgenommen sind. Was halten Sie davon?

„In Deutschland haben wir genau das gleiche. Diesen Teil der Problematik habe ich nicht richtig studiert und er interessiert mich nicht sonderlich. Ich sehe nicht ein, daß etwas automatisch zum national wertvollen Kulturgut gemacht wird, nur weil es einem Museum gehört. Dort werden auch alte Taschentücher aufbewahrt. Ob sie einmalig und identitätsstiftend sind, möchte ich nicht unbedingt fragen.“

Vielen Dank für dieses Gespräch!

ANNEXE 7 : CONVENTION DE L'UNESCO DE 1970

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Организация объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры

Convention on the means of prohibiting and
preventing the illicit import, export and transfer
of ownership of cultural property.

adopted by the General Conference at its sixteenth session
Paris, 14 November 1970

Convención sobre las medidas que deben adoptarse
para prohibir e impedir la importación, la exportación y la
transferencia de propiedad ilícitas de bienes culturales

aprobada por la Conferencia General en su decimosexta reunión
París, 14 de noviembre de 1970

Convention concernant les mesures à prendre
pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation
et le transfert de propriété illicites des biens culturels

adoptée par la Conférence générale à sa seizième session
Paris, le 14 novembre 1970

Конвенция о мерах, направленных
на запрещение и предупреждение незаконного ввоза, вывоза
и передачи права собственности на культурные ценности

принятая Генеральной конференцией на шестнадцатой сессии
Париж, 14 ноября 1970 г.



CONVENTION CONCERNANT LES MESURES
A PRENDRE POUR INTERDIRE ET EMPECHER
L'IMPORTATION, L'EXPORTATION
ET LE TRANSFERT DE PROPRIETE
ILLICITES DES BIENS CULTURELS

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris, du 12 octobre au 14 novembre 1970 en sa seizième session,
Rappelant l'importance des dispositions de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale adoptée par la Conférence générale à sa quatorzième session,
Considérant que l'échange de biens culturels entre nations à des fins scientifiques, culturelles et éducatives approfondit la connaissance de la civilisation humaine, enrichit la vie culturelle de tous les peuples et fait naître le respect et l'estime mutuels entre les nations,
Considérant que les biens culturels sont un des éléments fondamentaux de la civilisation et de la culture des peuples, et qu'ils ne prennent leur valeur réelle que si leur origine, leur histoire et leur environnement sont connus avec la plus grande précision,
Considérant que chaque Etat a le devoir de protéger le patrimoine constitué par les biens culturels existant sur son territoire contre les dangers de vol, de fouilles clandestines et d'exportation illicite,
Considérant que, pour parer à ces dangers, il est indispensable que chaque Etat prenne davantage conscience des obligations morales touchant au respect de son patrimoine culturel comme de celui de toutes les nations,
Considérant que les musées, les bibliothèques et les archives, en tant qu'institutions culturelles, doivent veiller à ce que la constitution de leurs collections soit fondée sur des principes moraux universellement reconnus,
Considérant que l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels entravent la compréhension mutuelle des nations que l'Unesco a le devoir de favoriser, entre autres en recommandant aux Etats intéressés des conventions internationales à cet effet,
Considérant que, pour être efficace, la protection du patrimoine culturel doit être organisée tant sur le plan national qu'international et exige une étroite collaboration entre les Etats,
Considérant que la Conférence générale de l'Unesco a déjà adopté, en 1964, une recommandation à cet effet,
Etant saisie de nouvelles propositions concernant

КОНВЕНЦИЯ О МЕРАХ,
НАПРАВЛЕННЫХ НА ЗАПРЕЩЕНИЕ И
ПРЕДУПРЕЖДЕНИЕ НЕЗАКОННОГО ВВОЗА,
ВЫВОЗА И ПЕРЕДАЧИ ПРАВА СОБСТВЕННОСТИ
НА КУЛЬТУРНЫЕ ЦЕННОСТИ

Генеральная конференция Организации Объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры, собравшаяся в Париже с 12 октября по 14 ноября 1970 г. на свою шестнадцатую сессию, напоминая о важности положений Декларации принципов международного сотрудничества в области культуры, принятой на четырнадцатой сессии Генеральной конференции (1966 г.), считая, что обмен культурными ценностями между странами для целей образования, науки и культуры расширяет знания о человеческой цивилизации, обогащает культурную жизнь всех народов и вызывает взаимное уважение и понимание между странами, считая, что культурные ценности являются одним из основных элементов цивилизации и культуры народов и что они приобретают свою подлинную ценность только в том случае, если точно известны их происхождение, история и окружающая среда, считая, что каждое государство обязано охранять достояние, состоящее из находящихся на его территории культурных ценностей, от опасностей кражи, тайных раскопок и незаконного вывоза, считая, что для предупреждения этих опасностей необходимо, чтобы каждое государство еще больше прониклось сознанием моральных обязательств в отношении как своего культурного достояния, так и культурного достояния всех народов, считая, что музеи, библиотеки и архивы, являясь учреждениями культуры, должны заботиться о том, чтобы их коллекции создавались на основе всеобщепризнанных моральных принципов, считая, что незаконные ввоз, вывоз и передача права собственности на культурные ценности наносят ущерб взаимопониманию между народами, содействовать которому ЮНЕСКО обязана, в частности, рекомендуя заинтересованным государствам соответствующие международные конвенции, считая, что для того, чтобы быть эффективной, охрана культурного достояния должна быть организована как в национальном, так и в международном масштабах и требует тесного сотрудничества между государствами, принимая во внимание, что Генеральная конференция ЮНЕСКО в 1964 г. уже приняла рекомендацию по данному вопросу,

les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, question qui constitue le point 19 de l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé, lors de sa quinzième session, que cette question ferait l'objet d'une convention internationale, adoptée, ce quatorzième jour de novembre 1970, la présente Convention.

Article premier

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme biens culturels les biens qui, à titre religieux ou profane, sont désignés par chaque Etat comme étant d'importance pour l'archéologie, la préhistoire, l'histoire, la littérature, l'art ou la science, et qui appartiennent aux catégories ci-après :

- (a) collections et spécimens rares de zoologie, de botanique, de minéralogie et d'anatomie ; objets présentant un intérêt paléontologique ;
- (b) les biens concernant l'histoire, y compris l'histoire des sciences et des techniques, l'histoire militaire et sociale ainsi que la vie des dirigeants, penseurs, savants et artistes nationaux, et les événements d'importance nationale.
- (c) le produit des fouilles archéologiques (régulières et clandestines) et des découvertes archéologiques ;
- (d) les éléments provenant du démembrement de monuments artistiques ou historiques et des sites archéologiques ;
- (e) objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge, tels que inscriptions, monnaies et sceaux gravés ;
- (f) le matériel ethnologique ;
- (g) les biens d'intérêt artistique tels que :
 - (i) tableaux, peintures et dessins faits entièrement à la main sur tout support et en toutes matières (à l'exclusion des dessins industriels et des articles manufacturés décorés à la main ;
 - (ii) productions originales de l'art statuaire et de la sculpture, en toutes matières ;
 - (iii) gravures, estampes et lithographies originales ;
 - (iv) assemblages et montages artistiques originaux, en toutes matières ;
- (h) manuscrits rares et incunables, livres, documents et publications anciens d'intérêt spécial (historique, artistique, scientifique, littéraire, etc.) isolés ou en collections ;
- (i) timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, isolés ou en collections ;

получив новые предложения, касающиеся мер, направленных на запрещение и предупреждение незаконных ввоза, вывоза и передачи права собственности на культурные ценности (пункт 19 повестки дня сессии),
решив на своей пятнадцатой сессии, что данный вопрос явится предметом международной конвенции, принимает четырнадцатого ноября 1970 г. настоящую Конвенцию.

Статья 1

Для целей настоящей Конвенции культурными ценностями считаются ценности религиозного или светского характера, которые рассматриваются каждым государством как представляющие значение для археологии, доисторического периода, истории, литературы, искусства и науки и которые относятся к перечисляемым ниже категориям:

- (a) редкие коллекции и образцы флоры и фауны, минералогии, анатомии и предметы, представляющие интерес для палеонтологии;
- (b) ценности, касающиеся истории, включая историю науки и техники, историю войн и обществ, а также связанные с жизнью национальных деятелей, мыслителей, ученых и артистов и с крупными национальными событиями;
- (c) археологические находки (включая обычные и тайные) и археологические открытия;
- (d) составные части расчлененных художественных и исторических памятников и археологических мест;
- (e) старинные предметы более чем 100-летней давности, такие как надписи, чеканные монеты и печати;
- (f) этнологические материалы;
- (g) художественные ценности, такие как:
 - (i) полотна, картины и рисунки целиком ручной работы на любой основе и из любых материалов (за исключением чертежей и промышленных изделий, украшенных от руки);
 - (ii) оригинальные произведения скульптурного искусства из любых материалов;
 - (iii) оригинальные гравюры, эстампы и литографии;
 - (iv) оригинальные художественные подборки и монтажи из любых материалов;
- (h) редкие рукописи и инкунабулы, старинные книги, документы и издания, представляющие особый интерес (исторический, художественный, научный, литературный и т.д.), отдельно или в коллекциях;
- (i) почтовые марки, налоговые и аналогичные марки, отдельно или в коллекциях;

- (j) archives, y compris les archives phonographiques, photographiques et cinématographiques ;
- (k) objets d'ameublement ayant plus de cent ans d'âge et instruments de musique anciens.

Article 2

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels constituent l'une des causes principales de l'appauvrissement du patrimoine culturel des pays d'origine de ces biens, et qu'une collaboration internationale constitue l'un des moyens les plus efficaces de protéger leurs biens culturels respectifs contre tous les dangers qui en sont les conséquences.
2. A cette fin, les Etats parties s'engagent à combattre ces pratiques par les moyens dont ils disposent, notamment en supprimant leurs causes, en arrêtant leur cours et en aidant à effectuer les réparations qui s'imposent.

Article 3

Sont illicites l'importation, l'exportation et le transfert de propriété des biens culturels, effectués contrairement aux dispositions prises par les Etats parties en vertu de la présente Convention.

Article 4

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent qu'aux fins de ladite convention, les biens culturels appartenant aux catégories ci-après font partie du patrimoine culturel de chaque Etat :

- (a) biens culturels nés du génie individuel ou collectif de ressortissants de l'Etat considéré et biens culturels importants pour l'Etat considéré, créés sur le territoire de cet Etat par des ressortissants étrangers ou par des apatrides résidant sur ce territoire ;
- (b) biens culturels trouvés sur le territoire national ;
- (c) biens culturels acquis par des missions archéologiques, ethnologiques ou de sciences naturelles, avec le consentement des autorités compétentes du pays d'origine de ces biens ;
- (d) biens culturels ayant fait l'objet d'échanges librement consentis ;
- (e) biens culturels reçus à titre gratuit ou achetés légalement avec le consentement des autorités compétentes du pays d'origine de ces biens.

- (j) архивы, включая фоно-, фото- и киноархивы;
- (к) мебель более чем 100-летней давности и старинные музыкальные инструменты.

Статья 2

1. Государства - участники настоящей Конвенции признают, что незаконные ввоз, вывоз и передача права собственности на культурные ценности являются одной из главных причин обеднения культурного наследия стран происхождения этих ценностей и что международное сотрудничество является одним из наиболее действенных средств обеспечения охраны принадлежащих им культурных ценностей от всех связанных с этим опасностей.
2. С этой целью государства-участники обязуются противодействовать, имеющимся в их распоряжении средствами, подобной практике, искореняя ее причины, прекращая ее осуществление и помогая производить необходимое возмещение.

Статья 3

Считаются незаконными ввоз, вывоз и передача права собственности на культурные ценности, совершенные в нарушение правил, принятых государствами-участниками в соответствии с настоящей Конвенцией.

Статья 4

Государства - участники настоящей Конвенции признают, что в соответствии с целями настоящей Конвенции культурное наследие каждого государства включает перечисленные ниже категории ценностей:

- (a) культурные ценности, созданные отдельными лицами или коллективами лиц, являющихся гражданами данного государства, и культурные ценности, имеющие важное значение для данного государства и созданные на территории этого государства иностранными гражданами или лицами без гражданства, проживающими на территории данного государства;
- (b) культурные ценности, обнаруженные на национальной территории;
- (c) культурные ценности, приобретенные археологическими, этнологическими и естественнонаучными экспедициями с согласия компетентных властей страны, откуда происходят эти ценности;
- (d) культурные ценности, приобретенные в результате добровольных обменов;
- (e) культурные ценности, полученные в качестве дара или законно купленные с согласия компетентных властей страны, откуда происходят эти ценности.

Article 5

Afin d'assurer la protection de leurs biens culturels contre l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites, les Etats parties à la présente Convention s'engagent dans les conditions appropriées à chaque pays à instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas déjà, un ou plusieurs services de protection du patrimoine culturel dotés d'un personnel qualifié et en nombre suffisant pour assurer de manière efficace les fonctions énumérées ci-dessous :

- (a) contribuer à l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires en vue de permettre la protection du patrimoine culturel, et notamment la répression des importations, exportations et transferts de propriété illicites des biens culturels importants ;
- (b) établir et tenir à jour, sur la base d'un inventaire national de protection, la liste des biens culturels importants, publics et privés, dont l'exportation constituerait un appauvrissement sensible du patrimoine culturel national ;
- (c) promouvoir le développement ou la création des institutions scientifiques et techniques (musées, bibliothèques, archives, laboratoires, ateliers, etc.) nécessaires pour assurer la conservation et la mise en valeur des biens culturels ;
- (d) organiser le contrôle des fouilles archéologiques, assurer la conservation "in situ" de certains biens culturels et protéger certaines zones réservées à des recherches archéologiques futures ;
- (e) établir, à l'intention des personnes intéressées (conservateurs, collectionneurs, antiquaires, etc.), des règles conformes aux principes éthiques formulés dans la présente Convention et veiller au respect de ces règles ;
- (f) exercer une action éducative afin d'éveiller et de développer le respect du patrimoine culturel de tous les Etats et diffuser largement la connaissance des dispositions de la présente Convention ;
- (g) veiller à ce qu'une publicité appropriée soit donnée à tout cas de disparition d'un bien culturel.

Article 6

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

- (a) à instituer un certificat approprié par lequel l'Etat exportateur spécifierait que l'exportation du ou des biens culturels visés est autorisée par lui, ce certificat devant accompagner le ou les biens culturels régulièrement exportés ;

Статья 5

В целях обеспечения охраны своих культурных ценностей от незаконных ввоза, вывоза и передачи права собственности государства - участники настоящей Конвенции обязуются создать на своей территории, с учетом условий каждой страны, одну или несколько национальных служб охраны культурного наследия, если такие службы еще не созданы, обеспеченные квалифицированным персоналом в количестве, необходимом для того, чтобы осуществлять эффективным образом перечисленные ниже функции:

- (a) содействовать разработке проектов законодательных и регламентирующих текстов, обеспечивающих защиту культурного наследия и, в частности, пресечение незаконных ввоза, вывоза и передачи права собственности на важные культурные ценности;
- (b) составлять и обновлять на базе национального охранного реестра перечень важных культурных ценностей, государственных и частных, вывоз которых означал бы значительное обеднение национального культурного наследия;
- (c) содействовать развитию или созданию научных и технических учреждений (музеи, библиотеки, архивы, лаборатории, мастерские и т.д.), необходимых для сохранения и популяризации культурных ценностей;
- (d) организовывать контроль за археологическими раскопками, обеспечивать сохранение "in situ" (на своем месте) определенных культурных ценностей и охранять некоторые районы, оставляемые для будущих археологических раскопок;
- (e) устанавливать для заинтересованных лиц (хранителей, коллекционеров, антикваров и т.д.) правила, отвечающие этическим принципам, сформулированным в настоящей Конвенции, и следить за соблюдением этих правил;
- (f) осуществлять воспитательную деятельность с целью пробуждения и укрепления уважения к культурному достоянию всех государств и популяризации положений настоящей Конвенции;
- (g) следить за тем, чтобы любому случаю исчезновения культурной ценности придавалась соответствующая огласка.

Статья 6

Государства - участники настоящей Конвенции обязуются:

- (a) учредить соответствующее свидетельство, которым государство-экспортер удостоверяет, что оно дало разрешение на вывоз одной или нескольких культурных ценностей. Это

- (b) à interdire la sortie de leur territoire des biens culturels non accompagnés du certificat d'exportation visé ci-dessus ;
- (c) à porter de façon appropriée cette interdiction à la connaissance du public, et en particulier des personnes qui pourraient exporter ou importer des biens culturels.

Article 7

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

- (a) à prendre toutes les mesures nécessaires, conformes à la législation nationale, pour empêcher l'acquisition, par les musées et autres institutions similaires situés sur leur territoire, de biens culturels en provenance d'un autre Etat partie à la Convention, biens qui auraient été exportés illicitement après l'entrée en vigueur de la Convention ; dans la mesure du possible, à informer l'Etat d'origine, partie à la présente Convention, des offres de tels biens culturels sortis illicitement du territoire de cet Etat après l'entrée en vigueur de la présente Convention, à l'égard des deux Etats en cause ;
- (b) (i) à interdire l'importation des biens culturels volés dans un musée ou un monument public civil ou religieux, ou une institution similaire, situés sur le territoire d'un autre Etat partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci à l'égard des Etats en question, à condition qu'il soit prouvé que ce ou ces biens font partie de l'inventaire de cette institution ;
- (ii) à prendre des mesures appropriées pour saisir et restituer à la requête de l'Etat d'origine partie à la Convention tout bien culturel ainsi volé et importé après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard des deux Etats concernés, à condition que l'Etat requérant verse une indemnité équitable à la personne qui est acquéreur de bonne foi ou qui détient légalement la propriété de ce bien. Les requêtes de saisie et de restitution doivent être adressées à l'Etat requis par la voie diplomatique. L'Etat requérant est tenu de fournir, à ses frais, tout moyen de preuve nécessaire pour justifier sa requête de saisie et de restitution. Les Etats parties s'abstiennent de frapper de droits de douane ou d'autres charges les biens culturels restitués en conformité avec le présent article. Toutes les dépenses afférentes à la restitution du ou des biens culturels en question sont à la charge de l'Etat requérant.

свидетельство должно прилагаться к одной или нескольким культурным ценностям, вывозимым в соответствии с существующими правилами;

- (b) запретить вывоз со своей территории культурных ценностей, к которым не приложено вышеупомянутое свидетельство;
- (c) соответствующим образом довести настоящее запрещение до сведения общественности и, в частности, лиц, которые могут вывозить или ввозить культурные ценности.

Статья 7

Государства - участники настоящей Конвенции обязуются:

- (a) принимать все необходимые меры, в соответствии с национальным законодательством, направленные на предотвращение приобретения музеями и другими аналогичными учреждениями, расположенными на их территориях, культурных ценностей, происходящих из другого государства - участника Конвенции, которые были незаконно вывезены после вступления в силу настоящей Конвенции. Всякий раз, когда это возможно, информировать государство, откуда происходит эта культурная ценность и которое является участником настоящей Конвенции, о предложении вернуть подобную культурную ценность, незаконно вывезенную из этого государства после вступления в силу настоящей Конвенции в обоих государствах;
- (b) (i) запрещать ввоз культурных ценностей, похищенных из музея или религиозного, или светского исторического памятника, или подобного учреждения другого государства - участника настоящей Конвенции после вступления настоящей Конвенции в силу в заинтересованных государствах, при условии, что такая ценность числится в описи предметов, принадлежащих данному учреждению;
- (ii) по требованию государства-участника предпринимать соответствующие шаги для обнаружения и возвращения любой подобной культурной ценности, ввезенной после вступления настоящей Конвенции в силу в обоих заинтересованных государствах, при условии, однако, что государство, обращающееся с просьбой, выплачивает справедливую компенсацию добросовестному покупателю или лицу, которое имеет действительное право на эту ценность. Просьбы относительно розыска и возвращения направляются через дипломатические каналы. Требуемая сторона представляет за свой счет документацию и другие доказательства, необходимые для установления права на требование в отношении розыска и

Article 8

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à frapper de sanctions pénales ou administratives toute personne responsable d'une infraction aux interdictions prévues aux articles 6 (b) et 7 (b) ci-dessus.

Article 9

Tout Etat partie à la présente Convention et dont le patrimoine culturel est mis en danger par certains pillages archéologiques ou ethnologiques peut faire appel aux Etats qui sont concernés. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à participer à toute opération internationale concertée dans ces circonstances, en vue de déterminer et d'appliquer les mesures concrètes nécessaires, y compris le contrôle de l'exportation, de l'importation et du commerce international des biens culturels spécifiques concernés. En attendant un accord, chaque Etat concerné prendra, dans la mesure du possible, des dispositions provisoires pour prévenir un dommage irréversible au patrimoine culturel de l'Etat demandeur.

Article 10

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

- (a) à restreindre par l'éducation, l'information et la vigilance, les transferts de biens culturels illégalement enlevés de tout Etat partie à la présente Convention et, dans les conditions appropriées à chaque pays, à obliger, sous peine de sanctions pénales ou administratives, les antiquaires à tenir un registre mentionnant la provenance de chaque bien culturel, le nom et l'adresse du fournisseur, la description et le prix de chaque bien vendu, ainsi qu'à informer l'acheteur du bien culturel de l'interdiction d'exportation dont ce bien peut être l'objet ;
- (b) à s'efforcer, par l'éducation, de créer et de développer dans le public le sentiment de la valeur des biens culturels et du danger que le vol, les fouilles clandestines et les exportations illécitables représentent pour le patrimoine culturel.

возвращения. Стороны не облагают никакими таможенными сборами или другими сборами культурные ценности, возвращаемые в соответствии с настоящей статьей. Все расходы, связанные с возвращением одной или нескольких упомянутых культурных ценностей, несет требующая сторона.

Статья 8

Государства - участники настоящей Конвенции обязуются подвергать уголовному или административному наказанию всех лиц, ответственных за нарушение запретов, предусмотренных выше в статьях 6 (b) и 7 (b).

Статья 9

Любое государство - участник настоящей Конвенции, культурное наследие которого подвергается опасности хищения археологических или этнологических материалов, может обратиться к другим государствам-участникам, которых это касается. Государства - участники настоящей Конвенции обязуются в таких случаях участвовать в согласованном международном усилии по определению и осуществлению необходимых конкретных мер, включая контроль за вывозом, ввозом и международной торговлей соответствующими конкретными культурными ценностями. До соглашения каждое заинтересованное государство предпринимает предварительные меры, в возможных пределах, направленные на предупреждение нанесения неправомерного ущерба культурному наследию государства, обращающегося с просьбой.

Статья 10

Государства - участники настоящей Конвенции обязуются:

- (a) ограничивать посредством образования, информации и бдительности перевозку культурных ценностей, незаконно вывезенных из любого государства - участника настоящей Конвенции, и в зависимости от условий каждой страны вменить антикварам в обязанность, под угрозой уголовных санкций, ведение реестра, в котором указывать происхождение каждой культурной ценности, фамилию и адрес поставщика, описание и стоимость каждой проданной вещи, а также информировать покупателей культурных ценностей о возможном распространении запрещения о вывозе на эти ценности;
- (b) стремиться с помощью просветительных средств создавать и развивать в глазах общественного мнения сознание значения культурных ценностей и угрозы культурному наследию, которую представляют кража, тайные раскопки и незаконный вывоз.

Article 11

Sont considérés comme illicites l'exportation et le transfert de propriété forcés de biens culturels résultant directement ou indirectement de l'occupation d'un pays par une puissance étrangère.

Article 12

Les Etats parties à la présente Convention respecteront le patrimoine culturel dans les territoires dont ils assurent les relations internationales et prendront les mesures appropriées pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels dans ces territoires.

Article 13

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent par ailleurs dans le cadre de la législation de chaque Etat :

- (a) à empêcher, par tous moyens appropriés, les transferts de propriété de biens culturels tendant à favoriser l'importation ou l'exportation illicites de ces biens ;
- (b) à faire en sorte que leurs services compétents collaborent en vue de faciliter la restitution, à qui de droit, dans les délais les plus rapides des biens culturels exportés illicitement ;
- (c) à admettre une action de revendication de biens culturels perdus ou volés exercée par le propriétaire légitime ou en son nom ;
- (d) à reconnaître, en outre, le droit imprescriptible de chaque Etat partie à la présente Convention, de classer et déclarer inaliénables certains biens culturels qui, de ce fait, ne doivent pas être exportés, et à faciliter la récupération par l'Etat intéressé de tels biens au cas où ils auraient été exportés.

Article 14

Pour prévenir les exportations illicites et faire face aux obligations qu'entraîne l'exécution des dispositions de la présente Convention, chaque Etat partie à ladite Convention devra, dans la mesure de ses moyens, doter les services nationaux de protection du patrimoine culturel d'un budget suffisant et, si nécessaire, pourra créer un fonds à cette fin.

Статья 11

Считаются также незаконными принудительные вывоз и передача права собственности на культурные ценности, являющиеся прямым или косвенным результатом оккупации страны иностранной державой.

Статья 12

Государства - участники настоящей Конвенции будут уважать культурное достояние на территориях, за ведение внешних сношений которых они несут ответственность, и примут соответствующие меры для запрещения и предупреждения незаконных ввоза, вывоза и передачи права собственности на культурные ценности на их территориях.

Статья 13

Государства - участники настоящей Конвенции обязуются, кроме того, в соответствии с законодательством каждого государства:

- (a) предупреждать всеми надлежащими средствами передачу права собственности на культурные ценности, способствующую незаконным ввозу или вывозу этих ценностей;
- (b) принимать меры к тому, чтобы их компетентные службы сотрудничали в целях по возможности наиболее быстрого возвращения законным собственникам незаконно вывезенных культурных ценностей;
- (c) допускать предъявление иска, направленного на возвращение утерянных или украденных культурных ценностей, со стороны или от имени законного собственника;
- (d) признавать, кроме того, неотъемлемое право каждого государства - участника настоящей Конвенции классифицировать и объявлять некоторые культурные ценности неотчуждаемыми, которые ввиду этого не должны вывозиться, и содействовать возвращению заинтересованным государствам таких культурных ценностей в том случае, если они были ранее вывезены.

Статья 14

Для того чтобы предотвратить незаконный вывоз и выполнить обязательства, связанные с осуществлением этой Конвенции, каждое государство - участник Конвенции по мере своих возможностей должно предоставлять национальным службам по охране культурного наследия достаточные средства и в случае необходимости может создавать фонды в вышеупомянутых целях.

Article 15

Rien, dans la présente Convention, n'empêche les Etats qui y sont parties de conclure entre eux des accords particuliers ou de poursuivre la mise à exécution des accords déjà conclus concernant la restitution de biens culturels sortis de leur territoire d'origine, pour quelque raison que ce soit, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les Etats intéressés.

Article 16

Les Etats parties à la présente Convention indiqueront dans des rapports périodiques qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la présente Convention, ainsi que des précisions sur l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

Article 17

1. Les Etats parties à la présente Convention peuvent faire appel au concours technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, notamment en ce qui concerne :
 - (a) l'information et l'éducation ;
 - (b) la consultation et l'expertise ;
 - (c) la coordination et les bons offices.
2. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut, de sa propre initiative, entreprendre des recherches et publier des études sur les problèmes relatifs à la circulation illicite des biens culturels.
3. A cette fin, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut également recourir à la coopération de toute organisation non gouvernementale compétente.
4. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture est habilitée à faire, de sa propre initiative, des propositions aux Etats parties en vue de la mise en oeuvre de la présente Convention.
5. A la demande d'au moins deux Etats parties à la présente Convention qu'oppose un différend relatif à la mise en oeuvre de celle-ci, l'Unesco peut offrir ses bons offices afin d'arriver à un accord entre eux.

Статья 15

Настоящая Конвенция никоим образом не препятствует государствам-участникам ее заключать между собой специальные соглашения или продолжать применять уже заключенные соглашения о возвращении культурных ценностей, вывезенных по каким-либо причинам с территории, откуда они происходят, до вступления настоящей Конвенции в силу в заинтересованных государствах.

Статья 16

Государства - участники настоящей Конвенции будут сообщать в периодических докладах, которые они представляют Генеральной конференции Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры в установленные ею сроки и форме, о законодательных и регламентирующих положениях и о других мерах, принятых ими в целях выполнения настоящей Конвенции, а также сведения об опыте, накопленном ими в этой области.

Статья 17

1. Государства - участники настоящей Конвенции могут обращаться за техническим содействием к Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры, в частности, в том, что касается:
 - (a) информации и просвещения,
 - (b) консультаций и услуг экспертов,
 - (c) координации и добрых услуг.
2. Организация объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры может по своей инициативе проводить исследования и публиковать монографии по вопросам, касающимся незаконного перемещения культурных ценностей.
3. В этих целях Организация объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры может также прибегать к сотрудничеству любой компетентной неправительственной организации.
4. Организация объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры может по своей инициативе делать государствам-участникам предложения, направленные на выполнение настоящей Конвенции.
5. По просьбе не менее двух государств - участников Конвенции, между которыми возникли разногласия относительно ее применения, ЮНЕСКО может предложить свои добрые услуги для достижения соглашения между ними.

Article 18

La présente Convention est établie en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi.

Article 19

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.
2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 20

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation.
2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 21

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 22

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que celle-ci est applicable non seulement à leurs territoires métropolitains mais aussi aux territoires dont ils assurent les relations internationales; ils s'engagent à consulter, si nécessaire, les gouvernements ou autres autorités compétentes desdits territoires, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou auparavant, en vue d'obtenir l'application de la Convention à ces territoires, ainsi qu'à notifier au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les territoires

Статья 18

Настоящая Конвенция составлена на английском, испанском, французском и русском языках, причем все четыре текста имеют равную силу.

Статья 19

1. Настоящая Конвенция подлежит ратификации или принятию государствами - членами Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры в порядке, предусмотренном их конституциями.
2. Ратификационные грамоты или акты о принятии сдаются на хранение Генеральному директору Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры.

Статья 20

1. К настоящей Конвенции может присоединиться любое государство, не являющееся членом Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры, которое получит от Исполнительного совета Организации приглашение присоединиться к ней.
2. Присоединение осуществляется путем сдачи акта о присоединении на хранение Генеральному директору Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры.

Статья 21

Настоящая Конвенция вступит в силу через три месяца со дня сдачи на хранение третьей ратификационной грамоты или акта о принятии или присоединении, но лишь в отношении тех государств, которые сдали на хранение свои акты о ратификации, принятии или присоединении в указанный день или ранее. В отношении любого другого государства Конвенция вступает в силу через три месяца после того, как оно сдало на хранение свой акт о ратификации, принятии или присоединении.

Статья 22

Государства - участники настоящей Конвенции признают, что ее действие распространяется не только на территории их метрополии, но и на территории, за внешние сношения которых они несут ответственность; они обязуются консультироваться, если необходимо, с правительствами или с компетентными властями указанных территорий в момент ратификации, принятия или присоединения, или еще ранее, чтобы обеспечить осуществление Конвенции на этих территориях, а также уведомлять Генерального директора Организации объединенных наций по вопросам

auxquels la Convention s'appliquera, cette ratification devant prendre effet trois mois après la date de sa réception.

Article 23

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout territoire dont il assure les relations internationales.
2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
3. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation.

Article 24

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 20, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 19 et 20, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles 22 et 23.

Article 25

1. La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.
2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

Article 26

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

образования, науки и культуры о территориях, на которых Конвенция будет осуществляться. Эта нотификация вступает в силу через три месяца после ее получения.

Статья 23

1. Каждое государство - участник настоящей Конвенции может ее денонсировать от своего имени или от имени любой территории, за внешние сношения которой оно несет ответственность.
2. Денонсация нотифицируется письменным актом, который сдается Генеральному директору Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры.
3. Денонсация вступает в силу через двенадцать месяцев после получения акта о денонсации.

Статья 24

Генеральный директор Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры сообщает государствам-членам Организации, государствам, не состоящим членами Организации, упомянутым в статье 20, а также Организации Объединенных Наций о сдаче на хранение всех актов о ратификации, принятии или присоединении, упомянутых в статьях 19 и 20, а также о нотификации и денонсациях, указанных в статьях 22 и 23.

Статья 25

1. Настоящая Конвенция может быть пересмотрена Генеральной конференцией Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры. Однако ее пересмотренный текст будет обязывать лишь те государства, которые станут сторонами пересмотренной Конвенции.
2. В случае, если Генеральная конференция примет новую конвенцию в результате полного или частичного пересмотра настоящей Конвенции и если новая конвенция не будет содержать других указаний, настоящая Конвенция будет закрыта для ратификации, принятия или присоединения со дня вступления в силу новой конвенции, содержащей пересмотренный текст.

Статья 26

Согласно статье 102 Устава Организации Объединенных Наций, настоящая Конвенция будет зарегистрирована в Секретариате Организации Объединенных Наций по просьбе Генерального директора Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры.

Fait à Paris, ce dix-septième jour de novembre 1970, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa seizième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 19 et 20 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa seizième session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le quatorzième jour de novembre 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leur signature, ce dix-septième jour de novembre 1970.

Le Président de la Conférence générale

ATILIO DELL'ORO MAINI

Le Directeur général

RENE MAHEU

Copie certifiée conforme
Paris,

*Directeur de l'Office des Normes
internationales et des Affaires juridiques
de l'Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture*

Совершено в Париже, семнадцатого ноября 1970 г. в двух autentичных экземплярах за подписью Председателя Генеральной конференции, собравшейся на шестнадцатую сессию, и Генерального директора Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры; эти экземпляры будут сданы на хранение в архив Организации Объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры и надлежащим образом заверенные копии их будут направлены всем государствам, указанным в статьях 19 и 20, а также Организации Объединенных Наций.

Приведенный выше текст является подлинным текстом Конвенции, надлежащим образом принятой Генеральной конференцией Организации объединенных наций по вопросам образования, науки и культуры на ее шестнадцатой сессии, состоявшейся в Париже и закончившейся четырнадцатого ноября 1970 года.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО, настоящую Конвенцию подписали семнадцатого ноября 1970 года.

Председатель Генеральной конференции

ATILIO DELL'ORO MAINI

Генеральный директор

RENE MAHEU

Заверенная копия
Париж

*Директор Бюро по международной
регламентации и правовым вопросам
Организации объединенных наций по
вопросам образования, науки и культуры*

ANNEXE 8 : STATISTIQUES DU COMITE CHARGE DES EXPORTATIONS DE BIENS CULTURELS EN GRANDE-BRETAGNE

Table 2

The statistics below show the figures for the values associated with cases from 2005/6 to 2014/15.

(1) Year	(2) Cases where a decision on the licence application was deferred	(3) Value of items in (2) (£m)	(4) Cases where items were acquired by institutions or individuals in the UK (4) ¹	(5) Value (at deferral) of items in (4) (£m)	(6) Value of items in (5) as % of (3) (£m)	(7) Cases where the application was refused or withdrawn after the announcement of the Secretary of State's decision	(8) Value of items in (7) (£m)
2005/06	17	15.6	9	8.3	53	0	0
2006/07	19 ²	24.5	12	7	29	3	4.8
2007/08	16	15.3	8	1.4	9	1	1.1
2008/09	16	15.7	9	1.5	10	0	0
2009/10	13 ³	71.5	6	10.1	14	1	0.6
2010/11	14 ⁴	71.7	4	3.8	5	3	2.1
2011/12	7	74.6	4	29.8	40	0	0
2012/13	19 ⁵	114.8	6	11.2	10	1	0.04
2013/14	22	80.7	8	13.9	17	1	12.5 ⁶
2014/15	12	48.2	5	6.7	14	0	0
Totals	155	532.6	71	93.7	18	10	21.14

¹ This only includes items purchased by individuals who agreed to guarantee satisfactory public access, conservation and security arrangements.

² Excludes one case where an item was originally thought to be Waverley but was subsequently found to have been imported into the UK within the last 50 years.

³ Excludes one case which was carried over into 2010/11.

⁴ Includes one case which was carried over from 2009/10.

⁵ Includes one case which was considered in 2011/12, but was referred to the Secretary of State in 2012/13.

⁶ Deferred at £12,500,000, export licence application was withdrawn and the item was subsequently purchased for £10,000,000.

Source : *Reviewing Committee on the Export of Works of Art and Objects of Cultural Interest in England*, 2016, p. 54

ANNEXE 9 : LE « KULTURGUTSCHUTZGESETZ »

1914 Bundesgesetzblatt Jahrgang 2016 Teil I Nr. 39, ausgegeben zu Bonn am 5. August 2016

Gesetz zur Neuregelung des Kulturgutschutzrechts*

Vom 31. Juli 2016

Der Bundestag hat mit Zustimmung des Bundesrates das folgende Gesetz beschlossen:

Artikel 1

Gesetz zum Schutz von Kulturgut (Kulturgutschutzgesetz – KGSG)

Inhaltsübersicht

Kapitel 1

Allgemeine Bestimmungen

- § 1 Anwendungsbereich
- § 2 Begriffsbestimmungen
- § 3 Zuständige Behörden
- § 4 Internetportal zum Kulturgutschutz

Kapitel 2

Schutz von Kulturgut vor Abwanderung

Abschnitt 1

Unterschutzstellen des nationalen Kulturgutes

- § 5 Grundsatz
- § 6 Nationales Kulturgut
- § 7 Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes
- § 8 Nachträgliche Eintragung
- § 9 Kulturgut im Eigentum der Kirchen und Religionsgemeinschaften
- § 10 Ausnahmen zur Eintragung von Kulturgut bei Leihgaben aus dem Ausland und nach Rückkehr in das Bundesgebiet
- § 11 Ortswechsel von eingetragenen Kulturgut
- § 12 Steuerliche Begünstigung von national wertvollem Kulturgut, Ausgleich bei Verkauf infolge wirtschaftlicher Notlage
- § 13 Löschung der Eintragung

Abschnitt 2

Verfahren und Mitwirkungspflichten; Veröffentlichung

- § 14 Eintragungsverfahren
- § 15 Mitwirkungspflichten während des Eintragungsverfahrens
- § 16 Führung und Veröffentlichung der Verzeichnisse national wertvollen Kulturgutes
- § 17 Öffentliche Bekanntmachung

Abschnitt 3

Beschädigungsverbot und Mitteilungspflicht

- § 18 Beschädigungsverbot
- § 19 Mitteilungspflichten

* Artikel 1 dieses Gesetzes dient der Umsetzung der Richtlinie 2014/60/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über die Rückgabe von unrechtmäßig aus dem Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats verbrachten Kulturgütern und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012 (Neufassung) (ABl. L 159 vom 28.5.2014, S. 1).

Kapitel 3

Kulturgutverkehr

Abschnitt 1

Grundsatz

- § 20 Kulturgutverkehrsfreiheit

Abschnitt 2

Ausfuhr

- § 21 Ausfuhrverbot
- § 22 Genehmigung der vorübergehenden Ausfuhr von nationalem Kulturgut
- § 23 Genehmigung der dauerhaften Ausfuhr von nationalem Kulturgut
- § 24 Genehmigungspflichtige Ausfuhr von Kulturgut; Verordnungsermächtigung
- § 25 Allgemeine offene Genehmigung
- § 26 Spezifische offene Genehmigung
- § 27 Genehmigung der Ausfuhr von kirchlichem Kulturgut

Abschnitt 3

Einfuhr

- § 28 Einfuhrverbot
- § 29 Ausnahmen vom Einfuhrverbot
- § 30 Nachweis der Rechtmäßigkeit der Einfuhr

Abschnitt 4

Unrechtmäßiger Kulturgutverkehr

- § 31 Unrechtmäßige Ausfuhr von Kulturgut
- § 32 Unrechtmäßige Einfuhr von Kulturgut
- § 33 Sicherstellung von Kulturgut
- § 34 Verwahrung sichergestellten Kulturgutes
- § 35 Aufhebung der Sicherstellung
- § 36 Herausgabe sichergestellten Kulturgutes
- § 37 Einziehung sichergestellten Kulturgutes
- § 38 Folgen der Einziehung; Entschädigung
- § 39 Kosten für Sicherstellung, Verwahrung, Erhaltung und Herausgabe

Kapitel 4

Pflichten beim Inverkehrbringen von Kulturgut

- § 40 Verbot des Inverkehrbringens
- § 41 Allgemeine Sorgfaltspflichten
- § 42 Sorgfaltspflichten beim gewerblichen Inverkehrbringen
- § 43 Erleichterte Sorgfaltspflichten beim gewerblichen Inverkehrbringen
- § 44 Erhöhte Sorgfaltspflichten beim gewerblichen Inverkehrbringen
- § 45 Aufzeichnungs- und Aufbewahrungspflichten
- § 46 Auskunftspflicht
- § 47 Rechtsfolge bei Verstößen
- § 48 Einsichtsrechte des Käufers

Kapitel 5**Rückgabe unrechtmäßig
eingeführten Kulturgutes****Abschnitt 1****Rückgabeanspruch**

- § 49 Öffentlich-rechtliche Rückgabeansprüche
- § 50 Rückgabeanspruch eines Mitgliedstaates
- § 51 Rückgabeanspruch wegen Verstoßes gegen das Recht der Europäischen Union
- § 52 Rückgabeanspruch eines Vertragsstaates
- § 53 Rückgabeanspruch nach der Haager Konvention
- § 54 Anzuwendendes Zivilrecht
- § 55 Befristung und Verjährung des Rückgabeanspruchs
- § 56 Beginn der Verjährung
- § 57 Hemmung und Neubeginn der Verjährung und Erlösensfristen

Abschnitt 2**Rückgabeverfahren**

- § 58 Grundsatz der Rückgabe
- § 59 Rückgabeersuchen
- § 60 Kollidierende Rückgabeersuchen
- § 61 Aufgaben der Länder
- § 62 Aufgaben der obersten Bundesbehörden
- § 63 Zulässigkeit der Klage auf Rückgabe
- § 64 Kosten der behördlichen Sicherstellung
- § 65 Kosten der Rückgabe und Erhaltungsmaßnahmen

Abschnitt 3**Entschädigung und Erstattungsanspruch**

- § 66 Entschädigung bei Rückgabe
- § 67 Höhe der Entschädigung
- § 68 Erstattungsanspruch des ersuchenden Mitglied- oder Vertragsstaates

Kapitel 6**Rückgabe unrechtmäßig
ausgeführten Kulturgutes**

- § 69 Rückgabeanspruch gegenüber Mitgliedstaaten
- § 70 Rückgabeanspruch gegenüber Vertragsstaaten
- § 71 Kosten
- § 72 Eigentum an zurückgegebenem Kulturgut

Kapitel 7**Rückgabebezug
im internationalen Leihverkehr**

- § 73 Rechtsverbindliche Rückgabebezug
- § 74 Erteilung der rechtsverbindlichen Rückgabebezug
- § 75 Verlängerung
- § 76 Wirkung

Kapitel 8**Datenschutz, gemeinsames Verfahren, Zoll**

- § 77 Erhebung und Verarbeitung von Informationen einschließlich personenbezogener Daten
- § 78 Übermittlung von Informationen einschließlich personenbezogener Daten an die zuständige Behörde
- § 79 Gemeinsames Verfahren von Bund und Ländern
- § 80 Übermittlung von Informationen einschließlich personenbezogener Daten an Mitgliedstaaten und Vertragsstaaten
- § 81 Mitwirkung der Zollbehörden, Anhaltung von Kulturgut
- § 82 Anmeldepflicht bei Ein- und Ausfuhr im Kulturgutverkehr mit Drittstaaten

Kapitel 9**Straf- und Bußgeldvorschriften**

- § 83 Strafvorschriften
- § 84 Bußgeldvorschriften
- § 85 Einziehung und erweiterter Verfall
- § 86 Besondere Voraussetzung der Verwertung von Kulturgut
- § 87 Aufgaben und Befugnisse der Zollbehörden
- § 88 Straf- und Bußgeldverfahren

Kapitel 10**Evaluierung, Übergangs-
und Ausschlussvorschriften**

- § 89 Evaluierung
- § 90 Fortgeltung und Befristung bisherigen Abwanderungsschutzes
- § 91 Ausschluss abweichenden Landesrechts

Kapitel 1**Allgemeine Bestimmungen****§ 1****Anwendungsbereich**

Das Gesetz regelt

1. den Schutz nationalen Kulturgutes gegen Abwanderung,
2. die Ein- und Ausfuhr von Kulturgut,
3. das Inverkehrbringen von Kulturgut,
4. die Rückgabe unrechtmäßig eingeführten Kulturgutes,
5. die Rückgabe unrechtmäßig ausgeführten Kulturgutes und
6. die Rückgabebezug im internationalen Leihverkehr.

§ 2**Begriffsbestimmungen**

(1) Im Sinne dieses Gesetzes ist oder sind

1. „archäologisches Kulturgut“ bewegliche Sachen oder Sachgesamtheiten, die von Menschen geschaffen oder bearbeitet wurden oder Aufschluss über menschliches Leben in vergangener Zeit geben, sich im Boden oder in einem Gewässer befinden oder befunden haben oder bei denen aufgrund der Gesamtumstände dies zu vermuten ist,
2. „Ausfuhr“ die Verbringung von Kulturgut aus dem Bundesgebiet,
3. „Drittstaat“ jeder Staat, der kein Mitgliedstaat der Europäischen Union ist,
4. „Eigenbesitzer“ die Person, die die tatsächliche Sachherrschaft über das Kulturgut für sich selbst ausübt,
5. „Einfuhr“ die Verbringung von Kulturgut in das Bundesgebiet,
6. „Fremdbesitzer“ die Person, die die tatsächliche Sachherrschaft über das Kulturgut für andere ausübt,
7. „Haager Konvention“ die Haager Konvention vom 14. Mai 1954 zum Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten (BGBl. 1967 II S. 1233, 1235),
8. „Herkunftsstaat“ ein Mitgliedstaat oder Vertragsstaat, in dem das Kulturgut entstanden ist oder

der eine so enge Beziehung zu dem Kulturgut hat, dass er es zum Zeitpunkt der Verbringung aus seinem Hoheitsgebiet als nationales Kulturgut unter Schutz gestellt hat,

9. „Inverkehrbringen“ von Kulturgut das Anbieten, das Verkaufen, die Vermittlung, der Vertrieb, das Absetzen, die unentgeltliche Weiter- oder Abgabe zum Zweck der wirtschaftlichen Verwertung oder die wirtschaftliche Verwertung in sonstiger Weise im eigenen oder fremden Namen,
 10. „Kulturgut“ jede bewegliche Sache oder Sachgesamtheit von künstlerischem, geschichtlichem oder archäologischem Wert oder aus anderen Bereichen des kulturellen Erbes, insbesondere von paläontologischem, ethnographischem, numismatischem oder wissenschaftlichem Wert,
 11. „Kulturgut bewahrende Einrichtung“ jede Einrichtung im Bundesgebiet, deren Hauptzweck die Bewahrung und Erhaltung von Kulturgut und die Sicherung des Zugangs der Öffentlichkeit zu diesem Kulturgut ist, insbesondere Museen, Bibliotheken und Archive,
 12. „Mitgliedstaat“ jeder Mitgliedstaat der Europäischen Union außer der Bundesrepublik Deutschland,
 13. „Protokoll zur Haager Konvention“ das Protokoll zur Konvention vom 14. Mai 1954 zum Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten (BGBl. 1967 II S. 1233, 1300),
 14. „rechtswidrig ausgegraben“ ein Kulturgut, wenn es unter Verstoß gegen eine inländische oder ausländische Rechtsvorschrift zum Schutz von archäologischem oder paläontologischem Kulturgut, insbesondere ohne eine nach einer solchen Rechtsvorschrift erforderliche Genehmigung, ausgegraben worden ist,
 15. „Rückgabe“ die Verbringung des Kulturgutes in das Hoheitsgebiet des ersuchenden Staates zur Erfüllung eines Rückgabeanpruchs,
 16. „Sachgesamtheit“ mehrere zusammengehörige Kulturgüter, insbesondere Archivbestände, Bibliotheksbestände, Nachlässe, Sammlungen oder Teile davon,
 17. „UNESCO-Übereinkommen“ das Übereinkommen über Maßnahmen zum Verbot und zur Verhütung der rechtswidrigen Einfuhr, Ausfuhr und Übereignung von Kulturgut (BGBl. 2007 II S. 626, 627),
 18. die Verbringung von Kulturgut
 - a) „vorübergehend“, wenn sie für einen von Anfang an befristeten Zeitraum von höchstens fünf Jahren erfolgt,
 - b) „dauerhaft“, wenn sie für einen Zeitraum von mehr als fünf Jahren erfolgt,
 19. „Vertragsstaat“ jeder andere Staat außer der Bundesrepublik Deutschland, für den das UNESCO-Übereinkommen bindend ist,
 20. „Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes“ ein Verzeichnis eines Landes, in das es Kulturgut als national wertvoll einträgt.
- (2) Keine Ein- und Ausfuhr im Sinne dieses Gesetzes ist
1. die Herausgabe von Kulturgut durch Rechtshilfe im Sinne des § 66 des Gesetzes über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen in der Fassung der Be-

kanntmachung vom 27. Juni 1994 (BGBl. I S. 1537), das zuletzt durch Artikel 163 der Verordnung vom 31. August 2015 (BGBl. I S. 1474) geändert worden ist,

2. die Rückgabe von unrechtmäßig verbrachtem Kulturgut nach Kapitel 5 und
3. die Rückgabe von Kulturgut an einen anderen Staat oder aus einem ausländischen Staat aufgrund bilateraler völkerrechtlicher Vereinbarungen.

§ 3

Zuständige Behörden

(1) Zuständige Behörden im Sinne dieses Gesetzes sind die zuständigen Behörden der Länder, soweit in diesem Gesetz nichts anderes bestimmt ist. Die Länder benennen die zuständigen Behörden durch Gesetz oder Rechtsverordnung.

(2) Die zentrale Stelle der Bundesrepublik Deutschland im Sinne des Artikels 4 der Richtlinie 2014/60/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über die Rückgabe von unrechtmäßig aus dem Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats verbrachten Kulturgütern und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012 (Neufassung) (ABl. L 159 vom 28.5.2014, S. 1), die durch die Berichtigung der Richtlinie 2014/60/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über die Rückgabe von unrechtmäßig aus dem Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats verbrachten Kulturgütern und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012 (ABl. L 147 vom 12.6.2015, S. 24) berichtigt worden ist, für die Kontaktaufnahme und Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten ist die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde.

§ 4

Internetportal zum Kulturgutschutz

(1) Die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde ist verpflichtet, ein zentrales Internetportal zum Kulturgutschutz zu errichten und zu unterhalten. Das Internetportal dient insbesondere der Unterrichtung der Öffentlichkeit und der Herstellung von Transparenz im Kulturgutschutz, namentlich durch die

1. Darstellung der Aufgaben und Ziele des Kulturgutschutzes,
2. Darstellung der nationalen und internationalen Rechtsgrundlagen des Kulturgutschutzes,
3. Unterstützung der Verwaltungsverfahren etwa durch Bereitstellung von Formularen und Leitfäden,
4. Datenbank zur Dokumentation geschützten Kulturgutes und
5. Information über zuständige Behörden und Ansprechpartner.

(2) Die Datenbereitstellung im Internet erfolgt durch die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde und die zuständigen obersten Landesbehörden in deren jeweiliger Verantwortlichkeit.

(3) Bund und Länder richten einen Verwaltungsausschuss zur koordinierten Erfüllung der maßgeblichen Aufgaben nach diesem Gesetz und zur Gewährleistung der einheitlichen Verwaltungspraxis der Länder ein, insbesondere zur

1. Beschlussfassung über Grundsätze der Veröffentlichung der Verzeichnisse national wertvollen Kulturgutes nach § 16,
2. Beschlussfassung über Grundsätze des gemeinsamen Verfahrens nach § 79 und
3. Zusammenarbeit zwischen Bund und Ländern.

Der Verwaltungsausschuss berät darüber hinaus die oberste für Kultur und Medien zuständige Bundesbehörde bei dem Betrieb des Internetportals. Ihm gehören zwei Vertreter oder Vertreterinnen der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde und ein Vertreter oder eine Vertreterin jedes Landes an.

(4) Der Verwaltungsausschuss trifft seine Beschlüsse mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Entscheidungen über Fragen, die nicht die Aufgaben der Länder nach diesem Gesetz betreffen, kann ein Beschluss nicht gegen die Stimmen der Vertreter der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde getroffen werden. Die Beschlüsse sind verbindlich für alle Länder, wenn sie mit einer Mehrheit von drei Vierteln der abgegebenen Stimmen getroffen werden. Ein Mehrheitsbeschluss im schriftlichen Verfahren ist möglich, wenn nicht drei Viertel der Mitglieder des Verwaltungsausschusses dem widersprechen.

(5) Zur Klärung weiterer Verfahrensfragen und zur Regelung der Aufgaben im Einzelnen gibt sich der Verwaltungsausschuss eine Geschäftsordnung.

Kapitel 2

Schutz von Kulturgut vor Abwanderung

Abschnitt 1 **Unterschutzstellen** **des nationalen Kulturgutes**

§ 5

Grundsatz

Nationales Kulturgut unterliegt als Teil des kulturellen Erbes Deutschlands dem Schutz gegen Abwanderung aus dem Bundesgebiet nach diesem Gesetz.

§ 6

Nationales Kulturgut

- (1) Nationales Kulturgut ist Kulturgut, das
1. in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen ist,
2. sich in öffentlichem Eigentum und im Bestand einer öffentlich-rechtlichen Kulturgut bewahrenden Einrichtung befindet,
3. sich im Eigentum und im Bestand einer Kulturgut bewahrenden Einrichtung befindet, die überwiegend durch Zuwendungen der öffentlichen Hand finanziert wird, oder
4. Teil einer Kunstsammlung des Bundes oder der Länder ist.

(2) Nur mit Zustimmung des Verleihers oder Deponenten gegenüber der zuständigen Behörde gilt Kulturgut in einer öffentlich-rechtlichen Kulturgut bewahrenden Einrichtung oder einer solchen, die überwiegend durch Zuwendungen der öffentlichen Hand finanziert wird, für die Dauer des Leih- oder Depositavertrages

vorübergehend ebenfalls als nationales Kulturgut. Der Verleiher oder der Deponent kann seine Zustimmung jederzeit widerrufen. Die Einrichtung hat den Verleiher oder Deponenten über die Rechtsfolgen des Verzichts auf den Schutz als nationales Kulturgut nach den §§ 69 und 70 zu unterrichten. Dieser Schutz endet mit der Kündigung oder mit dem Ablauf des Leih- oder Depositavertrages.

§ 7

Eintragung in ein **Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes**

(1) Kulturgut ist von der obersten Landesbehörde in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes einzutragen, wenn

1. es besonders bedeutsam für das kulturelle Erbe Deutschlands, der Länder oder einer seiner historischen Regionen und damit identitätsstiftend für die Kultur Deutschlands ist und
2. seine Abwanderung einen wesentlichen Verlust für den deutschen Kulturbesitz bedeuten würde und deshalb sein Verbleib im Bundesgebiet im herausragenden kulturellen öffentlichen Interesse liegt.

Werke lebender Urheber oder Hersteller dürfen nur mit deren Zustimmung eingetragen werden.

(2) Eine Sachgesamtheit ist auch dann nach Absatz 1 in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes einzutragen, wenn die Sachgesamtheit als solche, nicht aber zwingend ihre einzelnen Bestandteile die Kriterien nach Absatz 1 erfüllen. Einer Eintragung steht nicht entgegen, wenn eine Sachgesamtheit

1. teilweise zerstört ist,
2. an unterschiedlichen Orten im Inland aufbewahrt ist oder
3. teilweise im Ausland aufbewahrt ist.

(3) Zuständig für die Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes ist die oberste Landesbehörde des Landes, in dem sich das Kulturgut zum Zeitpunkt der Einleitung des Eintragungsverfahrens befindet. Die Zuständigkeit bleibt bestehen, bis die Entscheidung über die Eintragung unanfechtbar geworden ist.

(4) Die Eintragung von Kulturgut im Eigentum der Kirchen und der als Körperschaften des öffentlichen Rechts anerkannten Religionsgemeinschaften richtet sich nach § 9.

§ 8

Nachträgliche Eintragung

(1) Ist Kulturgut unter Verstoß gegen § 24 ausgeführt worden, so kann es von der zuständigen obersten Landesbehörde auch nach der Ausfuhr in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen werden, wenn die Voraussetzungen nach § 7 Absatz 1 und 2 erfüllt sind.

(2) Die örtliche Zuständigkeit für die Eintragung richtet sich nach dem Ort der letzten dauerhaften Belegenheit im Bundesgebiet. Ist dieser Ort nicht feststellbar, bestimmt die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde die zuständige oberste Landesbehörde. Dabei hat sie die besondere Verbindung des Kultur-

gutes mit einem Land aus historischen oder anderen Gründen zu berücksichtigen.

(3) Die Befugnis zur nachträglichen Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes endet, wenn die zuständige oberste Landesbehörde das Eintragsverfahren nicht innerhalb eines Jahres eingeleitet hat, nachdem sie von der unrechtmäßigen Ausfuhr und dem Ort der neuen Belegenheit Kenntnis erlangt hat.

(4) Mit der Einleitung des Eintragsverfahrens gilt das Kulturgut nach Absatz 1 als nationales Kulturgut, bis die Entscheidung über die Eintragung unanfechtbar geworden ist.

§ 9

Kulturgut im Eigentum der Kirchen und Religionsgemeinschaften

(1) Die Kirchen und die als Körperschaften des öffentlichen Rechts anerkannten Religionsgemeinschaften können bei der zuständigen obersten Landesbehörde beantragen, dass Kulturgut, das sich in ihrem Eigentum befindet, in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen wird. § 7 Absatz 1 und 2 ist entsprechend anzuwenden.

(2) Bei einer nachträglichen Eintragung nach § 8 kann der Antrag nur innerhalb der Frist nach § 8 Absatz 3 gestellt werden. Die zuständige oberste Landesbehörde unterrichtet unverzüglich die Kirche oder die als Körperschaft des öffentlichen Rechts anerkannte Religionsgemeinschaft, wenn sie von Umständen Kenntnis erhält, die einen Antrag nach Absatz 1 ermöglichen.

(3) Die Kirchen und die als Körperschaften des öffentlichen Rechts anerkannten Religionsgemeinschaften können bei den obersten Landesbehörden beantragen, dass für einzelne Sachgesamtheiten ihrer Kulturgut bewahrenden Einrichtungen und für das Inventar ihrer liturgischen Räume § 6 Absatz 1 Nummer 3 entsprechend anzuwenden ist mit der Maßgabe, dass an die Stelle der Finanzierung durch die öffentliche Hand die Finanzierung durch die Kirchen oder Religionsgemeinschaften tritt.

§ 10

Ausnahmen zur Eintragung von Kulturgut bei Leihgaben aus dem Ausland und nach Rückkehr in das Bundesgebiet

(1) Für ehemals im Bundesgebiet belegenes Kulturgut, das sich mehr als fünf Jahre vor dem 6. August 2016 außerhalb des Bundesgebietes befunden hat und nach dem 6. August 2016 wieder in das Bundesgebiet eingeführt werden soll, kann die zuständige oberste Landesbehörde, wenn eine Eintragung nach § 7 in Betracht kommt, auf Antrag einer Kulturgut bewahrenden Einrichtung vor der Einfuhr dem Eigentümer des Kulturgutes zusichern, dass das Kulturgut nicht nach § 7 in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen wird, sofern der Eigentümer die Gewähr dafür bietet, dass das Kulturgut für mindestens fünf Jahre

1. sich ohne Unterbrechung im Bundesgebiet befinden wird und

2. bei der antragstellenden Einrichtung als Leihgabe öffentlich ausgestellt oder für die Forschung zugänglich gemacht wird.

(2) Die oberste Landesbehörde kann die Zusicherung davon abhängig machen, dass die Kulturgut bewahrende Einrichtung nach Absatz 1 mit dem Eigentümer des Kulturgutes einen Vertrag über einen möglichen Ankauf des Kulturgutes schließt.

(3) Die Zusicherung nach Absatz 1 ist von der zuständigen obersten Landesbehörde mit Nebenbestimmungen zu versehen, die sicherstellen, dass die Voraussetzungen nach Absatz 1 Nummer 1 und 2 eingehalten werden. Weitere Nebenbestimmungen sind zulässig.

(4) Die zuständige oberste Landesbehörde kann über die Zusicherung nach Absatz 1 auch einen öffentlich-rechtlichen Vertrag mit dem Eigentümer schließen.

(5) Wird Kulturgut nach Ablauf des vereinbarten Zeitraums nach Absatz 1 ausgeführt, so unterliegt es nicht der Genehmigungspflicht nach § 24 Absatz 1 Nummer 2.

(6) Wird Kulturgut unter Verstoß gegen die Nebenbestimmungen zur Zusicherung nach Absatz 1 oder gegen den nach Absatz 4 geschlossenen öffentlich-rechtlichen Vertrag ausgeführt, gilt das Kulturgut als unrechtmäßig ausgeführt. Dies gilt auch dann, wenn der Eigentümer bei der Ausfuhr gegen eine Vereinbarung verstößt, die er mit der zuständigen Behörde oder mit einer Kulturgut bewahrenden Einrichtung nach Absatz 1 getroffen hat.

(7) Wird ein Leihvertrag zwischen einem Verleiher mit nicht nur vorübergehendem Wohnsitz oder Sitz im Ausland und einer Kulturgut bewahrenden Einrichtung im Inland abgeschlossen, so kann die zuständige oberste Landesbehörde außer in den Fällen einer Rückkehr des Kulturgutes nach Absatz 1 auf Antrag des Entleihers dem Verleiher vor der Einfuhr des Kulturgutes schriftlich zusichern, dass für die Dauer von bis zu sechs Monaten nach Ende des Leihvertrages kein Verfahren zur Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingeleitet wird. Auf Kulturgut, das sich vor dem 6. August 2016 auf der Grundlage eines Leihvertrages im Sinne des Satzes 1 im Inland befindet, findet § 7 Absatz 1 und 2 ebenfalls für die Dauer von bis zu sechs Monaten nach Ablauf des Leihvertrages keine Anwendung. Die Ausfuhr bis zu sechs Monate nach Beendigung eines Leihvertrages nach den Sätzen 1 und 2 unterliegt nicht der Genehmigungspflicht nach § 24 Absatz 1 Nummer 2.

§ 11

Ortswechsel von eingetragenen Kulturgut

(1) Wird Kulturgut, das in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen ist, für weniger als ein Jahr von einem Land in ein anderes Land verbracht, so behält die Eintragung in das Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes ihre Wirkung.

(2) Wird Kulturgut, das in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen ist, für mehr als ein Jahr in ein anderes Land verbracht, so wird es in das Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes des Landes übertragen, in das es verbracht worden ist. Der unmit-

telbare Besitzer hat den Ortswechsel und den Zeitpunkt des Ortswechsels der nunmehr zuständigen obersten Landesbehörde schriftlich oder elektronisch mitzuteilen.

§ 12

Steuerliche Begünstigung von national wertvollem Kulturgut, Ausgleich bei Verkauf infolge wirtschaftlicher Notlage

(1) Kulturgut, das in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen ist, wird bei der Heranziehung zu Steuern begünstigt nach

1. § 13 Absatz 1 Nummer 2 Buchstabe b Doppelbuchstabe bb des Erbschaftsteuer- und Schenkungsteuergesetzes in der Fassung des Artikels 8 des Gesetzes vom 31. Juli 2016 (BGBl. I S. 1914) sowie
2. § 10g des Einkommensteuergesetzes in der Fassung des Artikels 7 des Gesetzes vom 31. Juli 2016 (BGBl. I S. 1914).

(2) Wird die Genehmigung zur dauerhaften Ausfuhr nach § 23 rechtskräftig versagt und ist der Eigentümer national wertvollen Kulturgutes infolge wirtschaftlicher Notlage zum Verkauf gezwungen, so hat die oberste Landesbehörde des Landes, in dem sich das Kulturgut befindet, im Einvernehmen mit der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde auf einen billigen Ausgleich unter Berücksichtigung der Steuervorteile nach Absatz 1 hinzuwirken.

§ 13

Löschung der Eintragung

(1) Haben sich die das Kulturgut betreffenden Umstände, die zur Eintragung des Kulturgutes in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes geführt haben, wesentlich verändert, so kann die Eintragung von Amts wegen oder auf Antrag des Eigentümers von der obersten Landesbehörde gelöscht werden.

(2) Eine Änderung wesentlicher Umstände nach Absatz 1 ist stets gegeben, wenn rechtskräftig oder durch eine abschließende Regelung der Beteiligten im Hinblick auf einen Entzug festgestellt ist, dass das Kulturgut zwischen dem 30. Januar 1933 und dem 8. Mai 1945 aufgrund der Verfolgung durch den Nationalsozialismus einem früheren Eigentümer entzogen worden ist und es aus dem Bundesgebiet ausgeführt werden soll, um es an außerhalb des Bundesgebietes lebende ursprüngliche Eigentümer oder deren dort lebende Rechtsnachfolger zurückzugeben.

(3) Ist Kulturgut nach § 11 Absatz 2 in das Verzeichnis eines anderen Landes übertragen worden, so gibt die oberste Landesbehörde vor ihrer Entscheidung über die Löschung der ursprünglich für die Eintragung zuständigen obersten Landesbehörde die Gelegenheit zur Stellungnahme.

(4) Für das Verfahren zur Löschung der Eintragung ist § 14 Absatz 1 bis 5 entsprechend anzuwenden.

Abschnitt 2 Verfahren und Mitwirkungspflichten; Veröffentlichung

§ 14

Eintragungsverfahren

(1) Die Einleitung des Verfahrens auf Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes erfolgt von Amts wegen oder auf Antrag des Eigentümers. Der Antrag ist an die oberste Landesbehörde zu richten und muss folgende Angaben enthalten

1. die Bezeichnung des Kulturgutes,
2. den Namen und die Anschrift des Eigentümers und des Besitzers,
3. die Belegenheit zum Zeitpunkt der Antragstellung und
4. die Begründung der Eintragungsvoraussetzungen nach § 7 Absatz 1 Satz 1 Nummer 1 und 2.

(2) Die obersten Landesbehörden berufen Sachverständigenausschüsse, die keiner Weisung unterliegen. Diese bestehen aus fünf Sachverständigen und werden für die Dauer von fünf Jahren berufen, wobei Wiederberufungen möglich sind. Bei der Berufung sind sachkundige Personen aus dem Kreis der Kulturgut bewahrenden Einrichtungen, der Wissenschaft, des Kunsthandels und Antiquariats sowie der privaten Sammlerinnen und Sammler zu berücksichtigen. Verbände und Organisationen aus diesen Bereichen können Vorschläge für die Berufung einreichen. Eine der sachkundigen Personen ist auf Vorschlag der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde zu berufen. Die Zusammensetzung der Sachverständigenausschüsse der Länder ist im Internetportal nach § 4 zu veröffentlichen. Die Ausschüsse können vor ihrer Entscheidung auch externe sachkundige Personen anhören.

(3) Kulturgut darf nur im Benehmen mit dem Sachverständigenausschuss eingetragen werden. Die zuständige oberste Landesbehörde hat nach Herstellung des Benehmens mit dem Sachverständigenausschuss und vor ihrer Sachentscheidung den Eigentümer des Kulturgutes zu hören.

(4) Die zuständige oberste Landesbehörde gibt vor ihrer Entscheidung über die Eintragung in ihr Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes anderen Ländern die Gelegenheit zur Stellungnahme, sofern das Kulturgut zu diesen Ländern insbesondere aus historischen Gründen eine besondere Verbindung hat.

(5) Zur Wahrung eines gesamtstaatlichen Interesses kann auch die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde die Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes beantragen.

(6) Das Eintragungsverfahren endet mit der Entscheidung der zuständigen obersten Landesbehörde über die Eintragung. Erfolgt diese Entscheidung nicht binnen sechs Monaten nach Einleitung des Verfahrens, so gilt das Verfahren als ohne Eintragung beendet. Verhandlungen des Eigentümers mit der zuständigen obersten Landesbehörde, Rechtsmittel des Eigentümers im Verfahren sowie in begründeten Ausnahmefällen bei der Einholung externen Sachverständigen nach Absatz 2 Satz 7 hemmen die Frist. Die Frist ist ferner gehemmt, wenn der Eigentümer seinen Mitwirkungs-

pflichten nach § 15 nicht nachkommt oder das Verfahren sonst verzögert. Ist das Verfahren ohne Eintragung beendet und die Beendigung nach § 17 bekannt gemacht worden, so kann ein erneutes Verfahren zur Eintragung, auch in einem anderen Land, nur eingeleitet werden, wenn sich die Umstände, die zur Beendigung des Verfahrens geführt haben, wesentlich verändert haben.

(7) Der Eigentümer kann, sofern er nachweist, dass das Kulturgut die Alters- und Wertgrenzen der in § 24 Absatz 1 Nummer 1 in Bezug genommenen Verordnung übersteigt, entsprechend Absatz 1 auch unter Darlegung seines berechtigten Interesses und der Versicherung der Vollständigkeit und Wahrheit seiner Angaben beantragen, dass die zuständige Behörde verbindlich feststellt, dass die Voraussetzungen der Eintragung in das Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes nicht vorliegen. Die zuständige Behörde kann den nach Absatz 2 berufenen Sachverständigenausschuss beteiligen. Die Absätze 4 und 6 Satz 5 gelten entsprechend. Die Ausfuhr von Kulturgut, für das eine solche verbindliche Feststellung vorliegt, unterliegt nicht der Genehmigungspflicht nach § 24 Absatz 1 Nummer 2.

§ 15

Mitwirkungspflichten während des Eintragsverfahrens

(1) Im Verfahren zur Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes ist der Eigentümer, hilfsweise der unmittelbare Besitzer, verpflichtet, der obersten Landesbehörde

1. die zur eindeutigen Identifizierung des Kulturgutes erforderlichen Angaben, die Eigentumsverhältnisse und den Aufbewahrungsort mitzuteilen,
2. geeignete Abbildungen des Kulturgutes zur Verfügung zu stellen oder deren Herstellung durch die zuständige oberste Landesbehörde oder eines oder einer durch sie Beauftragten zu gestatten und
3. nicht ausschließliche, zeitlich unbefristete, weltweite Rechte zur Vervielfältigung und öffentlichen Zugänglichmachung der identifizierenden Angaben sowie der Abbildungen zur Nutzung für das Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes einzuräumen oder zu übertragen.

Urheberrechtliche Vorschriften bleiben unberührt.

(2) Der Eigentümer, hilfsweise der unmittelbare Besitzer, ist während des Eintragsverfahrens verpflichtet, jede Änderung der mitgeteilten Angaben nach Absatz 1 Satz 1 Nummer 1 unverzüglich der obersten Landesbehörde mitzuteilen.

§ 16

Führung und Veröffentlichung der Verzeichnisse national wertvollen Kulturgutes

(1) Die Länder führen ihre Verzeichnisse national wertvollen Kulturgutes in dem gemeinsamen Verfahren nach § 79 Absatz 1 Satz 1 und veröffentlichen sie zentral und länderübergreifend im Internetportal nach § 4.

(2) Personenbezogene Daten des Eigentümers oder des Besitzers und der Ort der Belegenheit des eingetragenen Kulturgutes dürfen nicht veröffentlicht werden. Dies gilt nicht, soweit diese Angaben für die eindeutige Bezeichnung des Kulturgutes erforderlich sind.

(3) Die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde hat bei der Veröffentlichung durch organisatorische und dem jeweiligen Stand der Technik entsprechende technische Maßnahmen sicherzustellen, dass die Eintragungen während ihrer Veröffentlichung unversehrt, vollständig sowie aktuell bleiben und jederzeit ihrem Ursprung nach zugeordnet werden können.

(4) Für den Zugang zu einer Veröffentlichung ist § 15 Absatz 2 Satz 1 bis 3 des E-Government-Gesetzes entsprechend anzuwenden.

(5) Einzelheiten der Führung und Veröffentlichung der Verzeichnisse werden durch für alle Länder verbindliche Beschlüsse des Verwaltungsausschusses nach § 4 Absatz 4 geregelt.

§ 17

Öffentliche Bekanntmachung

(1) Die zuständige oberste Landesbehörde hat jede Einleitung und jede Beendigung eines Verfahrens zur Eintragung, jede Eintragung, jede Löschung oder jede sonstige Änderung einer Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes öffentlich im Bundesanzeiger bekannt zu machen und den Beteiligten mitzuteilen.

(2) § 16 Absatz 2 ist entsprechend anzuwenden.

Abschnitt 3

Beschädigungsverbot und Mitteilungspflicht

§ 18

Beschädigungsverbot

(1) Es ist verboten, Kulturgut, das in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen ist, zu zerstören, zu beschädigen oder dessen Erscheinungsbild nicht nur unerheblich und nicht nur vorübergehend zu verändern, sofern dieses nicht zur fachgerechten Konservierung und Restaurierung oder zur Forschung nach anerkannten wissenschaftlichen Standards erfolgt. § 304 Absatz 1 und 2 des Strafgesetzbuches bleibt unberührt.

(2) Absatz 1 gilt auch, wenn für ein Kulturgut das Verfahren zur Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingeleitet ist.

§ 19

Mitteilungspflichten

(1) Der unmittelbare Besitzer eines Kulturgutes, das in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingetragen ist, ist verpflichtet, der zuständigen obersten Landesbehörde unverzüglich das Abhandenkommen, die Zerstörung, die Beschädigung oder die nicht nur unerhebliche und nicht nur vorübergehende Veränderung des Erscheinungsbildes des Kulturgutes mitzuteilen. Bei Besitzwechsel ist der neue, hilfsweise der frühere unmittelbare Besitzer, zur Mitteilung verpflichtet.

(2) Sind der Eigentümer und der unmittelbare Besitzer des Kulturgutes nicht dieselbe Person, so gilt die Mitteilungspflicht nach Absatz 1 hilfsweise auch für den Eigentümer.

(3) Bei einem Eigentumswechsel ist der neue Eigentümer des Kulturgutes, hilfsweise der frühere Eigentümer, verpflichtet, der zuständigen obersten Landesbehörde diesen Eigentumswechsel unverzüglich mitzuteilen.

(4) Die Absätze 1 bis 3 sind entsprechend anzuwenden, wenn für ein Kulturgut das Verfahren zur Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingeleitet ist.

Kapitel 3 Kulturgutverkehr

Abschnitt 1 Grundsatz

§ 20 Kulturgutverkehrsfreiheit

Kulturgut kann ein- oder ausgeführt sowie in Verkehr gebracht werden, soweit nicht dieses Gesetz oder andere Rechtsvorschriften, insbesondere unmittelbar geltende Rechtsakte der Europäischen Union, Verbote oder Beschränkungen vorsehen.

Abschnitt 2 Ausfuhr

§ 21 Ausfuhrverbot

Die Ausfuhr von Kulturgut ist verboten, wenn

1. für das Kulturgut das Verfahren zur Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingeleitet worden ist und die Entscheidung über die Eintragung noch nicht unanfechtbar geworden ist,
2. für das Kulturgut keine nach den §§ 22, 23, 24, 27 Absatz 1 bis 3 erforderliche Genehmigung vorliegt oder nach den §§ 25, 26 oder § 27 Absatz 4 erteilt worden ist,
3. das Kulturgut nach § 32 Absatz 1 unrechtmäßig eingeführt worden ist,
4. das Kulturgut nach § 33 Absatz 1 sichergestellt ist oder
5. das Kulturgut nach § 81 Absatz 4 angehalten wird.

§ 22 Genehmigung der vorübergehenden Ausfuhr von nationalem Kulturgut

(1) Genehmigungspflichtig ist die vorübergehende Ausfuhr von nationalem Kulturgut nach § 6 in einen Mitgliedstaat oder Drittstaat.

(2) Die Genehmigung ist zu erteilen, wenn der Antragsteller die Gewähr dafür bietet, dass das zur Ausfuhr bestimmte Kulturgut in unbeschadetem Zustand und fristgerecht in das Bundesgebiet wieder eingeführt wird.

(3) Zuständig für die Erteilung der Genehmigung ist die oberste Landesbehörde des Landes, in dessen Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes das Kulturgut nach § 6 Absatz 1 Nummer 1 eingetragen ist oder in dem sich das Kulturgut nach § 6 Absatz 1 Nummer 2 und 3 zum Zeitpunkt der Antragstellung befindet. Ist

der Antragsteller eine juristische Person mit mehreren Sitzen, so ist sein Hauptsitz im Bundesgebiet für die örtliche Zuständigkeit maßgeblich. Die oberste Landesbehörde kann die Zuständigkeit nach Maßgabe des Landesrechts auf eine andere Landesbehörde übertragen.

(4) Die Ausfuhrgenehmigung kann der Eigentümer oder ein bevollmächtigter Dritter beantragen.

(5) Eine durch Drohung, Bestechung oder Kollusion erwirkte oder durch unrichtige oder unvollständige Angaben ersichene Genehmigung ist nichtig.

§ 23 Genehmigung der dauerhaften Ausfuhr von nationalem Kulturgut

(1) Genehmigungspflichtig ist die dauerhafte Ausfuhr von nationalem Kulturgut nach § 6 in einen Mitgliedstaat oder einen Drittstaat.

(2) Die Genehmigung ist zu versagen, wenn bei Abwägung der Umstände des Einzelfalls wesentliche Belange des deutschen Kulturgutbesitzes überwiegen.

(3) Die Genehmigung ist zu erteilen, wenn rechtskräftig oder durch eine abschließende Regelung der Beteiligten im Hinblick auf einen Entzug festgestellt ist, dass das Kulturgut zwischen dem 30. Januar 1933 und dem 8. Mai 1945 einem früheren Eigentümer aufgrund der Verfolgung durch den Nationalsozialismus entzogen worden ist und es aus dem Bundesgebiet ausgeführt werden soll, um es an außerhalb des Bundesgebietes lebende ursprüngliche Eigentümer oder deren dort lebende Rechtsnachfolger zurückzugeben.

(4) Zuständig für die Erteilung der Genehmigung ist die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde. Vor der Entscheidung hört sie die zuständige oberste Landesbehörde und einen Sachverständigenausschuss an. Hinsichtlich der Zusammensetzung des Sachverständigenausschusses ist § 14 Absatz 2 entsprechend anzuwenden. Im Falle eines Ortswechsels nach § 11 Absatz 2 ist auch die ursprünglich für die Eintragung zuständige oberste Landesbehörde anzuhören.

(5) Mit der Genehmigung der dauerhaften Ausfuhr endet die Unterschutzstellung nach § 6 Absatz 1. Eingetragenes Kulturgut ist nach der Ausfuhr von der zuständigen obersten Landesbehörde aus dem Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes zu löschen.

(6) Wird die Genehmigung zur dauerhaften Ausfuhr von eingetragenen Kulturgut abgelehnt, so unterrichtet die oberste für Kultur und Medien zuständige Bundesbehörde die nach Absatz 4 angehörten obersten Landesbehörden. Auf Antrag des Eigentümers klären die oberste für Kultur und Medien zuständige Bundesbehörde und die nach Satz 1 unterrichteten Landesbehörden unter organisatorischer Leitung der Kulturstiftung der Länder binnen zwölf Monaten die nach Abwägung der beteiligten Interessen angemessenen Bedingungen für einen möglichen Ankauf des Kulturgutes durch oder für eine Kulturgut bewahrende Einrichtung im Bundesgebiet, die das Kulturgut der Öffentlichkeit zugänglich macht. Zur Klärung dieser Bedingungen gehören insbesondere

1. die Klärung, zum Bestand welcher Kulturgut bewahrenden Einrichtung das Kulturgut passen würde,

2. die Festlegung eines angemessenen Preises unter Berücksichtigung der Steuervorteile des Eigentümers nach § 12 Absatz 1 oder sonstiger Vorteile des Eigentümers,
3. die Klärung ob und gegebenenfalls wann und in welcher Höhe eine Kulturgut bewahrende Einrichtung nach Nummer 1 Fördermittel für einen Ankauf aus öffentlichen und privaten Mitteln erhalten könnte,
4. die sonstigen Modalitäten eines möglichen Ankaufes.

Für die Festlegung eines angemessenen Preises nach Satz 3 Nummer 2 zieht die Kulturstiftung der Länder externen Sachverstand heran.

(7) Sind die Bedingungen eines Ankaufes nach Absatz 6 geklärt, kann eine Kulturgut bewahrende Einrichtung nach Absatz 6 Nummer 1 dem Eigentümer auf dieser Basis und sofern die Finanzierung gesichert ist, ein Ankaufsangebot machen. Weist der Eigentümer nach, dass er den Ausfuhrantrag aufgrund einer wirtschaftlichen Notlage gestellt hat, wirken die beteiligten Bundes- und Landesbehörden darauf hin, dass die Finanzierung eines Ankaufes gesichert ist, und die Kulturgut bewahrende Einrichtung ein Ankaufsangebot unterbreitet. § 12 Absatz 2 bleibt unberührt.

(8) Der Eigentümer kann das Angebot nach Absatz 7 binnen sechs Monaten annehmen. Kommt ein Ankauf nicht zustande, kann ein neuer Ausfuhrantrag erst nach einer Frist von fünf Jahren nach Ablehnung des vorhergehenden Antrages gestellt werden.

(9) In besonderen Einzelfällen kann auf Antrag des Landes die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde die Genehmigung nach Absatz 1 auch für eine erst zukünftige Ausfuhr anlässlich eines öffentlich-rechtlichen Vertrages zwischen dem Eigentümer und der obersten Landesbehörde erteilen, wenn die Voraussetzungen nach § 10 Absatz 1 Nummer 1 und 2 für mindestens 15 Jahre vorliegen. Die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde soll diese Zustimmung davon abhängig machen, dass die Einrichtung im Bundesgebiet mit dem Eigentümer des Kulturgutes einen Vertrag über einen möglichen Ankauf des Kulturgutes trifft. Weitere Nebenbestimmungen sind zulässig.

(10) § 22 Absatz 4 und 5 ist entsprechend anzuwenden.

§ 24

Genehmigungspflichtige Ausfuhr von Kulturgut; Verordnungsermächtigung

(1) Genehmigungspflichtig ist die Ausfuhr von Kulturgut

1. in einen Drittstaat nach der unmittelbar geltenden Verordnung (EG) Nr. 116/2009 des Rates vom 18. Dezember 2008 über die Ausfuhr von Kulturgütern (kodifizierte Fassung) (ABl. L 39 vom 10.2.2009, S. 1),
2. in einen Mitgliedstaat, sofern das Kulturgut den Kriterien nach Absatz 2 bei Ausfuhr in den Binnenmarkt unterfällt und nicht Eigentum des Urhebers oder Herstellers ist.

(2) Für die Ausfuhr in den Binnenmarkt sind die Altersuntergrenzen und das Doppelte der Wertuntergrenzen nach Anhang I der Verordnung (EG) Nr. 116/2009

mit der Maßgabe anzuwenden, dass bei den nachstehenden Kategorien folgende weiter heraufgesetzte Mindestuntergrenzen bei Kulturgut nach Anhang I Kategorie A gelten:

1. Nummer 3: 75 Jahre und 300 000 Euro;
2. die Nummern 4 und 7: 75 Jahre und 100 000 Euro;
3. die Nummern 5, 6, 8 und 9: 75 Jahre und 50 000 Euro;
4. Nummer 12: 50 Jahre und 50 000 Euro;
5. Nummer 14: 150 Jahre und 100 000 Euro;
6. Nummer 15: 100 Jahre und 100 000 Euro.

Münzen gelten nicht als archäologische Gegenstände nach Kategorie 1 des Anhangs I der Verordnung (EG) Nr. 116/2009, wenn es sie in großer Stückzahl gibt, sie für die Archäologie keinen relevanten Erkenntniswert haben und nicht von einem Mitgliedstaat als individualisierbare Einzelobjekte unter Schutz gestellt sind. Im Übrigen sind die Kategorien nach Absatz 2 Satz 1 im Lichte der Auslegung der Kategorien des Anhangs I der Verordnung (EG) Nr. 116/2009 anzuwenden.

(3) Das für Kultur und Medien zuständige Mitglied der Bundesregierung wird ermächtigt, die Wertgrenzen zur Anpassung an die Preisentwicklungen in den für die in Absatz 2 Satz 1 genannten Kategorien relevanten Märkten in einer Rechtsverordnung, die der Zustimmung des Bundesrates bedarf, anzuheben.

(4) Der für die Genehmigungspflicht nach Absatz 1 maßgebliche finanzielle Wert des Kulturgutes ist der innerhalb der letzten drei Jahre gezahlte Preis bei einem An- oder Verkauf, in sonstigen Fällen ein begründeter inländischer Schätzwert zum Zeitpunkt der Antragstellung.

(5) Die Genehmigung ist zu erteilen, wenn zum Zeitpunkt der Entscheidung über den Antrag kein Ausfuhrverbot nach § 21 Nummer 1, 3, 4 und 5 besteht.

(6) Zuständig für die Erteilung der Genehmigung nach Absatz 1 ist die oberste Landesbehörde des Landes, in dem sich das Kulturgut zum Zeitpunkt der Antragstellung befindet, sofern sich in Fällen des Absatzes 1 Nummer 1 keine andere Zuständigkeit aus Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 116/2009 ergibt. Als Ort der Belegenheit wird der Wohnort oder Sitz des Antragstellers widerleglich vermutet. § 22 Absatz 3 Satz 2 ist entsprechend anzuwenden.

(7) Über den Antrag auf Erteilung der Genehmigung hat die oberste Landesbehörde innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Einreichung der vollständigen Antragsunterlagen zu entscheiden. Diese Landesbehörde kann die Zuständigkeit nach Maßgabe des Landesrechts auf eine andere Landesbehörde übertragen.

(8) Die Genehmigungspflicht nach Absatz 1 Nummer 2 entfällt, wenn das Kulturgut sich nachweisbar nur vorübergehend bis zu zwei Jahre im Bundesgebiet befindet. Dies gilt nicht für Kulturgut, das

1. unrechtmäßig eingeführt wurde (§ 28) oder
2. zuvor ohne Genehmigung nach Absatz 1 ausgeführt wurde.

(9) § 22 Absatz 4 und 5 ist entsprechend anzuwenden.

§ 25

Allgemeine offene Genehmigung

(1) Für die vorübergehende Ausfuhr von Kulturgut kann die zuständige oberste Landesbehörde einer Kulturgut bewahrenden Einrichtung auf Antrag eine zeitlich befristete generelle Genehmigung (allgemeine offene Genehmigung) erteilen, wenn diese Einrichtung regelmäßig Teile ihrer Bestände vorübergehend für öffentliche Ausstellungen, Restaurierungen oder Forschungszwecke ausführt. Die allgemeine offene Genehmigung kann mit Nebenbestimmungen versehen werden.

(2) Die allgemeine offene Genehmigung kann erteilt werden für die Ausfuhr in Mitgliedstaaten oder Drittstaaten. Beide Genehmigungen können in einem Bescheid erteilt werden.

(3) Der Antragsteller muss die Gewähr dafür bieten, dass das zur Ausfuhr bestimmte Kulturgut in unbeschadetem Zustand und fristgerecht wiedereingeführt wird.

(4) Die Geltungsdauer einer allgemeinen offenen Genehmigung darf fünf Jahre nicht überschreiten. Die zuständige oberste Landesbehörde veröffentlicht im Internetportal zum Kulturgutschutz nach § 4 diejenigen Kulturgut bewahrenden Einrichtungen, denen eine allgemeine offene Genehmigung erteilt worden ist.

(5) Teile des Bestandes einer Kulturgut bewahrenden Einrichtung können von der allgemeinen offenen Genehmigung durch die zuständige oberste Landesbehörde ausgenommen werden.

§ 26

Spezifische offene Genehmigung

(1) Für die regelmäßige vorübergehende Ausfuhr von Kulturgut kann die zuständige oberste Landesbehörde dem Eigentümer oder rechtmäßigen unmittelbaren Besitzer auf Antrag eine zeitlich befristete, auf ein bestimmtes Kulturgut bezogene Genehmigung (spezifische offene Genehmigung) erteilen, wenn das Kulturgut im Ausland wiederholt verwendet oder ausgestellt werden soll.

(2) Die spezifische offene Genehmigung kann erteilt werden für die Ausfuhr in Mitgliedstaaten oder Drittstaaten. Beide Genehmigungen können in einem Bescheid erteilt werden.

(3) Die Genehmigung darf nur erteilt werden, wenn der Antragsteller die Gewähr dafür bietet, dass das zur vorübergehenden Ausfuhr bestimmte Kulturgut in unbeschadetem Zustand und fristgerecht wiedereingeführt wird.

(4) Die Geltungsdauer einer spezifischen offenen Genehmigung darf fünf Jahre nicht überschreiten.

§ 27

Genehmigung der Ausfuhr von kirchlichem Kulturgut

(1) Für die vorübergehende Ausfuhr von nationalem Kulturgut, das sich im Eigentum einer Kirche oder einer als Körperschaft des öffentlichen Rechts anerkannten Religionsgemeinschaft befindet, erteilt die Kirche oder Religionsgemeinschaft die Genehmigung nach § 22 im Benehmen mit der zuständigen Landesbehörde.

(2) Bei einem Verfahren zur Genehmigung nach § 23 für die dauerhafte Ausfuhr von nationalem Kulturgut

nach § 6 Absatz 1 Nummer 1 in Verbindung mit § 9 Absatz 1 wird bei Kulturgut, das sich im Eigentum einer Kirche oder einer als Körperschaft des öffentlichen Rechts anerkannten Religionsgemeinschaft befindet, abweichend von § 23 Absatz 4 Satz 2 ausschließlich die betroffene Kirche oder die als Körperschaft des öffentlichen Rechts anerkannte Religionsgemeinschaft angehört. Sofern es sich um nationales Kulturgut nach § 9 Absatz 3 handelt, erteilt die Kirche oder Religionsgemeinschaft die Genehmigung im Benehmen mit der zuständigen obersten Landesbehörde.

(3) Die Kirchen und die als Körperschaften des öffentlichen Rechts anerkannten Religionsgemeinschaften können beantragen, dass für Kulturgut, das sich in ihrem Eigentum befindet, die Genehmigung für die Ausfuhr in einen Mitgliedstaat nach § 24 Absatz 1 Nummer 2 nicht erforderlich ist. In diesem Falle ist eine nachträgliche Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes nach § 8 ausgeschlossen.

(4) Die §§ 25 und 26 sind für Kirchen und die als Körperschaft des öffentlichen Rechts anerkannten Religionsgemeinschaften sowie für die von ihnen beaufsichtigten Einrichtungen und Organisationen mit der Maßgabe entsprechend anzuwenden, dass die Genehmigung nur im Einvernehmen mit der zuständigen Kirche oder Religionsgemeinschaft erteilt werden kann.

Abschnitt 3**Einfuhr**

§ 28

Einfuhrverbot

Die Einfuhr von Kulturgut ist verboten, wenn es

1. von einem Mitgliedstaat oder Vertragsstaat als nationales Kulturgut eingestuft oder definiert worden ist und unter Verstoß gegen dessen Rechtsvorschriften zum Schutz nationalen Kulturgutes aus dessen Hoheitsgebiet verbracht worden ist,
2. unter Verstoß gegen im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlichte unmittelbar geltende Rechtsakte der Europäischen Union, die die grenzüberschreitende Verbringung von Kulturgut einschränken oder verbieten, verbracht worden ist oder
3. unter Verstoß gegen Abschnitt I Nummer 1 des Protokolls zur Haager Konvention aufgrund eines bewaffneten Konflikts verbracht worden ist.

§ 29

Ausnahmen vom Einfuhrverbot

Das Einfuhrverbot ist nicht anzuwenden auf Kulturgut, das

1. sich zum 6. August 2016 rechtmäßig im Bundesgebiet befunden hat, soweit nicht unmittelbar geltende Rechtsakte der Europäischen Union Abweichendes anordnen, oder
2. zum Schutz vor den Gefahren eines bewaffneten Konflikts im Sinne des Abschnitts II Nummer 5 des Protokolls zur Haager Konvention im Bundesgebiet deponiert werden soll, um es zeitweilig zu verwahren.

§ 30

Nachweis der Rechtmäßigkeit der Einfuhr

Wer Kulturgut einführt, hat, sofern es von einem Mitgliedstaat oder Vertragsstaat als nationales Kulturgut eingestuft oder definiert worden ist, zum Nachweis der Rechtmäßigkeit der Ausfuhr aus dem Herkunftsstaat im Sinne von § 28 Nummer 1 entsprechende Unterlagen mitzuführen. Ein solcher Nachweis sind Ausfuhrgenehmigungen des Herkunftsstaates sowie sonstige Bestätigungen des Herkunftsstaates, dass das Kulturgut rechtmäßig ausgeführt werden konnte.

Abschnitt 4**Unrechtmäßiger Kulturgutverkehr**

§ 31

Unrechtmäßige Ausfuhr von Kulturgut

(1) Die Ausfuhr von Kulturgut ist unrechtmäßig, wenn sie unter Verstoß gegen die §§ 21 bis 27 erfolgt oder unter Verstoß gegen Verordnungen der Europäischen Union, die die grenzüberschreitende Verbringung von Kulturgut ausdrücklich einschränken oder verbieten.

(2) Einer unrechtmäßigen Ausfuhr stehen auch jede nicht erfolgte Rückkehr nach Ablauf der Frist für eine vorübergehende rechtmäßige Ausfuhr und jeder Verstoß gegen eine Nebenbestimmung zur Genehmigung der vorübergehenden Ausfuhr gleich.

§ 32

Unrechtmäßige Einfuhr von Kulturgut

- (1) Die Einfuhr von Kulturgut ist unrechtmäßig,
1. wenn das Kulturgut bei der Ausfuhr aus einem anderen Staat entgegen den in diesem Staat geltenden Rechtsvorschriften zum Schutz nationalen Kulturgutes verbracht worden ist
 - a) nach dem 31. Dezember 1992 aus dem Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaates oder
 - b) nach dem 26. April 2007 aus dem Hoheitsgebiet eines Vertragsstaates,
 2. wenn die Einfuhr gegen § 28 verstößt oder
 3. wenn die Einfuhr gegen sonstige in der Bundesrepublik Deutschland geltende Rechtsvorschriften verstößt.

(2) Kann die Herkunft von Kulturgut in mehreren heutigen Staaten liegen und lässt sich keine eindeutige Zuordnung vornehmen, so ist das Kulturgut unrechtmäßig eingeführt, wenn das Kulturgut nach dem Recht jedes in Frage kommenden Staates nicht ohne Ausfuhrgenehmigung hätte ausgeführt werden dürfen und eine solche Ausfuhrgenehmigung nicht vorliegt.

§ 33

Sicherstellung von Kulturgut

- (1) Die zuständige Behörde hat Kulturgut sicherzustellen,
1. wenn der hinreichende Verdacht besteht, dass es
 - a) entgegen einem Verbot nach § 21 ausgeführt werden soll oder
 - b) entgegen einem Verbot nach § 28 eingeführt worden ist, oder

2. wenn bei der Einfuhr die nach § 30 erforderlichen Unterlagen nicht vorgelegt werden.

(2) Nach Sicherstellung des Kulturgutes ist dem bisherigen Gewahrsamsinhaber eine Bescheinigung auszuhändigen, die das sichergestellte Kulturgut und den Grund der Sicherstellung nennt. Kann eine Bescheinigung nicht ausgehändigt werden, so ist über die Sicherstellung eine Niederschrift aufzunehmen, die auch erkennen lässt, warum eine Bescheinigung nicht ausgestellt worden ist.

(3) Widerspruch und Anfechtungsklage gegen die Sicherstellung des Kulturgutes haben keine aufschiebende Wirkung. Die Sicherstellung hat die Wirkung eines Veräußerungsverbots im Sinne des § 136 des Bürgerlichen Gesetzbuches; das Verbot umfasst auch andere Verfügungen als Veräußerungen.

(4) Die Sicherstellung des Kulturgutes ist durch die zuständige Behörde unverzüglich der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde zur Erfüllung der Aufgaben nach § 62 mitzuteilen.

(5) Es ist verboten, sichergestelltes Kulturgut zu zerstören, zu beschädigen oder dessen Erscheinungsbild nicht nur unerheblich und nicht nur vorübergehend zu verändern.

§ 34

Verwahrung sichergestellter Kulturgutes

(1) Sichergestelltes Kulturgut ist von der zuständigen Behörde in Verwahrung zu nehmen. Sie kann das Kulturgut, sofern der Zweck der Sicherstellung dadurch nicht gefährdet ist, durch die Person, der der Gewahrsam entzogen worden ist, oder durch einen Dritten verwahren lassen. In diesem Fall darf das Kulturgut nur mit schriftlicher oder elektronisch übermittelter Zustimmung der zuständigen Behörde an andere Personen oder Einrichtungen weitergegeben werden.

(2) Zu Beginn und nach Ende der Verwahrung soll der Erhaltungszustand des sichergestellten Kulturgutes von der zuständigen Behörde oder einem von ihr beauftragten Dritten festgehalten werden.

(3) Die zur Erhaltung des Kulturgutes erforderlichen Maßnahmen werden von der zuständigen Behörde getroffen oder veranlasst.

§ 35

Aufhebung der Sicherstellung

(1) Die Sicherstellung des Kulturgutes ist von der zuständigen Behörde aufzuheben, wenn

1. der hinreichende Verdacht nach § 33 Absatz 1 Nummer 1 entfallen ist,
2. die Voraussetzungen des § 33 Absatz 1 Nummer 1 Buchstabe a entfallen sind,
3. im Falle des § 33 Absatz 1 Nummer 1 Buchstabe b
 - a) die Voraussetzungen des Rückgabeanspruchs nach Kapitel 5 dieses Gesetzes offensichtlich nicht vorliegen oder
 - b) die Verjährung des Rückgabeanspruchs nach Kapitel 5 dieses Gesetzes eingetreten ist,
4. im Falle des § 33 Absatz 1 Nummer 1 Buchstabe b die Sicherstellung im Hinblick auf einen Anspruch aus § 50 oder § 52 erfolgt ist und

- a) nicht innerhalb von sechs Kalendermonaten nach Unterrichtung nach § 62 Absatz 1 Nummer 1 oder Absatz 2 Nummer 1 um eine Rückgabe nach § 50 oder § 52 ersucht worden ist,
 - b) eine gütliche Einigung zwischen dem ersuchenden Mitgliedstaat oder Vertragsstaat und dem Rückgabeschuldner erzielt worden ist oder
 - c) die Entscheidung über die Klage auf Rückgabe rechtskräftig geworden ist,
5. im Falle des § 33 Absatz 1 Nummer 1 Buchstabe b die Sicherstellung im Hinblick auf einen Anspruch aus § 51 erfolgt ist und eine Rückgabe erfolgen soll,
6. im Falle des § 33 Absatz 1 Nummer 1 Buchstabe b die Sicherstellung im Hinblick auf einen Anspruch aus § 53 Absatz 1 erfolgt ist und eine Rückgabe erfolgen soll oder,
7. sobald sich im Falle des § 33 Absatz 1 Nummer 2 kein hinreichender Verdacht ergibt, dass das Kulturgut unrechtmäßig eingeführt worden ist.

(2) Hat ein Mitgliedstaat oder Vertragsstaat ein Rückgabeersuchen nach § 59 bereits gestellt oder ist geklärt, welcher Mitgliedstaat oder Vertragsstaat ein solches Ersuchen stellen könnte, so kann die Sicherstellung nur mit Zustimmung dieses Mitgliedstaates oder Vertragsstaates aufgehoben werden, es sei denn, der Anlass der Sicherstellung ist zwischenzeitlich entfallen.

§ 36

Herausgabe sichergestellten Kulturgutes

(1) Ist die Sicherstellung aufgehoben worden, so ist das Kulturgut herauszugeben

- 1. in den Fällen des § 35 Absatz 1 Nummer 1 bis 3, 4 Buchstabe a und Nummer 7 an den Eigenbesitzer,
- 2. in den Fällen des § 35 Absatz 1 Nummer 4 Buchstabe b und c an den Berechtigten,
- 3. in den Fällen des § 35 Absatz 1 Nummer 5 an den betreffenden Mitgliedstaat oder Vertragsstaat oder
- 4. in den Fällen des § 35 Absatz 1 Nummer 6 an die jeweils zuständige Behörde des Herkunftsgebiets.

(2) In den Fällen der Herausgabe an den Eigenbesitzer ist diesem eine Mitteilung über eine Frist zur Abholung zuzustellen. Die Frist ist ausreichend zu bemessen. Die Mitteilung hat den Hinweis zu enthalten, dass das Kulturgut eingezogen wird, wenn es nicht innerhalb der Frist abgeholt wird.

§ 37

Einziehung sichergestellten Kulturgutes

(1) Sichergestelltes Kulturgut soll von der zuständigen Behörde eingezogen werden, wenn es in den Fällen des § 36 Absatz 1 Nummer 1 nicht an den Eigenbesitzer herausgegeben werden kann, weil

- 1. der Eigenbesitzer nicht bekannt ist und nicht mit einem vertretbaren Aufwand zu ermitteln ist oder
- 2. der Eigenbesitzer das Kulturgut nicht innerhalb der Frist nach § 36 Absatz 2 Satz 2 abholt.

Die Anordnung der Einziehung ist nach Landesrecht öffentlich bekannt zu machen und im Internetportal nach § 4 zu veröffentlichen. Sie ist unverzüglich der für

Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde zur Erfüllung der Aufgaben nach § 62 mitzuteilen.

(2) Die zuständige Behörde kann das eingezogene Kulturgut einer Kulturgut bewahrenden Einrichtung in Verwahrung geben.

§ 38

Folgen der Einziehung; Entschädigung

(1) Wird sichergestelltes Kulturgut eingezogen, so gehen der Besitz an dem Kulturgut mit der Anordnung der Einziehung und das Eigentum an dem Kulturgut mit der Bestandskraft der Anordnung auf das Land über. Rechte Dritter erlöschen mit der Bestandskraft der Anordnung.

(2) Der Eigentümer, dessen Recht an dem Kulturgut durch die Entscheidung erloschen ist, wird von dem Land, in dessen Eigentum das Kulturgut übergegangen ist, unter Berücksichtigung des Verkehrswertes angemessen in Geld entschädigt, es sei denn, es wird rücküberzogen, Zug um Zug gegen den Ersatz einer möglichen Entschädigung an den Dritten nach Absatz 3.

(3) War das Kulturgut mit dem Recht eines Dritten belastet, das durch die Einziehung erloschen ist, so wird auch der Dritte von dem Land, in dessen Eigentum das Kulturgut übergegangen ist, unter Berücksichtigung des Verkehrswertes angemessen in Geld entschädigt.

(4) In den Fällen des Absatzes 2 wird eine Entschädigung nicht gewährt, wenn

- 1. der Eigentümer mindestens leichtfertig dazu beigetragen hat, dass die Voraussetzungen der Sicherstellung und die Voraussetzungen der Einziehung des Kulturgutes vorlagen,
- 2. der Eigentümer das Kulturgut in Kenntnis der Umstände, die die Sicherstellung zugelassen haben, erworben hat oder
- 3. es nach den Umständen, welche die Sicherstellung und Einziehung begründet haben, aufgrund anderer gesetzlicher Vorschriften zulässig wäre, das Kulturgut dem Eigentümer ohne Entschädigung dauernd zu entziehen.

Satz 1 ist nicht anzuwenden, soweit die Nichtgewährung der Entschädigung eine unbillige Härte wäre.

(5) In den Fällen des Absatzes 3 wird eine Entschädigung nicht gewährt, wenn

- 1. der Dritte wenigstens leichtfertig dazu beigetragen hat, dass die Voraussetzungen der Sicherstellung des Kulturgutes vorlagen,
- 2. der Dritte das Recht an dem Kulturgut in Kenntnis der Umstände, die die Einziehung zugelassen haben, erworben hat oder
- 3. es nach den Umständen, die die Sicherstellung und Einziehung begründet haben, aufgrund anderer gesetzlicher Vorschriften zulässig wäre, das Recht an dem Kulturgut dem Dritten ohne Entschädigung dauernd zu entziehen.

Satz 1 ist nicht anzuwenden, soweit die Nichtgewährung der Entschädigung eine unbillige Härte wäre.

(6) Der Anspruch auf Entschädigung nach den Absätzen 2 oder 3 erlischt 30 Jahre nach der Bekanntmachung der Anordnung der Einziehung.

§ 39

**Kosten für Sicherstellung,
Verwahrung, Erhaltung und Herausgabe**

Die notwendigen Kosten und Auslagen für die Sicherstellung, Verwahrung, Erhaltung und Herausgabe des Kulturgutes trägt die Person, der der Gewahrsam entzogen worden ist. Die §§ 66 bis 68 bleiben unberührt. Die zuständige Behörde setzt den zu erstattenden Betrag durch Bescheid fest.

Kapitel 4

Pflichten beim Inverkehrbringen von Kulturgut

§ 40

Verbot des Inverkehrbringens

(1) Verboten ist das Inverkehrbringen von Kulturgut, das abhandengekommen ist, rechtswidrig ausgegraben oder unrechtmäßig eingeführt worden ist.

(2) Verpflichtungs- und Verfügungsgeschäfte, die nach Absatz 1 verboten sind, sind nichtig.

(3) Verpflichtungs- und Verfügungsgeschäfte über Kulturgut, das entgegen § 21 ausgeführt worden ist, sind verboten.

(4) Derjenige, der das Kulturgut unter Verstoß gegen das Verbot in Absatz 1 in Verkehr gebracht hat, ist dem Erwerber zum Ersatz des Schadens unter Einschluss des Ersatzes der Aufwendungen anlässlich des Erwerbs und der Aufwendungen zur Erhaltung des Kulturgutes verpflichtet. Dies gilt nicht, wenn derjenige, der das Kulturgut in Verkehr gebracht hat, nachweist, dass er den Verstoß nicht zu vertreten hat.

§ 41

Allgemeine Sorgfaltspflichten

(1) Wer Kulturgut in Verkehr bringt, ist verpflichtet, zuvor mit der erforderlichen Sorgfalt zu prüfen, ob das Kulturgut

1. abhandengekommen ist,
2. unrechtmäßig eingeführt worden ist oder
3. rechtswidrig ausgegraben worden ist.

(2) Die allgemeine Sorgfaltspflicht nach Absatz 1 ist von der Person, die Kulturgut in Verkehr bringt, anzuwenden, wenn sich einer vernünftigen Person die Vermutung aufdrängen müsste, dass einer der in Absatz 1 genannten Tatbestände in Betracht kommt. Diese Vermutung ist insbesondere anzunehmen, wenn bei einem früheren Erwerb des Kulturgutes, das in Verkehr gebracht werden soll,

1. ein außergewöhnlich niedriger Preis ohne nähere Begründung gefordert worden ist oder
2. der Verkäufer bei einem Kaufpreis von mehr als 5 000 Euro Barzahlung verlangt hat.

(3) Die erforderliche Sorgfalt umfasst die Prüfung einschlägiger Informationen, die mit zumutbarem Aufwand zu beschaffen sind, oder jede andere Prüfung, die eine vernünftige Person unter denselben Umständen des Inverkehrbringens von Kulturgut unternehmen würde.

§ 42

**Sorgfaltspflichten beim
gewerblichen Inverkehrbringen**

(1) Wer in Ausübung seiner gewerblichen Tätigkeit Kulturgut in Verkehr bringt, ist verpflichtet, zuvor zusätzlich zu den Pflichten nach § 41

1. Name und Anschrift des Veräußerers, des Einlieferers, des Erwerbers oder des Auftraggebers festzustellen,
2. eine Beschreibung und eine Abbildung anzufertigen, die geeignet sind, die Identität des Kulturgutes festzustellen,
3. die Provenienz des Kulturgutes zu prüfen,
4. Dokumente, die eine rechtmäßige Ein- und Ausfuhr belegen, zu prüfen,
5. Verbote und Beschränkungen zur Ein- und Ausfuhr sowie zum Handel zu prüfen,
6. zu prüfen, ob das Kulturgut in öffentlich zugänglichen Verzeichnissen und Datenbanken eingetragen ist, und
7. eine schriftliche oder elektronisch übermittelte Erklärung des Einlieferers oder Veräußerers einzuholen, dass dieser berechtigt ist, über das Kulturgut zu verfügen.

Die Pflichten nach Satz 1 Nummer 2 lassen Urheberrechtliche Vorschriften unberührt. Die Pflichten nach Satz 1 Nummer 3 bis 6 sind nach Maßgabe des zumutbaren Aufwandes, insbesondere der wirtschaftlichen Zumutbarkeit, zu erfüllen.

(2) Die zusätzlichen Sorgfaltspflichten nach Absatz 1 sind nicht anzuwenden

1. für den gewerblichen Buchhandel mit Ausnahme des Antiquariatshandels und
2. für den gewerblichen Handel mit Bild- und Tonträgern.

(3) Die zusätzlichen Sorgfaltspflichten nach Absatz 1 sind ferner nicht anzuwenden für Kulturgut,

1. das kein archäologisches Kulturgut ist und
2. dessen Wert 2 500 Euro nicht übersteigt.

Münzen gelten nicht als archäologisches Kulturgut im Sinne des Satzes 1 Nummer 1, wenn es sie in großer Stückzahl gibt und sie für die Archäologie keinen relevanten Erkenntniswert haben. Maßgeblicher Wert ist bei einem Kauf der gezahlte Preis, in sonstigen Fällen ein begründeter inländischer Schätzwert.

§ 43

**Erleichterte Sorgfaltspflichten
beim gewerblichen Inverkehrbringen**

Erleichterte Sorgfaltspflichten gelten, wenn

1. der Urheber oder Hersteller des Kulturgutes dieses in Verkehr bringt oder
2. jemand das Kulturgut unmittelbar von dessen Urheber oder Hersteller erworben hat und es in Verkehr bringt oder
3. jemand für den Urheber oder Hersteller das von diesem geschaffene Kulturgut in Verkehr bringt.

Die erleichterten Sorgfaltspflichten umfassen zusätzlich zu den Pflichten nach § 41 nur diejenigen nach § 42

Absatz 1 Nummer 1 und 2. § 42 Absatz 2 und 3 ist entsprechend anzuwenden.

§ 44

Erhöhte Sorgfaltspflichten beim gewerblichen Inverkehrbringen

Beim gewerblichen Inverkehrbringen ist der Maßstab des zumutbaren Aufwandes nach § 42 Absatz 1 Satz 3 nicht für Kulturgut anzuwenden,

1. bei dem nachgewiesen oder zu vermuten ist, dass es zwischen dem 30. Januar 1933 und dem 8. Mai 1945 aufgrund der Verfolgung durch den Nationalsozialismus entzogen worden ist, es sei denn, das Kulturgut ist an seinen ursprünglichen Eigentümer oder dessen Erben zurückgegeben worden oder diese haben eine andere abschließende Regelung im Hinblick auf den Entzug getroffen,
2. das aus einem Mitgliedstaat oder Vertragsstaat stammt, für den der Internationale Museumsrat eine Rote Liste gefährdeter Kulturgüter veröffentlicht hat, oder
3. für das ein Verbot zur Ein- oder Ausfuhr sowie zum Inverkehrbringen nach einer Verordnung der Europäischen Union maßgebend ist.

Auf Kulturgut nach Satz 1 ist § 42 Absatz 3 nicht anzuwenden.

§ 45

Aufzeichnungs- und Aufbewahrungspflichten

(1) Wer in Ausübung einer gewerblichen Tätigkeit Kulturgut in Verkehr bringt, ist verpflichtet, über die Prüfungen und Feststellungen nach § 42 Aufzeichnungen zu führen. Die Aufzeichnungen und die Sicherung entsprechender Unterlagen können in elektronischer Form erfolgen.

(2) Die Aufzeichnungen nach Absatz 1 sind mit den dazugehörigen Unterlagen und Nachweisen vom Aufzeichnungspflichtigen 30 Jahre lang aufzubewahren. Absatz 1 Satz 2 ist entsprechend anzuwenden.

(3) Aufzeichnungen nach anderen Rechtsvorschriften stehen den Aufzeichnungen nach Absatz 1 gleich, sofern sie den Prüfungen und Feststellungen nach § 42 entsprechen und die in diesem Gesetz geforderte Feststellung der Identität des Kulturgutes nach § 42 Absatz 1 Nummer 2 ermöglichen. Für die Aufbewahrungsfrist ist Absatz 2 Satz 1 anzuwenden.

§ 46

Auskunftspflicht

(1) Wer in Ausübung einer gewerblichen Tätigkeit Kulturgut in Verkehr bringt, ist verpflichtet, der zuständigen Behörde auf Verlangen

1. die Aufzeichnungen nach § 45 vorzulegen oder
2. Auskunft über die nach § 41 Absatz 1 über ein Kulturgut gewonnenen Informationen zu erteilen.

Die nach Satz 1 vorzulegenden Aufzeichnungen und zu erteilenden Auskünfte beschränken sich auf die Informationen, die für die zuständigen Behörden zur Durchführung ihrer Aufgaben nach diesem Gesetz erforderlich sind.

(2) § 29 der Gewerbeordnung bleibt unberührt.

§ 47

Rechtsfolge bei Verstößen

Hat die zuständige Behörde belegbare Erkenntnisse darüber, dass wiederholt gegen Aufzeichnungs-, Aufbewahrungs- und Auskunftspflichten nach den §§ 45 und 46 Absatz 1 verstoßen worden ist, so teilt sie diese Erkenntnisse der Gewerbeaufsicht zur Prüfung der Zuverlässigkeit im Sinne des § 35 der Gewerbeordnung mit.

§ 48

Einsichtsrechte des Käufers

(1) Wird ein Erwerber eines Kulturgutes gerichtlich nach diesem Gesetz oder aufgrund zivilrechtlicher Vorschriften auf Herausgabe des Kulturgutes in Anspruch genommen, so hat er gegenüber demjenigen, der das Kulturgut nach den §§ 42 bis 44 in Verkehr gebracht hat, einen Anspruch auf Einsicht in die Aufzeichnungen nach § 45, wenn er das Kulturgut nach dem 6. August 2016 erworben hat.

(2) Absatz 1 ist auch anzuwenden im Falle der außergerichtlichen Inanspruchnahme bei Geltendmachung

1. eines Rückgabeanspruchs eines Mitgliedstaates oder Vertragsstaates oder
2. eines Entzuges dieses Kulturgutes aufgrund der Verfolgung durch den Nationalsozialismus.

Kapitel 5

Rückgabe unrechtmäßig eingeführten Kulturgutes

Abschnitt 1

Rückgabeanspruch

§ 49

Öffentlich-rechtliche Rückgabeansprüche

(1) Ansprüche auf Rückgabe von Kulturgut nach diesem Abschnitt sind öffentlich-rechtliche Ansprüche. Zivilrechtliche Ansprüche bleiben davon unberührt.

(2) Rückgabeschuldner ist der unmittelbare Eigentümer, hilfsweise der unmittelbare Fremdbesitzer.

§ 50

Rückgabeanspruch eines Mitgliedstaates

Auf Ersuchen eines Mitgliedstaates ist Kulturgut zurückzugeben, wenn es

1. nach dem 31. Dezember 1992 aus dem Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaates unter Verstoß gegen dortige Rechtsvorschriften verbracht worden ist und
2. vor oder nach der Verbringung von dem ersuchenden Mitgliedstaat durch nationale Rechtsvorschriften oder durch Verwaltungsverfahren als nationales Kulturgut von künstlerischem, geschichtlichem oder archäologischem Wert im Sinne des Artikels 36 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union eingestuft oder definiert worden ist.

§ 51

**Rückgabeanspruch wegen Verstoßes
gegen das Recht der Europäischen Union**

Ist Kulturgut entgegen einem im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlichten, unmittelbar geltenden Rechtsakt der Europäischen Union unrechtmäßig eingeführt worden, so ist es an den betreffenden Staat zurückzugeben.

§ 52

Rückgabeanspruch eines Vertragsstaates

(1) Auf Ersuchen eines Vertragsstaates ist Kulturgut zurückzugeben, wenn es

1. einer der in Artikel 1 des UNESCO-Übereinkommens genannten Kategorien angehört,
2. aus dessen Hoheitsgebiet nach dem 26. April 2007 unter Verstoß gegen dortige Rechtsvorschriften verbracht worden ist,
3. vor der Ausfuhr von dem ersuchenden Vertragsstaat als bedeutsam nach Artikel 1 des UNESCO-Übereinkommens oder im Sinne des Artikels 13 Buchstabe d des UNESCO-Übereinkommens als unveräußerlich eingestuft oder erklärt worden ist und
4. hinsichtlich seiner Herkunft dem ersuchenden Vertragsstaat zuzuordnen ist, insbesondere wenn es zum Bestand einer Einrichtung im Vertragsstaat gehört oder eine Einigung nach § 60 vorliegt.

(2) Lässt sich nicht klären, ob das Kulturgut nach dem 26. April 2007 verbracht worden ist, so wird widerleglich vermutet, dass das Kulturgut nach diesem Tag aus dem Hoheitsgebiet des Vertragsstaates verbracht worden ist. Diese Vermutung kann nur durch den Nachweis widerlegt werden, dass sich das Kulturgut schon vor diesem Tag im Bundesgebiet, im Binnenmarkt oder in einem Drittstaat befunden hat. Die Abgabe einer Versicherung an Eides statt ist zur Erbringung des Nachweises nach Satz 2 zulässig gemäß § 27 Absatz 1 des Verwaltungsverfahrensgesetzes sowie gemäß der Verwaltungsverfahrensgesetze der Länder. Für die Abnahme zuständig sind im Rahmen des behördlichen Vermittlungsverfahrens die in § 61 Absatz 1 Nummer 7 und § 62 Absatz 2 genannten Behörden.

(3) Wird der Nachweis erbracht, dass sich das Kulturgut vor dem 6. August 2016 im Bundesgebiet oder im Binnenmarkt befunden hat, so sind abweichend von Absatz 1 für den Rückgabeanspruch des Vertragsstaates § 6 Absatz 2 und für die Entschädigung § 10 des Kulturgüterückgabegesetzes vom 18. Mai 2007 (BGBl. I S. 757, 2547) in der bis zum 5. August 2016 geltenden Fassung anzuwenden.

§ 53

Rückgabeanspruch nach der Haager Konvention

(1) Kulturgut nach Kapitel I Artikel 1 der Haager Konvention, das entgegen § 28 Nummer 3 aufgrund eines bewaffneten Konflikts eingeführt worden ist, ist nach Beendigung des bewaffneten Konflikts an die jeweils zuständige Behörde des Herkunftsgebiets nach Abschnitt I Nummer 3 des Protokolls zur Haager Konvention zurückzugeben, wenn

1. es nach dem 11. November 1967 verbracht worden ist und
2. die jeweils zuständige Behörde des Herkunftsgebiets um Rückgabe ersucht.

(2) Kulturgut, das im Sinne von Abschnitt II Nummer 5 des Protokolls zur Haager Konvention deponiert worden ist, ist nach Beendigung des bewaffneten Konflikts zurückzugeben, ohne dass die Voraussetzungen des Absatzes 1 Nummer 1 und 2 erfüllt sein müssen.

§ 54

Anzuwendendes Zivilrecht

(1) Wer Eigentümer des Kulturgutes ist, das nach den Bestimmungen dieses Gesetzes in das Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaates oder Vertragsstaates zurückgegeben worden ist, bestimmt sich nach den Sachvorschriften dieses Mitgliedstaates oder Vertragsstaates.

(2) Rechte, die aufgrund rechtsgeschäftlicher Verfügung oder durch Zwangsvollstreckung oder Arrestvollziehung erworben worden sind, stehen der Rückgabepflicht nicht entgegen.

§ 55

**Befristung und
Verjährung des Rückgabeanspruchs**

(1) Rückgabeansprüche unterliegen nicht der Verjährung, wenn sie auf die Rückgabe von Kulturgut gerichtet sind, das

1. zu öffentlichen Sammlungen nach Artikel 2 Nummer 8 der Richtlinie 2014/60/EU gehört oder
2. in einem Bestandsverzeichnis kirchlicher oder anderer religiöser Einrichtungen in den Mitgliedstaaten aufgeführt ist, in denen es nach den in diesem Mitgliedstaat geltenden Rechtsvorschriften besonderen Schutzregelungen unterliegt.

Die Ansprüche nach Satz 1 erlöschen 75 Jahre nach ihrem Entstehen. Ein Anspruch erlischt nicht nach Satz 2, wenn der ersuchende Mitgliedstaat in seinem Recht bestimmt, dass solche Rückgabeansprüche nicht erlöschen.

(2) Rückgabeansprüche verjähren außer in den Fällen des Absatzes 1 ohne Rücksicht auf die Kenntnis in 30 Jahren ab dem Zeitpunkt der unrechtmäßigen Verbringung des Kulturgutes aus dem Hoheitsgebiet des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates.

(3) Alle anderen Ansprüche auf Rückgabe von Kulturgut nach diesem Abschnitt verjähren nach drei Jahren.

§ 56

Beginn der Verjährung

Die Verjährungsfrist beginnt mit dem Zeitpunkt, in dem der ersuchende Mitgliedstaat oder Vertragsstaat von dem Ort der Belegenheit des Kulturgutes und von der Identität des Rückgabeschuldners Kenntnis erlangt.

§ 57

**Hemmung und Neubeginn
der Verjährung und Erlöschenfristen**

(1) Auf die Verjährung und auf die Frist nach § 55 Absatz 1 Satz 2 sind die Vorschriften über die Hem-

mung der Verjährung nach den §§ 204, 206 und 209 des Bürgerlichen Gesetzbuches und über den Neubeginn der Verjährung nach § 212 des Bürgerlichen Gesetzbuches entsprechend anzuwenden.

(2) Die Verjährung und die Frist nach § 55 Absatz 1 Satz 2 sind wegen höherer Gewalt insbesondere auch gehemmt, solange der ersuchende Mitgliedstaat oder Vertragsstaat durch innere Unruhen, bewaffnete Konflikte oder vergleichbare Umstände gehindert ist, seine Ansprüche geltend zu machen.

Abschnitt 2

Rückgabeverfahren

§ 58

Grundsatz der Rückgabe

Die Rückgabe kann durch eine gütliche Einigung im behördlichen Vermittlungsverfahren erreicht werden oder mit einer Klage auf Rückgabe des ersuchenden Staates verfolgt werden.

§ 59

Rückgabeersuchen

Das Rückgabeersuchen ist zu stellen für

1. den Rückgabeanspruch eines Mitgliedstaates nach § 50 bei der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde oder
2. Ansprüche nach den §§ 51 bis 53 auf diplomatischem Weg beim Auswärtigen Amt.

§ 60

Kollidierende Rückgabeersuchen

Stellen zu demselben Kulturgut mehrere Mitgliedstaaten oder Vertragsstaaten Rückgabeersuchen und lässt sich nicht klären, welchem Mitgliedstaat oder Vertragsstaat das Kulturgut zuzuordnen ist, so ist es erst zurückzugeben, wenn die Einigung der betroffenen Mitgliedstaaten oder Vertragsstaaten schriftlich festgehalten und der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde sowie dem Auswärtigen Amt mitgeteilt worden ist.

§ 61

Aufgaben der Länder

(1) Die zuständige Behörde eines Landes hat insbesondere folgende Aufgaben:

1. Nachforschungen nach Kulturgut, bei dem der Verdacht besteht, dass es unrechtmäßig verbracht worden ist oder unrechtmäßig in Verkehr gebracht worden ist,
2. Nachforschungen nach dem Eigentümer oder dem unmittelbaren Besitzer des betreffenden Kulturgutes,
3. Unterstützung der Nachforschungen des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates, insbesondere nach dem Eigentümer oder dem unmittelbaren Besitzer des betreffenden Kulturgutes,
4. Durchführung oder Veranlassung von Maßnahmen zur Erhaltung des sichergestellten Kulturgutes,
5. Durchführung von Maßnahmen, die verhindern, dass das Kulturgut der Rückgabe entzogen wird,

6. Durchführung des behördlichen Vermittlungsverfahrens zwischen dem ersuchenden Mitgliedstaat und dem Rückgabeschuldner und

7. Unterstützung des Bundes bei der Rückgabe von Kulturgut.

(2) Zur Unterstützung nach Absatz 1 Nummer 3 ist die zuständige Behörde nur verpflichtet, wenn ein Mitgliedstaat innerhalb von sechs Monaten nach Unterrichtung nach § 62 Absatz 1 Nummer 1 der zuständigen Behörde mitteilt, dass es sich um ein Kulturgut im Sinne des Artikels 2 Nummer 1 der Richtlinie 2014/60/EU handelt. Lässt ein Mitgliedstaat diese Frist ohne diese Mitteilung verstreichen, so ist die zuständige Behörde nicht mehr verpflichtet, Maßnahmen nach Absatz 1 Nummer 4 und 5 zu ergreifen.

§ 62

Aufgaben der obersten Bundesbehörden

(1) Die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde hat folgende Aufgaben:

1. Unterrichtung des betroffenen Mitgliedstaates über das Auffinden und die Sicherstellung von Kulturgut, bei dem der Verdacht besteht, dass es unrechtmäßig eingeführt worden ist,
2. Unterstützung des behördlichen Vermittlungsverfahrens zwischen dem ersuchenden Mitgliedstaat und dem Rückgabeschuldner und
3. Mitteilung an die zentralen Stellen der anderen Mitgliedstaaten, wenn der ersuchende Mitgliedstaat Klage auf Rückgabe erhoben hat.

(2) Das Auswärtige Amt hat in Zusammenarbeit mit der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde folgende Aufgaben:

1. Unterrichtung des betroffenen Vertragsstaates über das Auffinden und die Sicherstellung von Kulturgut, bei dem Verdacht besteht, dass es unrechtmäßig eingeführt worden ist, und
2. Durchführung des behördlichen Vermittlungsverfahrens zwischen dem ersuchenden Vertragsstaat und dem Rückgabeschuldner.

§ 63

Zulässigkeit der Klage auf Rückgabe

(1) Die Klage eines ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates auf Rückgabe ist nur dann zulässig, wenn der Klageschrift folgende Unterlagen beigelegt sind:

1. eine geeignete Beschreibung des Kulturgutes mit Angaben über
 - a) die Identität und Herkunft,
 - b) den tatsächlichen oder mutmaßlichen Zeitpunkt der Verbringung und
 - c) den tatsächlichen oder mutmaßlichen Ort der Belegenheit im Bundesgebiet,
2. eine Erklärung, dass es sich um ein nach nationalen Rechtsvorschriften oder Verwaltungsverfahren des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates nationales Kulturgut handelt, und
3. eine Erklärung des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates, dass das Kulturgut unrecht-

mäßig aus seinem Hoheitsgebiet ausgeführt worden ist.

(2) Die Klage auf Rückgabe ist unzulässig, wenn das Verbringen des Kulturgutes aus dem Hoheitsgebiet des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates zu dem Zeitpunkt, zu dem die Klage erhoben wird, nicht mehr unrechtmäßig ist.

§ 64

Kosten der behördlichen Sicherstellung

Hat die zuständige Behörde das Kulturgut, über dessen Rückgabe das Gericht zu entscheiden hat, nach § 33 sichergestellt, so ist in der gerichtlichen Entscheidung über die Rückgabe auch über die Kosten zu entscheiden, die der zuständigen Behörde durch die Sicherstellung entstanden sind.

§ 65

Kosten der Rückgabe und Erhaltungsmaßnahmen

(1) Die Kosten, die sich aufgrund der Rückgabe ergeben, gehen zu Lasten des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates.

(2) Die Kosten, die durch Durchführung oder Veranlassung von notwendigen Maßnahmen zur Erhaltung des sichergestellten Kulturgutes entstehen, gehen zu Lasten des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates. § 64 ist entsprechend anzuwenden.

Abschnitt 3 Entschädigung und Erstattungsanspruch

§ 66

Entschädigung bei Rückgabe

(1) Ist der unmittelbare Eigenbesitzer beim Erwerb des Kulturgutes mit der erforderlichen Sorgfalt vorgegangen, so kann er die Rückgabe des Kulturgutes verweigern, bis der ersuchende Mitgliedstaat oder Vertragsstaat eine angemessene Entschädigung geleistet hat.

(2) Bei einer unentgeltlichen Rechtsnachfolge muss die erforderliche Sorgfalt beim Erwerb sowohl vom Rechtsvorgänger als auch vom Rechtsnachfolger beachtet worden sein. Beim Erwerb durch Erbschaft muss der Erbe oder Vermächtnisnehmer die mangelnde Sorgfalt des Erblassers gegen sich gelten lassen.

(3) Bei der Entscheidung, ob der unmittelbare Eigenbesitzer mit der erforderlichen Sorgfalt vorgegangen ist, werden alle Umstände beim Erwerb des Kulturgutes berücksichtigt, insbesondere

1. die Unterlagen über die Herkunft des Kulturgutes,
2. die nach dem Recht des ersuchenden Mitgliedstaates oder Vertragsstaates erforderliche Ausfuhrgenehmigung,
3. die jeweiligen Eigenschaften der beim Erwerb des Kulturgutes Beteiligten,
4. der Kaufpreis,
5. die Einsichtnahme des unmittelbaren Eigenbesitzers in die zugänglichen Verzeichnisse entwendeten Kulturgutes und das Einholen einschlägiger Informatio-

nen, die er mit zumutbarem Aufwand erhalten konnte, und

6. jeder andere Schritt, den eine vernünftige Person unter denselben Umständen unternommen hätte.

(4) § 52 Absatz 3 bleibt unberührt.

§ 67

Höhe der Entschädigung

(1) Die Höhe der Entschädigung bestimmt sich unter Berücksichtigung der entstandenen Aufwendungen des Rückgabeschuldners für

1. den Erwerb des Kulturgutes und
2. die notwendigen Maßnahmen zur Erhaltung des Kulturgutes.

Die Entschädigung darf die Aufwendungen nicht übersteigen. Für entgangenen Gewinn ist keine Entschädigung zu zahlen.

(2) Bleibt das Kulturgut auch nach der Rückgabe Eigentum des Rückgabeschuldners, so hat der ersuchende Mitgliedstaat oder Vertragsstaat dem Rückgabeschuldner abweichend von Absatz 1 nur die Aufwendungen zu erstatten, die dem Rückgabeschuldner daraus entstanden sind, dass er darauf vertraut hat, das Kulturgut im Bundesgebiet belassen zu dürfen.

§ 68

Erstattungsanspruch des ersuchenden Mitglied- oder Vertragsstaates

(1) Der ersuchende Mitgliedstaat oder Vertragsstaat kann von den Personen, die Kulturgut unrechtmäßig verbracht haben oder die die unrechtmäßige Verbringung von Kulturgut veranlasst haben, Erstattung der aus dem Rückgabeverfahren entstandenen Kosten fordern. § 840 Absatz 1 des Bürgerlichen Gesetzbuches ist entsprechend anzuwenden.

(2) Der Anspruch nach Absatz 1 ist vor den ordentlichen Gerichten geltend zu machen.

Kapitel 6

Rückgabe unrechtmäßig ausgeführten Kulturgutes

§ 69

Rückgabeanspruch gegenüber Mitgliedstaaten

(1) Den Anspruch auf Rückgabe von Kulturgut, das unrechtmäßig in das Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaates ausgeführt worden ist, macht im jeweiligen Mitgliedstaat nach dessen Vorschriften die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde im Benehmen mit der zuständigen obersten Landesbehörde des Landes, in dem sich das Kulturgut vor der unrechtmäßigen Ausfuhr dauerhaft befand, geltend. Ist der Ort der letzten dauerhaften Belegenheit des Kulturgutes im Bundesgebiet nicht feststellbar, so macht die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde den Anspruch geltend.

(2) Die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde setzt die zuständige zentrale Stelle des ersuchten Mitgliedstaates unverzüglich davon in Kenntnis, dass sie Klage auf Rückgabe des betreffenden Kulturgutes erhoben hat.

§ 70

Rückgabeanspruch gegenüber Vertragsstaaten

(1) Den Anspruch auf Rückgabe von Kulturgut, das unrechtmäßig in das Hoheitsgebiet eines Vertragsstaates ausgeführt worden ist, macht das Auswärtige Amt im Einvernehmen mit der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde geltend.

(2) Bevor die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde den Rückgabeanspruch geltend macht, stellt sie das Benehmen her mit der zuständigen obersten Landesbehörde des Landes, in dem sich das Kulturgut vor der unrechtmäßigen Ausfuhr dauerhaft befand.

§ 71

Kosten

(1) Die notwendigen Kosten und Auslagen, die durch die Geltendmachung des Rückgabeanspruchs entstanden sind, trägt derjenige, der das Kulturgut unrechtmäßig ausgeführt hat. § 840 Absatz 1 des Bürgerlichen Gesetzbuches ist entsprechend anzuwenden.

(2) Die Bundesbehörde, die den Rückgabeanspruch nach den §§ 69, 70 geltend macht, setzt den zu erstattenden Betrag durch Bescheid fest.

§ 72

Eigentum an zurückgegebenem Kulturgut

Wer Eigentümer des Kulturgutes ist, das unrechtmäßig ausgeführt worden ist und in das Bundesgebiet zurückgegeben worden ist, bestimmt sich nach den deutschen Sachvorschriften.

Kapitel 7**Rückgabezusage
im internationalen Leihverkehr**

§ 73

Rechtsverbindliche Rückgabezusage

(1) Wird Kulturgut aus dem Ausland für eine öffentliche Ausstellung oder für eine andere Form der öffentlichen Präsentation, einschließlich einer vorherigen Restaurierung für diesen Zweck, oder für Forschungszwecke an eine Kulturgut bewahrende oder wissenschaftliche Einrichtung im Bundesgebiet vorübergehend ausgeliehen, so kann die oberste Landesbehörde im Benehmen mit der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde eine rechtsverbindliche Rückgabezusage für die Aufenthaltsdauer des Kulturgutes im Bundesgebiet erteilen. Die Rückgabezusage darf höchstens für zwei Jahre erteilt werden.

(2) Für die Erteilung der rechtsverbindlichen Rückgabezusage ist die oberste Landesbehörde des Landes zuständig, in dem der Entleiher seinen Hauptsitz hat. Bei mehreren Leihorten ist die Behörde des ersten Leihortes zuständig.

§ 74

**Erteilung der
rechtsverbindlichen Rückgabezusage**

(1) Auf Antrag des Entleihers kann die oberste Landesbehörde im Benehmen mit der für Kultur und

Medien zuständigen obersten Bundesbehörde dem Verleiher vor der Einfuhr des Kulturgutes die Rückgabezusage erteilen. Der Antrag kann schriftlich oder elektronisch übermittelt werden.

(2) Die Rückgabezusage erfolgt schriftlich und unter Gebrauch der Worte „rechtsverbindliche Rückgabezusage“.

§ 75

Verlängerung

(1) Die rechtsverbindliche Rückgabezusage kann von der obersten Landesbehörde im Einvernehmen mit der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde auf Antrag des Entleihers verlängert werden. Die Höchstdauer von zwei Jahren soll auch durch eine Verlängerung nicht überschritten werden. In begründeten Ausnahmefällen kann die Frist für einen Aufenthalt im Bundesgebiet auf bis zu vier Jahre verlängert werden.

(2) § 73 Absatz 2 ist entsprechend anzuwenden.

§ 76

Wirkung

(1) Die rechtsverbindliche Rückgabezusage bewirkt, dass

1. dem Rückgabeanspruch des Verleihers keine Rechte entgegengehalten werden können, die Dritte an dem Kulturgut geltend machen, und
2. kein Verfahren zur Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes eingeleitet werden kann.

Die Rückgabezusage kann nicht aufgehoben, zurückgenommen oder widerrufen werden und ist für die Aufenthaltsdauer des Kulturgutes im Bundesgebiet sofort vollziehbar.

(2) Bis zur Rückgabe des Kulturgutes an den Verleiher, höchstens jedoch für die Dauer der erteilten Rückgabezusage, sind gerichtliche Klagen auf Herausgabe, Arrestverfügungen, Pfändungen und Beschlagnahmen des Kulturgutes sowie behördliche Vollstreckungsmaßnahmen oder Sicherstellungen nach diesem Gesetz oder anderen Rechtsvorschriften nicht zulässig.

(3) Die Ausfuhr nach Ablauf des Leihvertrages unterliegt nicht der Genehmigungspflicht nach § 24.

Kapitel 8**Datenschutz, gemeinsames Verfahren, Zoll**

§ 77

**Erhebung und
Verarbeitung von Informationen
einschließlich personenbezogener Daten**

(1) Die für die Ausführung dieses Gesetzes zuständigen Behörden des Bundes und der Länder dürfen Informationen einschließlich personenbezogener Daten erheben, verarbeiten und nutzen, soweit dies erforderlich ist

1. zur Erfüllung ihrer Aufgaben nach diesem Gesetz, nach landesrechtlichen Regelungen zum Schutz beweglichen Kulturgutes, nach unmittelbar geltenden Rechtsakten der Europäischen Union und der Euro-

päischen Gemeinschaft, die Verbote und Beschränkungen enthalten, sowie

2. zur Erfüllung ihrer Aufgaben nach der aufgrund dieses Gesetzes erlassenen Rechtsverordnung.

(2) Die Vorschriften zum Schutz personenbezogener Daten bleiben unberührt.

§ 78

Übermittlung von Informationen einschließlich personenbezogener Daten an die zuständige Behörde

(1) Öffentliche Stellen im Sinne von § 2 des Bundesdatenschutzgesetzes in der Fassung der Bekanntmachung vom 14. Januar 2003 (BGBl. I S. 66), das zuletzt durch Artikel 1 des Gesetzes vom 25. Februar 2015 (BGBl. I S. 162) geändert worden ist, dürfen Informationen einschließlich personenbezogener Daten der nach diesem Gesetz zuständigen Behörde des Bundes und der Länder übermitteln, soweit dies erforderlich ist, damit diese Behörde ihre in § 77 genannten Aufgaben erfüllen kann.

(2) Öffentliche Stellen haben unverzüglich die zuständigen Behörden des Bundes und der Länder zu unterrichten, wenn sie im Zusammenhang mit der Erfüllung ihrer Aufgaben Kenntnis davon erlangen, dass Kulturgut unter Verstoß gegen die Einfuhr- und Ausfuhrbestimmungen ein- oder ausgeführt worden ist oder werden soll.

(3) Die für die Einleitung und Durchführung eines Straf- oder eines Bußgeldverfahrens zuständigen Stellen haben die nach diesem Gesetz zuständigen Behörden des Bundes und der Länder unverzüglich über die Einleitung und die Erledigung eines auf Kulturgut bezogenen Straf- oder Bußgeldverfahrens bei der Staatsanwaltschaft, bei Gericht oder bei der für die Verfolgung und Ahndung der Ordnungswidrigkeit zuständigen Verwaltungsbehörde unter Angabe der gesetzlichen Vorschriften zu unterrichten. Satz 1 ist nicht für Verfahren wegen einer Ordnungswidrigkeit anzuwenden, die nur mit einer Geldbuße bis zu tausend Euro geahndet werden kann.

(4) Bei Eingang eines Rechtshilfeersuchens eines anderen Mitgliedstaates oder Vertragsstaates ist Absatz 3 entsprechend anzuwenden mit der Maßgabe, dass auch die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde unterrichtet wird. Diese unterrichtet in Fällen eines Rechtshilfeersuchens eines Vertragsstaates das Auswärtige Amt.

§ 79

Gemeinsames Verfahren von Bund und Ländern

(1) Zum umfassenden Schutz nationalen Kulturgutes führen Bund und Länder ein gemeinsames Verfahren im Sinne des § 11 des E-Government-Gesetzes. Sie sind befugt, Informationen einschließlich personenbezogener Daten in dem gemeinsamen Verfahren zu verarbeiten.

(2) Die am gemeinsamen Verfahren beteiligten Behörden des Bundes und der Länder sind jeweils für die Rechtmäßigkeit der von ihnen vorgenommenen Datenerhebung, Datenverarbeitung und Datennutzung verantwortlich.

(3) Die am gemeinsamen Verfahren beteiligten Behörden des Bundes und der Länder unterliegen, soweit sie an dem gemeinsamen Verfahren teilnehmen, dem Bundesdatenschutzgesetz. Die zuständige Kontrollstelle im Sinne des § 11 Absatz 5 Satz 2 des E-Government-Gesetzes für die Einhaltung der Datenschutzvorschriften mit Bezug auf das gemeinsame Verfahren ist die oder der Bundesbeauftragte für den Datenschutz und die Informationsfreiheit. Die Zuständigkeit der oder des Bundesbeauftragten für den Datenschutz und die Informationsfreiheit lässt die Zuständigkeit der oder des Landesbeauftragten für den Datenschutz im Übrigen unberührt.

(4) Im Rahmen des gemeinsamen Verfahrens werden neben den Daten zur Identifikation des Kulturgutes auch die personenbezogenen Daten der Eigentümer und soweit erforderlich der Besitzer des nationalen Kulturgutes verarbeitet. Dies sind insbesondere deren Namen und Adressen.

(5) Einzelheiten des gemeinsamen Verfahrens, insbesondere die jeweils verantwortliche Stelle für die Festlegung, Änderung, Fortentwicklung und Einhaltung von fachlichen und technischen Vorgaben nach § 11 Absatz 4 Satz 1 Nummer 1 des E-Government-Gesetzes, werden durch für alle Länder verbindliche Beschlüsse des Verwaltungsausschusses nach § 4 Absatz 4 geregelt.

§ 80

Übermittlung von Informationen einschließlich personenbezogener Daten an Mitgliedstaaten und Vertragsstaaten

(1) Die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde erteilt den zuständigen zentralen Stellen eines Mitgliedstaates auf begründetes Ersuchen,

1. soweit es für deren Prüfung erforderlich ist, Auskunft, ob
 - a) die Voraussetzungen für ein Rückgabeersuchen oder eine Klage auf Rückgabe gegeben sind oder
 - b) die Voraussetzungen für die Erteilung einer Ausfuhrgenehmigung nach der Verordnung (EG) Nr. 116/2009 gegeben sind, sowie

2. Auskünfte, die zur Auffindung und Rückgabe von gestohlenem oder unrechtmäßig in das Bundesgebiet eingeführtem Kulturgut beitragen können.

Die Auskunftserteilung nach Satz 1 Nummer 1 und 2 umfasst neben nichtpersonenbezogenen Daten den Namen und die ladungsfähige Anschrift der derzeitigen oder vorherigen Eigentümer oder Besitzer, soweit dies für die Prüfung der zuständigen Stelle des anderen Mitgliedstaates erforderlich ist.

(2) Das Auswärtige Amt erteilt einem Vertragsstaat auf begründetes Ersuchen

1. soweit es für dessen Prüfung erforderlich ist, Auskunft, ob die Voraussetzungen für ein Rückgabeersuchen oder eine Klage auf Rückgabe gegeben sind, sowie
2. Auskünfte, die zur Auffindung und Rückgabe von gestohlenem oder unrechtmäßig in das Bundesgebiet eingeführtem Kulturgut beitragen können.

(3) Personenbezogene Daten dürfen an Stellen in Mitgliedstaaten und Vertragsstaaten nur übermittelt werden, wenn deren Kenntnis für die Rechtsverfolgung von Rückgabeansprüchen nach diesem Gesetz erforderlich ist. Die Datenübermittlung muss zusätzlich den Anforderungen der §§ 4b und 4c des Bundesdatenschutzgesetzes genügen.

§ 81

Mitwirkung der Zollbehörden, Anhaltung von Kulturgut

(1) Die Zollbehörden wirken im Rahmen ihrer Zuständigkeit bei der Überwachung der Ein- und Ausfuhr von Kulturgut mit, für das Verbote oder Beschränkungen nach diesem Gesetz oder einer aufgrund dieses Gesetzes erlassenen Rechtsverordnung gelten. Soweit es zur Durchführung dieses Gesetzes und der aufgrund dieses Gesetzes erlassenen Rechtsverordnungen erforderlich ist, dürfen die Zollbehörden die im Rahmen ihrer zollamtlichen Überwachung gewonnenen Informationen, auch soweit sie dem Steuergeheimnis unterliegen, den zuständigen Behörden übermitteln.

(2) Die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde kann der zuständigen zentralen Stelle der Zollverwaltung konkrete länder-, waren- oder personenbezogene Risikohinweise übermitteln.

(3) Ergeben sich bei der zollamtlichen Überwachung Anhaltspunkte für einen Verstoß gegen dieses Gesetz oder gegen eine aufgrund dieses Gesetzes erlassene Rechtsverordnung, so unterrichten die Zollbehörden unverzüglich die zuständige Behörde des Landes, in dem sich das Kulturgut bei der Anhaltung befindet.

(4) Im Falle des Absatzes 3 halten die Zollbehörden die Waren, deren Beförderungs- und Verpackungsmittel sowie die beigefügten Unterlagen auf Kosten und Gefahr des Verfügungsberechtigten an. Sie können die angehaltenen Waren sowie deren Beförderungs- und Verpackungsmittel auch durch einen Dritten verwahren lassen. § 39 ist entsprechend anzuwenden.

(5) Die Zollbehörde gibt das angehaltene Kulturgut, die Beförderungs- und Verpackungsmittel sowie die beigefügten Unterlagen frei, wenn die sonstigen Anforderungen und Förmlichkeiten für eine Freigabe erfüllt sind und

1. die zuständige Behörde mitgeteilt hat, dass sie das Kulturgut nach § 33 sichergestellt hat,
2. die zuständige Behörde mitgeteilt hat, dass das Kulturgut nicht sichergestellt wird, oder
3. nach Ablauf von drei Arbeitstagen seit der Unterrichtung nach Absatz 3 keine Mitteilung der zuständigen Behörde zum weiteren Vorgehen vorliegt oder
4. nach Ablauf von zehn Arbeitstagen seit der Unterrichtung nach Absatz 3 keine Mitteilung der zuständigen Behörde über die Sicherstellung des Kulturgutes nach § 33 vorliegt.

(6) Es ist verboten, nach Absatz 4 angehaltenes Kulturgut zu beschädigen, zu zerstören oder dessen Erscheinungsbild nicht nur unerheblich und nicht nur vorübergehend zu verändern.

§ 82

Anmeldepflicht bei Ein- und Ausfuhr im Kulturgutverkehr mit Drittstaaten

(1) Bei der zuständigen Zollstelle ist Kulturgut anzuzeigen, das

1. unmittelbar aus einem Drittstaat eingeführt werden soll und zur Ausfuhr aus dem Herkunftsstaat einer Genehmigung durch diesen Staat bedarf oder
2. in einen Drittstaat ausgeführt werden soll und zur Ausfuhr aus dem Binnenmarkt einer Genehmigung nach diesem Gesetz oder nach einem im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlichten, unmittelbar geltenden Rechtsakt der Europäischen Union bedarf.

(2) Die Anmeldung hat die Person vorzunehmen, die das Kulturgut einführt oder ausführt. Bei der Anmeldung sind die für die Einfuhr oder Ausfuhr erforderlichen Genehmigungen oder sonstigen Dokumente vorzulegen.

(3) Auf Verlangen der zuständigen Zollstelle ist das anmeldepflichtige Kulturgut vorzuführen.

Kapitel 9

Straf- und Bußgeldvorschriften

§ 83

Strafvorschriften

(1) Mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer

1. entgegen § 21 Nummer 1, 2, 4 oder 5 Kulturgut ausführt,
2. entgegen § 21 Nummer 3 Kulturgut ausführt, von dem er weiß, dass es nach § 32 Absatz 1 Nummer 1 oder 2 unrechtmäßig eingeführt wurde,
3. entgegen § 28 Kulturgut einführt, von dem er weiß, dass es unter Verstoß gegen eine dort genannte Rechtsvorschrift verbracht worden ist,
4. entgegen § 40 Absatz 1 Kulturgut in Verkehr bringt, das abhandengekommen ist oder von dem er weiß, dass es rechtswidrig ausgegraben oder nach § 32 Absatz 1 Nummer 1 oder 2 unrechtmäßig eingeführt worden ist, oder
5. entgegen § 40 Absatz 3 ein Verpflichtungs- oder Verfügungsgeschäft über Kulturgut abschließt, das durch eine in Nummer 1 oder 2 bezeichnete Handlung ausgeführt worden ist.

(2) Ebenso wird bestraft, wer entgegen Artikel 2 Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 116/2009 des Rates vom 18. Dezember 2008 über die Ausfuhr von Kulturgütern (kodifizierte Fassung) (ABl. L 39 vom 10.2.2009, S. 1) Kulturgut ausführt.

(3) Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer entgegen § 18 Absatz 1, auch in Verbindung mit Absatz 2, Kulturgut beschädigt, zerstört oder verändert.

(4) Der Versuch ist strafbar.

(5) Mit Freiheitsstrafe von einem Jahr bis zu zehn Jahren wird bestraft, wer in den Fällen des Absatzes 1 Nummer 4

1. gewerbsmäßig handelt oder
2. als Mitglied einer Bande handelt, die sich zur fortgesetzten Begehung solcher Taten verbunden hat.

(6) Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer in den Fällen des Absatzes 1 Nummer 1 oder des Absatzes 2 in Ausübung einer gewerblichen Tätigkeit fahrlässig handelt.

(7) Das Gericht kann in den Fällen des Absatzes 1 Nummer 1 die Strafe nach § 49 Absatz 1 des Strafgesetzbuches mildern oder von Strafe absehen, wenn der Täter das Kulturgut unverzüglich in das Bundesgebiet zurückbringt.

§ 84

Bußgeldvorschriften

(1) Ordnungswidrig handelt, wer

1. entgegen § 15 Absatz 2 eine Mitteilung nicht, nicht richtig, nicht vollständig oder nicht rechtzeitig macht,
2. entgegen § 42 Absatz 1 Satz 1 Nummer 1 Name oder Anschrift einer dort genannten Person nicht oder nicht rechtzeitig feststellt,
3. entgegen § 42 Absatz 1 Satz 1 Nummer 2 eine Beschreibung oder eine Abbildung nicht oder nicht rechtzeitig anfertigt oder
4. entgegen § 42 Absatz 1 Satz 1 Nummer 7 eine dort genannte Erklärung nicht oder nicht rechtzeitig einholt.

(2) Ordnungswidrig handelt, wer vorsätzlich oder fahrlässig

1. entgegen § 30 Satz 1 bei der Einfuhr von Kulturgut, von dem er weiß oder hätte wissen müssen, dass es von einem Mitgliedstaat oder Vertragsstaat als nationales Kulturgut eingestuft oder definiert worden ist, eine dort verlangte Unterlage nicht mit sich führt oder
2. entgegen § 82 Absatz 3 Kulturgut nicht oder nicht rechtzeitig vorführt.

(3) Die Ordnungswidrigkeit kann in den Fällen des Absatzes 1 Nummer 2 bis 4 mit einer Geldbuße bis zu dreißigtausend Euro, in den übrigen Fällen mit einer Geldbuße bis zu hunderttausend Euro geahndet werden.

§ 85

Einziehung und erweiterter Verfall

(1) Ist eine Straftat nach § 83 oder eine Ordnungswidrigkeit nach § 84 Absatz 1 oder 2 begangen worden, so können folgende Gegenstände eingezogen werden:

1. Gegenstände, auf die sich die Straftat oder Ordnungswidrigkeit bezieht, oder
2. Gegenstände, die durch sie hervorgebracht oder zu ihrer Begehung oder Vorbereitung gebraucht worden oder bestimmt gewesen sind.

§ 74a des Strafgesetzbuches und § 23 des Gesetzes über Ordnungswidrigkeiten sind anzuwenden.

(2) In den Fällen des § 83 Absatz 5 Nummer 2 ist § 73d des Strafgesetzbuches anzuwenden.

§ 86

Besondere Voraussetzung der Verwertung von Kulturgut

(1) Kulturgut, das nach § 85 der Einziehung oder dem Verfall unterliegt, darf nur mit Zustimmung der zuständigen Behörde verwertet werden.

(2) Die Zustimmung kann versagt werden. Sie ist im Regelfall zu versagen für Kulturgut,

1. das der genehmigungspflichtigen Ausfuhr nach § 24 unterliegt und dessen Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes noch nicht abschließend geprüft worden ist,
2. das einem Rückgabeanspruch nach Kapitel 5 unterliegen könnte und für das die Verjährungsfrist für den Rückgabeanspruch noch nicht abgelaufen oder der Anspruch noch nicht erloschen ist oder
3. dessen Inverkehrbringen nach § 40 verboten ist oder für dessen Inverkehrbringen eine erhöhte Sorgfaltspflicht nach § 44 besteht.

(3) Vor der Verwertung von Kulturgut ausländischer Staaten sind das Auswärtige Amt und die für Kultur und Medien zuständige oberste Bundesbehörde anzuhören.

(4) Die Absätze 1 bis 3 sind auch bei Einziehung und Verfall nach anderen Rechtsvorschriften anzuwenden.

(5) Eine Verwertung von Kulturgut, das die zuständige Behörde nach diesem Gesetz eingezogen hat, ist erst möglich, wenn die Voraussetzungen nach Absatz 2 abschließend geprüft sind.

§ 87

Aufgaben und Befugnisse der Zollbehörden

(1) Die Staatsanwaltschaft kann bei Straftaten und Ordnungswidrigkeiten nach den §§ 83 und 84 Ermittlungen nach § 161 Absatz 1 Satz 1 der Strafprozessordnung in den Fällen des § 83 Absatz 1 Nummer 1, 2 oder 3 in Verbindung mit den Absätzen 4 und 6 sowie im Fall des § 83 Absatz 2 in Verbindung mit Absatz 4 auch durch die Hauptzollämter oder die Zollfahndungsämter vornehmen lassen. Die nach § 36 Absatz 1 Nummer 2 oder Absatz 2 des Gesetzes gegen Ordnungswidrigkeiten zuständige Verwaltungsbehörde kann in den Fällen des Satzes 1 Ermittlungen auch durch die Hauptzollämter oder die Zollfahndungsämter vornehmen lassen.

(2) § 21 Absatz 3 des Außenwirtschaftsgesetzes vom 6. Juni 2013 (BGBl. I S. 1482), das durch Artikel 297 der Verordnung vom 31. August 2015 (BGBl. I S. 1474) geändert worden ist, ist entsprechend anzuwenden.

§ 88

Straf- und Bußgeldverfahren

Soweit für Straftaten nach § 83 das Amtsgericht sachlich zuständig ist, liegt die örtliche Zuständigkeit bei dem Amtsgericht, in dessen Bezirk das örtlich zuständige Landgericht seinen Sitz hat. Die Landesregierung kann durch Rechtsverordnung die örtliche Zuständigkeit des Amtsgerichts abweichend regeln, soweit dies mit Rücksicht auf die Wirtschafts- oder Verkehrsverhältnisse, den Aufbau der Verwaltung oder andere örtliche Bedürfnisse zweckmäßig erscheint. Die Lan-

desregierung kann diese Ermächtigung auf die Landesjustizverwaltung übertragen.

Kapitel 10

Evaluierung, Übergangs- und Ausschlussvorschriften

§ 89

Evaluierung

Das für Kultur und Medien zuständige Mitglied der Bundesregierung unterrichtet den Deutschen Bundestag und den Bundesrat über die Anwendung des Gesetzes fünf Jahre und vorab zum Umfang des Verwaltungsaufwandes zwei Jahre nach Inkrafttreten des Gesetzes.

§ 90

Fortgeltung und Befristung bisherigen Abwanderungsschutzes

(1) Bestandteil des Verzeichnisses national wertvollen Kulturgutes ist Kulturgut, das aufgrund des Gesetzes zum Schutz deutschen Kulturgutes gegen Abwanderung in der Fassung der Bekanntmachung vom 8. Juli 1999 (BGBl. I S. 1754), das zuletzt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 18. Mai 2007 (BGBl. I S. 757) geändert worden ist, eingetragen worden ist in

1. ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes oder
2. ein Verzeichnis national wertvoller Archive eines Landes.

(2) Die Ausfuhr bleibt genehmigungspflichtig, längstens bis zum Ablauf des 31. Dezember 2025

1. von Kunstwerken, die aufgrund der Verordnung über die Ausfuhr von Kunstwerken der Reichsregierung vom 11. Dezember 1919 (RGBl. S. 1961), die zuletzt durch die Verordnung vom 20. Dezember 1932 (RGBl. I S. 572) verlängert worden ist, in das Verzeichnis der national wertvollen Kunstwerke eingetragen waren und über deren Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes noch nicht entschieden worden ist, und
2. von registriertem Kulturgut nach dem Kulturgutschutzgesetz vom 3. Juli 1980 (GBl. I Nr. 20 S. 191) und über dessen Eintragung in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes noch nicht entschieden worden ist.

(3) Für Verfahren, die bis 6. August 2016 eingeleitet und bekannt gemacht worden sind, gelten die Vorschriften des Gesetzes zum Schutz deutschen Kulturgutes gegen Abwanderung in der Fassung der Bekanntmachung vom 8. Juli 1999 (BGBl. I S. 1754), das zuletzt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 18. Mai 2007 (BGBl. I S. 757, 2547) geändert worden ist, bis zum Abschluss des Verfahrens fort.

§ 91

Ausschluss abweichenden Landesrechts

Von den in den §§ 7 bis 17, 22 bis 27 und 73 bis 76 getroffenen Regelungen des Verwaltungsverfahrens kann durch Landesrecht nicht abgewichen werden.

Artikel 2

Änderung des Gesetzes zur Errichtung einer Stiftung „Deutsche Bundesstiftung Umwelt“

In § 2 Absatz 2 des Gesetzes zur Errichtung einer Stiftung „Deutsche Bundesstiftung Umwelt“ vom 18. Juli 1990 (BGBl. I S. 1448) werden die Wörter „– Bewahrung und Sicherung national wertvoller Kulturgüter im Hinblick auf schädliche Umwelteinflüsse (Modellvorhaben).“ durch die Wörter „– Bewahrung und Sicherung nationalen Kulturgutes im Hinblick auf schädliche Umwelteinflüsse (Modellvorhaben).“ ersetzt.

Artikel 3

Änderung des Gesetzes zu der Konvention vom 14. Mai 1954 zum Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten

Artikel 2 Absatz 5 des Gesetzes zu der Konvention vom 14. Mai 1954 zum Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten vom 11. April 1967 (BGBl. 1967 II S. 1233, 2471), das zuletzt durch Artikel 4 des Gesetzes vom 27. April 2004 (BGBl. I S. 630) geändert worden ist, wird wie folgt gefasst:

„(5) Das Bundesamt für Bevölkerungsschutz und Katastrophenhilfe ist zuständig für

1. die Verbreitung des Wortlauts der Konvention und ihrer Ausführungsbestimmungen nach Artikel 25 der Konvention, soweit sie nicht nach Absatz 4 Buchstabe b erfolgt,
2. die Verpackung, Dokumentation, Einlagerung und Aufbewahrung von Sicherungsmedien an einem zentralen Bergungsort.“

Artikel 4

Änderung des Einführungsgesetzes zum Gerichtsverfassungsgesetz

In § 14 Absatz 1 Nummer 9 des Einführungsgesetzes zum Gerichtsverfassungsgesetz in der im Bundesgesetzblatt Teil III, Gliederungsnummer 300-1, veröffentlichten bereinigten Fassung, das zuletzt durch Artikel 130 der Verordnung vom 31. August 2015 (BGBl. I S. 1474) geändert worden ist, werden die Wörter „Klima und Landschaft“ durch die Wörter „Klima und Landschaft sowie das kulturelle Erbe“ ersetzt.

Artikel 5

Änderung des Gesetzes über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen

§ 56b Absatz 2 des Gesetzes über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen in der Fassung der Bekanntmachung vom 27. Juni 1994 (BGBl. I S. 1537), das zuletzt durch Artikel 163 der Verordnung vom 31. August 2015 (BGBl. I S. 1474) geändert worden ist, wird wie folgt gefasst:

„(2) Vereinbarungen, die sich auf nationales Kulturgut nach § 6 Absatz 1 Nummer 1 des Kulturgutschutzgesetzes vom 31. Juli 2016 (BGBl. I S. 1914) beziehen,

bedürfen der Einwilligung der für Kultur und Medien zuständigen obersten Bundesbehörde.“

Artikel 6 **Änderung der** **FIDE-Verzeichnis-Verordnung**

§ 1 Absatz 1 Nummer 8 der FIDE-Verzeichnis-Verordnung vom 5. Oktober 2011 (BGBl. I S. 2057), die zuletzt durch Artikel 6 des Gesetzes vom 10. Dezember 2015 (BGBl. I S. 2210) geändert worden ist, wird wie folgt gefasst:

„8. Straftaten gegen Vorschriften über den Warenverkehr zum Schutz des Kulturgutes nach § 83 Absatz 1 Nummer 1 des Kulturgutschutzgesetzes vom 31. Juli 2016 (BGBl. I S. 1914).“

Artikel 7 **Änderung des** **Einkommensteuergesetzes**

In § 10g Absatz 1 Satz 2 Nummer 4 des Einkommensteuergesetzes in der Fassung der Bekanntmachung vom 8. Oktober 2009 (BGBl. I S. 3366, 3862), das zuletzt durch Artikel 3 des Gesetzes vom 19. Juli 2016 (BGBl. I S. 1730) geändert worden ist, werden die Wörter „oder in das Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes oder das Verzeichnis national wertvoller Archive eingetragen sind“ durch die Wörter „oder als nationales Kulturgut in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes nach § 7 Absatz 1 des Kulturgutschutzgesetzes vom 31. Juli 2016 (BGBl. I S. 1914) eingetragen ist“ ersetzt.

Artikel 8 **Änderung des Erbschaft-** **steuer- und Schenkungsteuergesetzes**

Das Erbschaftsteuer- und Schenkungsteuergesetz in der Fassung der Bekanntmachung vom 27. Februar 1997 (BGBl. I S. 378), das zuletzt durch Artikel 10 des Gesetzes vom 2. November 2015 (BGBl. I S. 1834) geändert worden ist, wird wie folgt geändert:

1. § 13 Absatz 1 Nummer 2 Buchstabe b Doppelbuchstabe bb wird wie folgt gefasst:

„bb) die Gegenstände sich seit mindestens 20 Jahren im Besitz der Familie befinden oder in ein Verzeichnis national wertvollen Kulturgutes nach § 7 Absatz 1 des Kulturgutschutzgesetzes vom 31. Juli 2016 (BGBl. I S. 1914) in der jeweils geltenden Fassung eingetragen sind.“

2. Dem § 37 wird folgender Absatz 11 angefügt:

„(11) § 13 Absatz 1 Nummer 2 Buchstabe b Doppelbuchstabe bb in der am 6. August 2016 geltenden Fassung ist auf Erwerbe anzuwenden, für die die Steuer nach dem 5. August 2016 entstanden ist.“

Artikel 9 **Änderung der** **Gewerbeordnung**

§ 29 Absatz 1 Nummer 5 der Gewerbeordnung in der Fassung der Bekanntmachung vom 22. Februar 1999 (BGBl. I S. 202), die zuletzt durch Artikel 4 Absatz 58 des Gesetzes vom 18. Juli 2016 (BGBl. I S. 1666) geändert worden ist, wird wie folgt gefasst:

„5. soweit diese einer gewerblichen Tätigkeit nach § 42 Absatz 1 des Kulturgutschutzgesetzes nachgehen.“

Artikel 10 **Inkrafttreten, Außerkrafttreten**

Dieses Gesetz tritt am Tag nach der Verkündung in Kraft. Gleichzeitig treten außer Kraft

1. das Gesetz zum Schutz deutschen Kulturgutes gegen Abwanderung in der Fassung der Bekanntmachung vom 8. Juli 1999 (BGBl. I S. 1754), das zuletzt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 18. Mai 2007 (BGBl. I S. 757, 2547) geändert worden ist,
2. das Kulturgüterrückgabegesetz vom 18. Mai 2007 (BGBl. I S. 757, 2547; 2008 II S. 235), das durch Artikel 2 Absatz 8 des Gesetzes vom 6. Juni 2013 (BGBl. I S. 1482) geändert worden ist,
3. die Kulturgüterverzeichnis-Verordnung vom 15. Oktober 2008 (BGBl. I S. 2002) sowie
4. das Gesetz zur Ausführung der Konvention vom 14. Mai 1954 zum Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten vom 18. Mai 2007 (BGBl. I S. 757, 762, 2547).

Das vorstehende Gesetz wird hiermit ausgefertigt. Es ist im Bundesgesetzblatt zu verkünden.

Berlin, den 31. Juli 2016

Der Bundespräsident
Joachim Gauck

Die Bundeskanzlerin
Dr. Angela Merkel

**ANNEXE 10 : BILANS DES TRESORS NATIONAUX AYANT FAIT L'OBJET D'UN
REFUS DE CERTIFICAT EN FRANCE**

Nombre d'œuvres retenues en douane, interdites à l'exportation ou faisant l'objet d'un refus de certificat par rapport à l'ensemble des flux (1983-1997)

Année	Retenues en douane	Interdictions de sortie	Refus de certificats	Ensemble des flux
1983	40	4		7 151 ⁽¹⁾
1984	55	2		8 584 ⁽¹⁾
1985	40	2		9 253 ⁽¹⁾
1986	65	0		7 335 ⁽¹⁾
1987	44	1		9 365 ⁽¹⁾
1988	45	2		9 893 ⁽¹⁾
1989	58	2		11 034 ⁽¹⁾
1990	29	2		8 587 ⁽¹⁾
1991	23	3		6 567 ⁽¹⁾
1992	26	2		5 897 ⁽¹⁾
1993			11	2 591 ⁽²⁾
1994			10	3 004 ⁽²⁾
1995			10	3 112 ⁽³⁾
1996			8	3 986 ⁽³⁾
1997			3	4 115 ⁽³⁾

(1) licences et factures visées

(2) nombre total de certificats

(3) cumul des certificats et des autorisations de sorties temporaires pour des biens culturels

Bilans des Trésors nationaux ayant fait l'objet d'un refus de certificat en France (1993-2008)

Liste des trésors nationaux ayant fait l'objet d'un refus de certificat - Etat au 01/07/2008 - 14

Bilan

***165 mesures de refus de certificat d'exportation prononcées
réparties comme suit :***

97	<i>Refus de certificat acquis</i>	3	<i>Refus de certificat classés M.H.</i>
26	<i>Certificats accordés après échéance du délai de refus</i>	16	<i>Certificats non redemandés après expiration du refus</i>
21	<i>Refus en cours (dont 2 en cours d'acquisition)</i>	2	<i>Autres cas</i>

Sources : Sénat français, 1999; Ministère de la Culture et de la Communication & Bureau du mouvement des œuvres et de l'inventaire, 2008, p. 14